VALEURS ACTUELLES – HORS-SÉRIE N° 26

VALEURSACTUELLES.COM
10,90 €

VALEURS ACTUELLES

COLLECTION LE SPECTACLE DU MONDE

HORS-SÉRIE

Avec Jean Sévillia, Jean Tulard, Jean-Christian Petitfils et Philippe de Villiers

Face aux déboulonneurs et aux assassins de la mémoire

Le roman vrai de la France

Franck Ferrand : “Le remords, la repentance, l’autoflagellation sont devenus nos nouveaux sports nationaux”

D : 11,30 € – BEL / LUX : 11,30 € – ESP/ITAL/PORT CONT : 10,70 €
GR : 12,50 € – CAN : 13,99 $CAN – DOM : 10,70 € – TOM :
1700 XPF – CH : 17,80 FS – MAR : 100 MAD – TUN : 12.00 DT

L 16553 - 26 H - F: 10,90 € - RD

« Connecté au réel »

Le média vidéo par VALEURS ACTUELLES

LA REVUE D'ACTU Une analyse hebdomadaire de l'actualité,

Le Grand ENTRETIEN de nombreux invités,

LE DUEL des débats,

et de nombreux autres formats...

RETROUVEZ-NOUS SUR

FACEBOOK
VA+

YOUTUBE
VA Plus

INSTAGRAM
va_plus

TIKTOK
va_plus

SOMMAIRE

L'histoire, monument en péril
par Raphaël Stainville 4
Franck Ferrand: "Le remords, la repentance, l'autoflagellation sont devenus nos nouveaux sports nationaux"
propos recueillis par Raphaël Stainville 6

OSTRACISÉS !

Vercingétorix le Gaulois
par Philippe Conrad 16
Ce baptême qui a fait la France
par Christian Brosio 22
Charles Martel, premier des résistants
par Claire Dozoir 28
Louis IX, roi saint et guerrier
par Claire L'Hoër 32
Jehanne et le sursaut français
par Philippe de Villiers 36
Le grand Colbert est-il encore digne de notre mémoire?
par Jean-Marc Albert 40
Louis l'universel
par Philippe Barthelet 44
Là où le Soleil luit
par Jean-Christian Petitfils 49
Napoléon, polémique autour d'un bicentenaire
par Éric Letty 50

ORAGES RÉVOLUTIONNAIRES

Jean de Viguerie: "La tolérance n'est qu'une façon de se servir soi-même"
propos recueillis par Marie d'Armagnac 56
Avant l'orage
par Hilaire de Crémiers 62
La Révolution, machine à fabriquer l'opinion
par Laurent Dandrieu 64
Louis XVI fut-il un incapable?
par Jean-Charles Chapuzet 68
Les années noires de la Révolution
par Jean Tulard, *de l'Institut* 70

RÉSISTANTS ET COLLABOS

Résistance: ceux de 1940
par Olivier Maulin 76
Le rouge et le brun
par François Bousquet 80

ART COLLECTION / ALAMY STOCK PHOTO

"Jeanne d'Arc", par Albert Lynch (1903, gravure).

La IIIe République sombre à Vichy
par Christian Brosio 84
La tragédie de la Collaboration
par Christian Brosio 88
Les drames de l'épuration
par Régis Constans 94

L'ÉGLISE CATHOLIQUE, UN COUPABLE IDÉAL

Jean Sévillia: "Écarter les perspectives manichéennes"
propos recueillis par Anne-Laure Debaecker 98
L'éclat de l'an mil
par Christian Brosio 104
Albigeois, l'autre croisade
par Philippe Conrad 109
Fanatisme de l'Inquisition?
par Pierre-Alexandre Bouclay 114
Bourreaux catholiques, victimes protestantes?
par Philippe Conrad 118
Le divorce de l'Église et de l'État
par Yves Chiron 121
Pie XII: une injustice qui a la vie dure
par Laurent Dandrieu 124

Chronologie
par Mickaël Fonton 128

ÉDITORIAL

Par **Raphaël Stainville**

L'histoire, monument en péril

Face aux déboulonneurs et aux assassins de la mémoire, l'urgence de préserver notre histoire doit s'imposer comme une évidence.

Accusés, levez-vous ! Le box est trop étroit pour que tous les prévenus puissent s'y tenir ensemble pour une dernière photo de famille. Un jour, c'est Saint Louis. Un autre, Colbert. Quand ce n'est pas Louis XIV, c'est au tour de Napoléon de subir les foudres de l'historiquement correct. Les procès se succèdent. Les têtes roulent. Ceux qui échappent encore à la guillotine de la *cancel culture* peuvent se le tenir pour dit : ce n'est qu'une question de temps pour que les enfants de Robespierre leur imposent la loi du présent et les vouent aux gémonies. Les déconstructeurs sont à l'œuvre et ne ménagent pas leur rage pour faire du passé table rase.

LA MÉTHODE EST ÉPROUVÉE, redoutable d'efficacité : la décontextualisation, l'anachronisme sont la règle. En jugeant le passé à l'aune des valeurs du présent, en passant l'histoire au tamis du politiquement et du moralement correct, tout concourt au dynamitage de cet héritage. Ce mouvement est ancien. Jean Sévillia, qui fut l'un des premiers à le décrire, rappelle qu'il trouve ses origines, au XVIII[e] siècle, lorsque philosophes et encyclopédistes s'employaient à faire de l'Église le grand coupable idéal. L'école républicaine, à la suite de la Révolution française dont elle voulait justifier les bienfaits, puis le marxisme triomphant dans les universités allaient tour à tour concourir à imposer dans l'enseignement une manière d'envisager l'histoire à l'aune de leurs nouvelles grilles de lecture. Un nouveau courant, venu d'outre-Atlantique, a depuis a pris le relais. À la lutte des classes succède la lutte des races, la concurrence des mémoires blessées. Il serait imprudent de le prendre à la légère. « *Les déboulonneurs du grand mouvement expiatoire savent très bien ce qu'ils font. Ils cherchent à briser notre imaginaire collectif pour exciter les uns et les autres à la compétition mémorielle afin de séparer les "coupables absolus" et les "victimes ontologiques". Il s'agit ni plus ni moins que de perpétrer un "mémoricide" et d'engager un processus de soumission pénitentielle* », avertissait Philippe de Villiers.

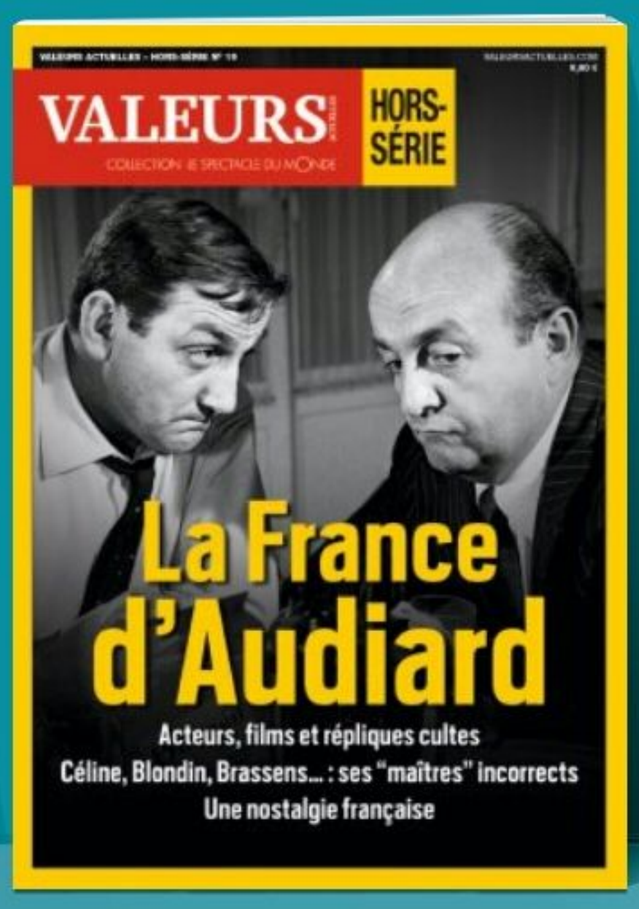
"En passant l'histoire au tamis du politiquement et du moralement correct, tout concourt au dynamitage de cet héritage."

C'EST POURQUOI NOUS AVONS VOULU CE HORS-SÉRIE afin de réhabiliter les vertus de la nuance historique et préserver cet héritage si précieux. Quand certains voudraient bannir de nos manuels nombre de figures de notre histoire, nous les avons tirées des limbes dans lesquels elles avaient été plongées. Injustement oubliés, volontairement ostracisés, déformés au miroir des préoccupations de notre temps, Vercingétorix, Clovis, Charles Martel, Jeanne d'Arc et tant d'autres ne méritent pas les procès d'aujourd'hui. L'histoire peut s'avérer un formidable instrument de manipulation, un puissant moyen d'asservissement. Mais l'histoire, la grande comme la petite, à la manière d'un roman vrai, peut contribuer par ses récits et ses souvenirs ressuscités à préserver l'unité nationale. Aussi devons-nous, avec un soin infini et une vigilance recouvrée, défendre ce monument en péril que certains voudraient déboulonner. ●

Photos de couverture : akg-images / Erich Lessing ; Bridgeman Images ; akg-images / Visioarts ; Baltel/Sipa

Tous les 3 mois, vous êtes assurés de recevoir les hors-séries de *Valeurs actuelles*

JE M'ABONNE



✉ BULLETIN D'ABONNEMENT

Remplissez et renvoyez ce bulletin avec votre règlement sous enveloppe non affranchie à
VALEURS ACTUELLES - LIBRE RÉPONSE 88754 - 59789 LILLE CEDEX 9

PGAVHP26

☑ **OUI !** Je m'abonne aux hors-séries de *Valeurs actuelles*

☐ **1 AN** - 4 N° pour **29,90 €** au lieu de 43,60 €*

☐ **2 ANS** - 8 N° pour **55,90 €** au lieu de 87,20 €*
(économie de **31,30 €**) **Meilleure offre !**

❑ Mme ❑ M. NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville : .....

Je choisis de payer : ❑ par chèque à l'ordre de Valmonde et Cie ❑ par carte bancaire

N° ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋

Expire à fin ⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌋ Notez les 3 derniers chiffres au dos de votre carte ⌊_⌊_⌊_⌋

Signature obligatoire :

E-mail : .....@.....Téléphone : .....

❑ Je souhaite également recevoir les informations des partenaires de Valmonde société éditrice de *Valeurs actuelles*.
Si vous ne souhaitez pas recevoir d'informations, bons plans et autres offres de Valmonde cochez la case ci-contre ❑.

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31/05/2021. Service abonnement, téléphone 09 69 39 66 46 (appel non surtaxé) – adresse électronique : contact@valeursactuelles.com
Les informations collectées via ce formulaire servent à la gestion de votre abonnement sous la responsabilité de VALMONDE et Cie, SAS au capital 1 410 497 € (Siège social : 24 rue Georges Bizet – 75116 Paris – Siren 775 658 412), société éditrice du magazine *Valeurs actuelles*. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de portabilité de vos données. Vous pouvez vous opposer à leurs traitements par VALMONDE et Cie (ou en demander la limitation). Pour exercer vos droits, il vous suffit de nous contacter à l'adresse postale mentionnée ci-dessus ou à l'adresse électronique dpo@valmonde.fr en justifiant de votre identité. Vos données pourront être cédés à des partenaires commerciaux pour une finalité de prospection commerciale sauf si vous cochez la case ci-contre ☐.

Franck Ferrand : “Le remords, la repentance, l’autoflagellation sont devenus nos nouveaux sports nationaux”

Alors que des politiques montent au front pour demander à Emmanuel Macron de ne pas célébrer le bicentenaire de la mort de Napoléon, alors qu’un vaste mouvement venu des États-Unis s’emploie à déboulonner les statues de ceux qui ont fait notre histoire, Franck Ferrand nous invite à distinguer l’histoire de la mémoire et met en garde contre les ravages de la “cancel culture”. Entretien.

Propos recueillis par Raphaël Stainville

À la suite d’André Castelot et d’Alain Decaux, dont il se réclame volontiers, Franck Ferrand, par ses écrits et ses émissions, est devenu la voix et le visage d’une histoire narrative à la fois vivante et incarnée. Après le succès de *L’Année Jeanne*, paru l’année dernière chez Plon, qui voyait Franck Ferrand s’essayer avec bonheur au conte politique, l’historien préféré des Français revient aux chroniques. Dans *Portraits et destins*, son nouvel ouvrage, ce conteur hors pair se plaît à ressusciter, avec le talent et la liberté d’esprit qu’on lui connaît, une vingtaine d’événements et de personnages que l’on croyait connaître et qui, sous sa plume, prennent un éclat nouveau. Avec lui, toujours, la petite histoire éclaire la grande. Mieux, convaincu que *« l’ignorance de l’histoire est le terreau sur lequel progresse la* cancel culture *»*, Franck Ferrand poursuit inlassablement son travail d’historien et de journaliste, comme pour nous donner des armes dans un monde de plus en plus enclin à vouloir réécrire l’histoire selon les canons et la morale de notre temps. **R. S.**

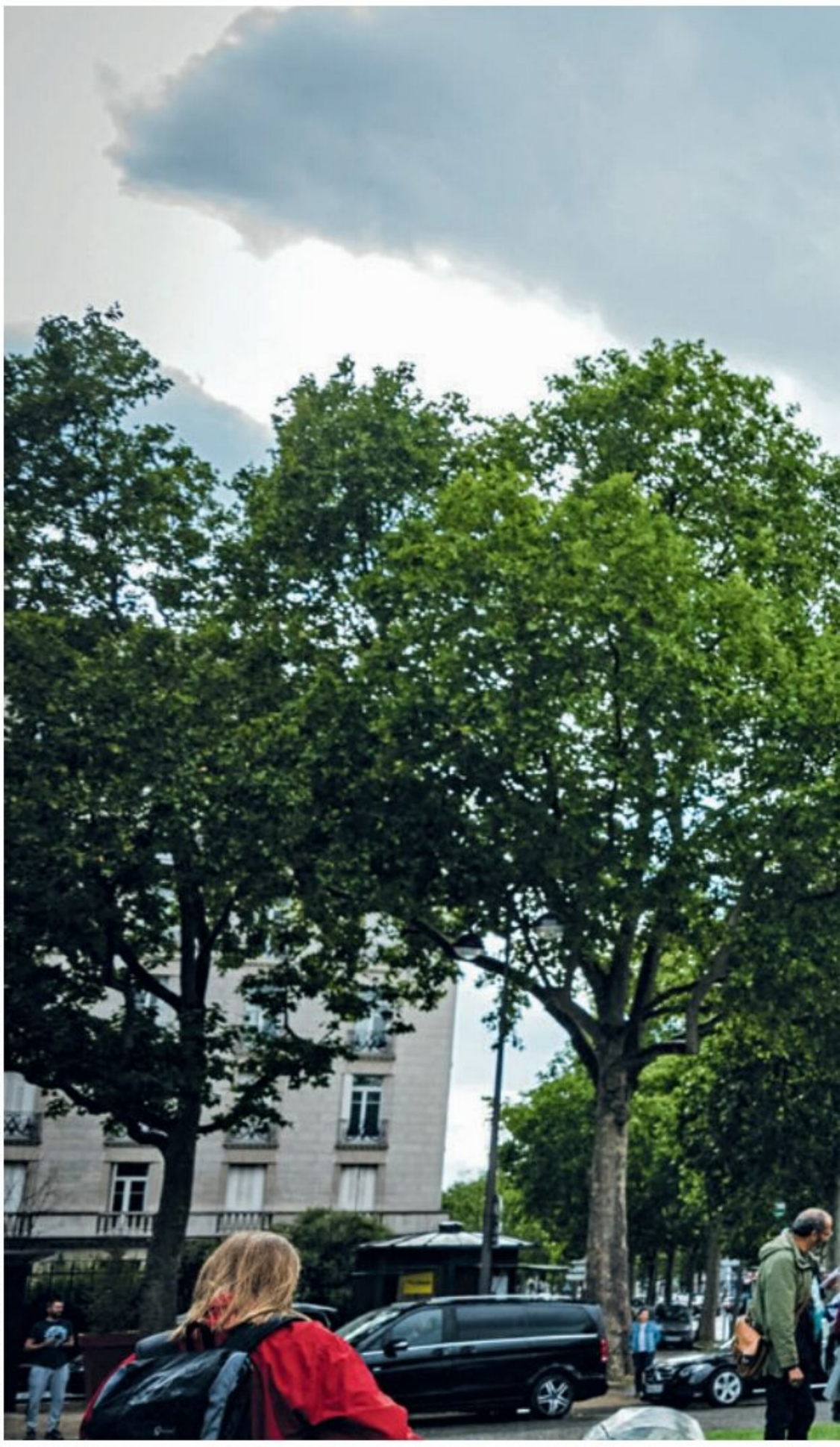
BALTEL/SIPA

On assiste depuis quelques mois à un vaste mouvement d'épuration de l'histoire: Christophe Colomb, Colbert, Louis XIV, Voltaire, Faidherbe, Gallieni, de Gaulle… les statues d'hommes d'État, de généraux, de philosophes vacillent aujourd'hui sur leur piédestal. Comment réagissez-vous face aux "déboulonneurs" de l'histoire?

On ne distinguera jamais assez l'histoire de la mémoire. La première est une discipline qui consiste à étudier les événements du passé au regard des sources disponibles, à les mettre en perspective, à les interroger. Dans un tel cadre, il faut commencer par replacer dans leur contexte les faits et les comportements d'hier ou d'avant-hier sans tenter de les apprécier à la lumière de nos valeurs d'aujourd'hui. Les univers mentaux d'un Colbert, d'un Voltaire ou d'un Gallieni — et donc leurs préjugés éventuels — sont largement ceux de leurs époques respectives; prétendre en tenir rigueur à leurs auteurs serait proprement absurde!

La mémoire, quant à elle, est parfaitement distincte de l'histoire; en vérité, elle est une branche méconnue de la politique et a pour objet d'entretenir le souvenir de personnages ou d'événements révolus, dans une finalité précise: souvent pour faire vibrer les cordes de la fierté et de l'émulation au sein d'un groupe humain; parfois — de plus en plus souvent — pour susciter chez les héritiers directs ou indirects de ceux que l'on fustige une culpabilité dont on espère tirer des bénéfices. La *cancel culture* à laquelle vous faites référence — importée d'Amérique comme son nom l'indique assez — relève exactement de ce genre de manœuvres. Accorder le moindre crédit à ces briseurs d'idoles reviendrait dès lors à tomber dans le panneau à pieds joints.

Il est possible de se montrer critique à l'égard de Colbert. Dans votre dernier ouvrage, vous dressez d'ailleurs un portrait pour le moins balancé de l'homme fort du règne de Louis XIV, mais vous vous gardez de réécrire l'histoire pour satisfaire aux canons de l'historiquement correct. Ne craignez-vous pas que l'on vous reproche de ne pas aborder la question du Code noir?



PHOTOS : SAMUEL BOIVIN/NURPHOTO/AFP ; SALOM-GOMIS/SIPA

"Le Code noir* (a été mis) *en place par Jean-Baptiste Colbert; (…) dans la réalité de l'époque, il a marqué plutôt une sorte d'amélioration dans la condition des victimes de la traite négrière."
Franck Ferrand.

Le 18 juin 2020, la statue du maréchal Gallieni est vandalisée par une douzaine de militants antiracistes. En bas, le Code noir dans sa version de 1762. Constamment remanié et amélioré, il visait à contraindre les colons à respecter un socle de devoirs vis-à-vis de leurs esclaves. Le roi s'interposait entre l'esclave et le maître.

J'essaie de ne jamais écrire un article, ou un chapitre, pour faire plaisir aux uns ou déplaisir aux autres. Le Code noir fait partie des innombrables réglementations formelles mises en place par Jean-Baptiste Colbert ; si l'on voulait entrer dans la polémique, on pourrait sans doute avancer que, dans la réalité de l'époque, il a marqué plutôt une sorte d'amélioration dans la condition — abjecte à nos yeux — des victimes de la traite négrière. En l'occurrence, ce n'était pas du tout mon propos. Ce que j'ai préféré faire, dans le cadre du 350e anniversaire de sa prise de pouvoir, c'est tenter de comprendre pleinement ce grand homme, et de montrer en quoi il avait donné son envergure à la première moitié du règne de Louis XIV, tout en armant, sans le savoir, les pièges dans lesquels tomberait la seconde moitié — celle qui s'ouvre au moment précis de sa mort.

Pas plus que vous n'êtes partisan d'une histoire épurée, vous ne défendez l'image d'une histoire figée, mythifiée. *« L'histoire,* écrivez-vous en préface de *Portraits et destins, n'est en rien gravée dans le marbre et il nous appartient, à la lueur d'une enquête sans cesse recommencée, de la faire évoluer vers plus de justesse. »*
Quels sont les biais que l'historien doit éviter pour mener à bien son travail?

Je ne suis pas certain qu'il y ait une seule et unique façon d'écrire l'histoire. Ainsi, le thésard, épris de découvertes, le mandarin, soucieux d'épater ses collègues, ou l'homme de médias dans mon genre, plutôt attentif à distraire son auditoire, envisageront leurs récits sous des angles différents.

Cela ne doit empêcher personne, je vous le concède, de se garder de certains travers… Pour avoir jadis, à l'École des hautes études en sciences sociales, étudié la méthodologie historique, je sais par exemple qu'il est bon, dans tous les cas, d'éviter la téléologie. Cela signifie qu'on ne doit pas expliquer un fait donné comme s'il avait été conditionné par ses ➤

AKG-IMAGES / ERICH LESSING

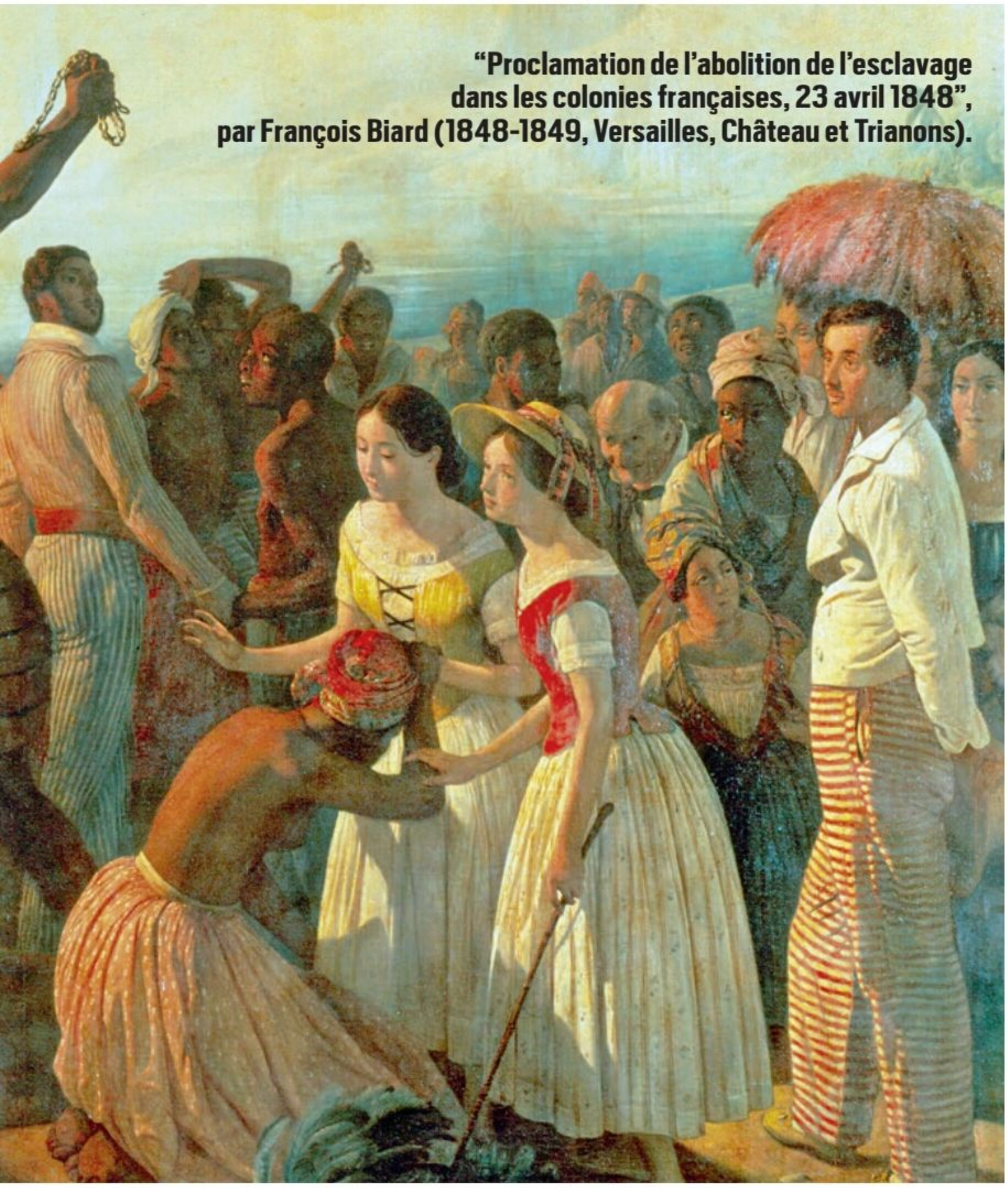
propres conséquences, forcément survenues plus tard. Si j'étais facétieux, je dirais qu'en histoire comme en tout, il faut un peu de logique et beaucoup de bon sens…

Vous évoquez dans ce livre le retour grandiose de la dépouille de Napoléon, en décembre 1840, près de vingt ans après la mort en exil de l'Empereur, dans son cottage de Longwood, à Sainte-Hélène; et rappelez à cette occasion sa dernière volonté: reposer *« sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français qu'*(il avait) *tant aimé »*. Une opération politique de Louis-Philippe, qui voulait s'approprier un peu de la gloire impériale?

Vous voyez que l'utilisation orientée de la mémoire n'est pas l'apanage de notre époque! *(Rires.)* Mais au-delà d'une appropriation de gloire, il me semble que Louis-Philippe et ses conseillers — Thiers et Guizot notamment — visaient dans cette affaire un objectif autrement concret: se concilier les bonnes grâces d'une portion croissante de leurs contemporains, vibrant alors au souvenir de l'épopée napoléonienne. Songez à Balzac, à Dumas, à Hugo! Évidemment, cette jolie manœuvre devait s'harmoniser avec le projet conciliateur de la monarchie de Juillet…

Napoléon compte toujours parmi les personnages historiques préférés des Français. Comment l'expliquez-vous?

Qu'on aime ou non Napoléon — et je ne suis pas sûr d'éprouver pour lui une infinie tendresse —, il est, sans conteste aucun, le plus grand personnage de l'histoire de France. Il n'y a du reste pour l'oublier que certains de nos compatriotes… Allez donc vous promener en Angleterre, en Russie, ou encore en Chine: vous verrez que cet homme extraordinaire, ce chef absolument hors du commun, continue, à deux siècles d'écart, de fasciner les foules.



“Proclamation de l’abolition de l’esclavage dans les colonies françaises, 23 avril 1848”, par François Biard (1848-1849, Versailles, Château et Trianons).

Pourquoi? Énumérer les raisons d’une gloire aussi universelle nous prendrait des pages et des pages. Pêle-mêle, rappelons son ascension sociale incroyable, son intelligence presque sans pareille, son rôle sans exemple d’administrateur et de refondateur, son don incomparable pour la stratégie et la conquête — avec la démesure que cela peut impliquer —, sans oublier l’humanité qu’il a su conserver jusque dans les moments les plus graves, ni la violence d’une chute aux allures de légende antique. Vous connaissez la phrase fameuse qu’il aurait lancée à Las Cases: *« Quel roman que ma vie! »* Je ne saurais mieux dire.

Que certains — d’Alexis Corbière, qui considère que *« la République n’a pas à célébrer son fossoyeur »*, à Jean-Louis Debré, qui estime que célébrer Napoléon *« serait une provocation »* — veuillent passer sous silence le très prochain bicentenaire de sa mort vous attriste-t-il?

➤

“Qu’on aime ou non Napoléon — et je ne suis pas sûr d’éprouver pour lui une infinie tendresse —, il est, sans conteste aucun, le plus grand personnage de l’histoire de France. Il n’y a du reste pour l’oublier que certains de nos compatriotes…”

Franck Ferrand.

PHOTOS: DOI MALTA/REUTERS ; LAURENT GRANDGUILLOT/REA

Emmanuel Macron face au buste de Napoléon Ier à La Valette (Malte), le 14 juin 2019. À droite, la galerie des Batailles du château de Versailles. Aux sources du roman national.

Dois-je redire que Napoléon Ier fut un très grand bonhomme? Il faut croire que cela gêne les uns et passe au-dessus des autres… *(Voir notre article page 50.)*

Jacques Chirac, en son temps, avait boudé le bicentenaire d'Austerlitz, zénith de l'épopée napoléonienne, mais avait accepté d'envoyer le *Charles-de-Gaulle* participer aux commémorations navales de la bataille de Trafalgar. François Hollande avait brillé par son absence au moment de la commémoration de Waterloo. Que trahissent ces silences de nos présidents?

De la grandeur, du courage, de la dignité — pour parler par antiphrase… Il fut un temps où les Français agaçaient tout le monde par une forme d'arrogance assez irritante, doublée d'esprit cocardier; vous connaissez l'image, cent fois ressassée, du coq habitué à chanter les pattes dans le fumier… Une fois de plus, il semble que nous soyons tombés d'un excès dans un autre, et que le remords, la repentance, l'autoflagellation soient devenus, depuis un quart de siècle, les nouveaux sports nationaux.

Naturellement, il est de la responsabilité d'un chef d'État de veiller à la concorde, en évitant si possible ce qui pourrait être vécu comme gratuitement provocant par telle ou telle partie de la population. Mais c'est aussi, c'est d'abord, c'est surtout son devoir de se montrer à la hauteur des grands rendez-vous de la mémoire nationale. Je veux croire, en disant cela, que le président Macron ne manquera pas les rendez-vous napoléoniens de 2021.

"C'est aussi, c'est d'abord, c'est surtout son devoir de se montrer à la hauteur des grands rendez-vous de la mémoire nationale. Je veux croire, en disant cela, que le président Macron ne manquera pas les rendez-vous napoléoniens de 2021."

Franck Ferrand.

Vous parlez d'Emmanuel Macron; il vient de reconnaître officiellement la responsabilité de la France dans le meurtre d'Ali Boumendjel. L'État se doit-il d'être le certificateur d'une histoire encore largement en débat?

Cela faisait partie, je crois, des préconisations de Benjamin Stora dans son rapport sur la guerre d'Algérie. C'est un cas d'importance, et qui nous ramène à la nécessaire distinction entre histoire et mémoire. D'un point de vue historique, seule compte la poursuite de la vérité, et c'est aux chercheurs qu'il appartient de l'établir. En revanche, les hommes politiques ont bel et bien compétence dès lors qu'il est question de la mémoire — en l'occurrence, de la reconnaissance officielle d'éventuels crimes de guerre.

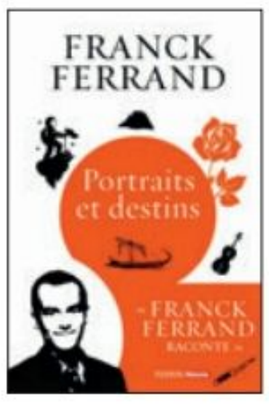
Rompant avec le silence de ses devanciers, le président a fait le choix, quant à ce douloureux dossier, d'admettre publiquement une faute de la France. Je pense qu'il l'a fait dans un esprit de conciliation, avec l'espoir de calmer certains ennemis recuits de notre pays… Reste à savoir si c'est l'attitude pertinente, et si la bonne volonté qui s'exprime ici ne conduira pas à fournir à ceux qui nous haïssent de nouvelles raisons de le faire…

Vous défendez justement l'idée que l'enseignement de l'histoire est facteur d'unité nationale. La manière dont elle est enseignée aujourd'hui vous fait-elle craindre le pire?

Tout le monde parle — pas forcément à tort — du fameux "vivre-ensemble". Vivre ensemble, c'est aussi rêver ensemble, rire et pleurer ensemble, partager un socle de références sur lequel développer nos possibles différences… L'histoire de France est un réservoir inépuisable de souvenirs collectifs, bons ou mauvais, qui expliquent ce que nous sommes et pourquoi nous le sommes. En la connaissant bien, en la transmettant avec honnêteté, il me semble qu'on doit pouvoir contribuer à l'unité nationale dont vous parlez.

Que traduit selon vous le succès de vos livres, de vos spectacles et de vos émissions?

Le bon goût du public, peut-être? *(Rires.)* Les Français — comme les Anglais — ont suffisamment de bons souvenirs de leur passé proche ou lointain pour aimer l'histoire en général, et la leur en particulier. Je crois aussi que leur tempérament les porte à aimer les belles histoires… Étant passeur de grande histoire et conteur de petites histoires, il n'est donc pas étonnant que je parvienne à intéresser nombre d'entre eux… Pour le reste, que vous dire? Peut-être les gens ressentent-ils la passion et la sincérité qui m'animent. Je m'efforce en tout cas de le croire, cela m'aide à progresser. ●



Portraits et destins, Franck Ferrand raconte,
Perrin & Historia,
250 pages, 17 euros.

L'Année de Jeanne,
de Franck Ferrand,
Plon,
288 pages, 18 euros.

Ostracisés !

**Vercingétorix, Clovis, Charles Martel, Saint Louis, Napoléon…
ont fait les belles heures de l'instruction publique
au XIX^e^ siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.
Le demi-siècle écoulé les a vus s'évaporer
dans la brume du pédagogisme.
Sans doute parce qu'ils sont l'âme et les racines de la France.**

JÜRGEN SCHMID/AKG-IMAGES

**"Napoléon à l'île d'Elbe",
par Horace Vernet (1816).**

Vercingétorix le Gaulois

Popularisé sous Napoléon III, entré dans la légende après la défaite de 1870 comme symbole de la résistance nationale, Vercingétorix est retombé dans l'oubli. Que sait-on au juste du chef arverne, précurseur malheureux de la réalisation d'une unité nationale reportée aux siècles suivants ?

Par Philippe Conrad

Si l'on excepte ce que nous rapporte César dans le livre VII de son *De bello gallico*, la matière documentaire relative à Vercingétorix paraît très mince : quelques lignes chez certains auteurs latins postérieurs au conquérant des Gaules et des passages un peu plus étoffés chez Plutarque, Florus et Dion Cassius. Si l'on ajoute que le chef gaulois n'apparaît au premier plan que durant moins d'une année, de l'hiver 53-52 avant Jésus-Christ à la fin du mois de septembre suivant, on comprend mieux la difficulté que rencontrent les historiens d'époques aussi lointaines pour nous brosser le portrait du défenseur d'Alésia.

Né à Gergovie, au cœur du pays arverne, dans les années 80 avant Jésus-Christ, Vercingétorix appartient à l'illustre lignée des rois Luern et Bituit et son père, Celtill, a vainement tenté d'imposer de nouveau la royauté au peuple, rallié à une oligarchie nobiliaire génératrice de divisions et d'instabilité. Le futur chef de la révolte de – 52 n'apparaît pas dans les premières années de la guerre des Gaules, à un moment où il commande peut-être un corps d'auxiliaires arvernes engagés aux côtés des Romains.

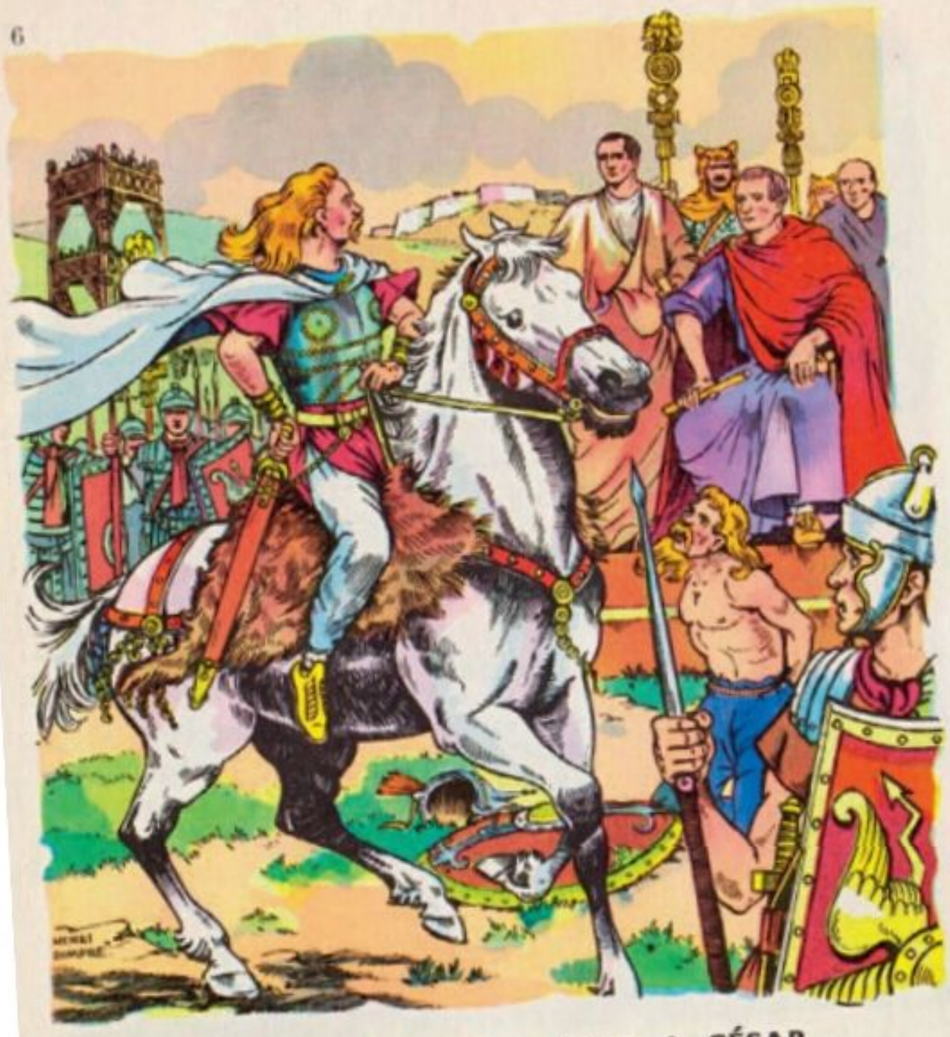
Combinant diplomatie et actions de force, César a, en effet, entrepris depuis – 58 la conquête du pays. Appelé par les Séquanes, il interdit aux Helvètes la traversée de leur territoire, puis se pose en protecteur de la Gaule contre le chef germain Arioviste. Un soutien loin d'être désintéressé : les légions sont maintenant installées en territoire gaulois. En même temps qu'il écrase les résistances, César s'assure l'alliance de certains peuples, les Lingons, les Allobroges, les Helviens, les Rèmes, mais surtout les Héduens — promus au rang de "frères" du peuple romain — et, dans une certaine mesure, les Arvernes, chez qui le roi Gobannitio, oncle paternel de Vercingétorix, préfère entretenir de bonnes relations avec le proconsul qui, une année après l'autre, étend méthodiquement

5

C'est le nombre d'années que Vercingétorix passera en prison, à Rome, avant d'être exécuté en - 46 à l'issue du triomphe de son vainqueur, Jules César.

LAROUSSE / V DE LA FUENTE

Vercingétorix par Victor de la Fuente (couverture du premier fascicule de “L’Histoire de France en bandes dessinées” publiée par Larousse dans les années 1970).



VERCINGÉTORIX SE REND A CÉSAR

Observons la gravure :

1. Voici Vercingétorix sur son beau cheval de bataille. Comment est-il vêtu ? Pourquoi jette-t-il à terre ses armes ? A quoi voyons-nous qu'il est un guerrier vaillant et fier ?
2. En face, voici Jules César. Comment est-il vêtu ? (le large manteau ou toge des Romains). Remarquez son visage sévère et dur.
3. Montrez les soldats romains ; les aigles romaines (drapeaux).

2. — Le Chef gaulois Vercingétorix.

RÉCIT

Le général romain Jules César s'était emparé de presque toute la Gaule. Vercingétorix voulut délivrer sa patrie.

C'était un jeune chef gaulois, beau cavalier et hardi dans la bataille : « Aux armes ! Que tous les guerriers gaulois s'unissent et combattent pour chasser l'ennemi ! »

Il rassemble une grande armée qui réussit à faire reculer les troupes romaines.

Mais bientôt César force Vercingétorix à se réfugier avec ses soldats dans le camp d'Alésia.

Les Romains entourent les Gaulois, les empêchent de sortir : ils les assiègent. Les Gaulois n'ont rien à manger et ils vont mourir de faim.

Pour sauver ses compagnons, Vercingétorix sort de la place, monté sur son plus beau cheval, et il vient au galop jusque devant César.

Il saute à terre, arrache ses armes et les jette aux pieds du vainqueur. César le garda six ans en prison, puis il le fit mourir.

RÉSUMÉ

Vercingétorix lutta pour chasser les Romains. Mais il lui fallut se rendre à Jules César (52 avant Jésus-Christ). Il est mort pour sa patrie.

Questions

1. *Que voulait faire Vercingétorix ?*
2. *Mais où fut-il assiégé, et par qui ?*
3. *Pourquoi lui fallut-il se rendre ?*
4. *Armes et enseignes gauloises : dessinez l'épée, le casque...*

DR

Vercingétorix dans "Notre premier livre d'histoire - Cours élémentaire", de Bernard et Redon, édité par Fernand Nathan, 1951.

son autorité, des terres pacifiées de la *Provincia romana* aux régions longtemps rebelles de la Gaule belgique.

Mais les exigences du conquérant deviennent de plus en plus insupportables. À partir de – 54, un vent de révolte commence à souffler chez de nombreux peuples, et certains chefs ou notables demeurés jusque-là favorables aux Romains, changent alors d'attitude, à un moment où le clergé druidique prend conscience du danger que représente la domination étrangère.

Installé dans la plaine du Pô au cours de l'hiver – 53-52, César pense que la Gaule "chevelue" est pacifiée et se préoccupe surtout des événements de Rome quand il est informé du déclenchement de l'insurrection, préparée secrètement lors du rassemblement des druides dans la forêt des Carnutes. Elle commence au cœur de l'hiver, avec le massacre des commerçants italiens de Cenabum (Orléans). Encouragée par le clergé druidique, la révolte s'étend rapidement et Vercingétorix apparaît comme son chef. Il est, selon Florus, *« terrifiant par son aspect physique »*, et Dion Cassius nous dit qu'il est *« impressionnant par sa taille et par ses armes »*...

Ces quelques mentions ne font pas un portrait psychologique satisfaisant du personnage. Toutefois, les éléments d'information fournis par César et Plutarque permettent d'imaginer un homme jeune, énergique,

LE CHEF GAULOIS VU PAR SON BIOGRAPHE

« Les historiens de tous les pays et de toutes les tendances, ceux qui n'ont eu que dédain pour la faiblesse des Gaulois, ceux à qui le mirage des idées fait oublier la vie des hommes, et qui se refusent à chercher des héros, Allemands acharnés à flageller la France sous le nom de Gaule, Français qui redoutent de céder à leur patriotisme, tous se sont inclinés de respect devant le sacrifice de Vercingétorix. Et s'il a échoué dans sa tâche, ce fut surtout la faute d'autres hommes.* (...) *Entre lui et César, je n'hésite pas, il était le véritable héros, l'homme digne de commander à des hommes, et de plaire aux dieux. Mais les dieux de ce temps, comme dira le poète, n'aimaient pas les nations vaincues. »
Vercingétorix, *par Camille Jullian (1901).*

volontaire, doué pour le commandement, habile chef de guerre, excellent orateur. Ce jeune aristocrate rêve-t-il, comme son père avant lui, de rétablir la royauté à son profit, songe-t-il à un empire arverne comparable à celui qu'avaient voulu bâtir ses ancêtres Luern et Bituit au siècle précédent, ou veut-il avant tout défendre la liberté gauloise contre les empiétements incessants de la puissance romaine? Difficile de le savoir. Mais le rebelle rassemble derrière lui une jeunesse nombreuse, principalement dans les régions qui n'avaient pas encore eu à souffrir trop durement de la conquête césarienne.

Contre des notables qui craignent qu'un conflit avec Rome n'aboutisse à une remise en question de leur situation sociale dominante, il mobilise le peuple et se fait proclamer roi des Arvernes. Mais le grand soulèvement de – 52 est donc loin de concerner l'ensemble de la Gaule. À peine un quart des peuples gaulois se sont coalisés. César peut, lui, compter sur la fidélité des peuples gaulois de la Province romaine, et sur l'alliance des Allobroges du Dauphiné et des Volques arécomiques du Languedoc. Face aux dix légions dont dispose en Gaule le proconsul romain, les forces des rebelles sont cependant considérables.

Vercingétorix impose sa tactique de la terre brûlée

La campagne de – 52 va pourtant donner à César une victoire éclatante. Contre toute attente, le général romain a franchi immédiatement les Cévennes afin de rejoindre ses légions demeurées en Gaule pour l'hiver. Les premiers combats tournent au désavantage des insurgés et Vercingétorix impose sa tactique de la terre brûlée, qui vise à affamer l'ennemi. L'exception que tolère le chef arverne dans le cas d'Avaricum (Bourges), qui paraissait imprenable, permet au général romain de reconstituer ses approvisionnements. Le massacre général perpétré par ce dernier à Cenabum, puis à Avaricum, donne au conflit un caractère inexpiable, d'autant que le clergé druidique, perçu comme l'âme de la révolte, est spécialement visé par la répression romaine.

Ce qui n'était peut-être pour Vercingétorix qu'une tentative de restauration à son profit d'un empire arverne devient une lutte à mort contre l'envahisseur et, au fil des mois, la mobilisation gauloise prend une ampleur considérable. Selon Plutarque, *« de grandes richesses sont réunies en un trésor commun »* pour soutenir l'effort de guerre et il est probable que, là aussi, l'intervention des druides a dû se révéler décisive.

La prise d'Avaricum par les Romains renforça paradoxalement l'autorité de Vercingétorix en confirmant amplement le bien-fondé de la tactique de terre brûlée que les Bituriges avaient refusé d'appliquer à leur ville. Au même moment, César partageait ses forces: quatre légions, sous les ordres de Labiénus, devaient marcher contre les Parisii et les Sénons, alors que six autres, conduites par César lui-même, remontaient la vallée de l'Allier en direction de Gergovie, pour en finir avec la dissidence arverne. ➤

Le grand soulèvement de - 52 est loin de concerner l'ensemble de la Gaule. À peine un quart des peuples gaulois se sont coalisés.

VERCINGÉTORIX, L'ANCÊTRE RENIÉ

"Mythe nécessaire" pour les uns, "fantasme des origines" pour les autres, qui était vraiment Vercingétorix? Un chef arverne qui, réussissant à unir temporairement les principales tribus gauloises, défit les légions romaines à Gergovie avant d'être battu lors du siège d'Alésia, en 52 av. J.-C. Oublié pendant des siècles, il dut une bonne partie de sa notoriété au fait que, bien que celte lui aussi, il incarnait la figure du Gaulois, opposée à celle du Germain — donc de l'Allemand — dans la France d'après la défaite de 1870. Non chrétien, il flattait en outre l'anticléricalisme des hussards noirs de la IIIe République. Autre époque, autre enjeu. Si Vercingétorix est aujourd'hui marginalisé, c'est d'abord parce qu'il est un héros, un chef courageux, un combattant qui fait le choix de l'action guerrière pour préserver sa culture: valeurs au mieux surannées, au pire douteuses. Ensuite, parce que le récit de sa vie fut enseigné à tous les enfants de l'Empire colonial français sous un énoncé, "Nos ancêtres les Gaulois", érigé bientôt en symbole honni d'une époque jugée impérialiste et destructrice de culture. Puisque *« nos ancêtres n'étaient pas tous des Gaulois »*, comme l'avait annoncé une affiche pour le musée de l'Histoire de l'immigration, puisqu'il faut valoriser la diversité des origines des Français d'aujourd'hui, Vercingétorix l'Arverne, *« cette aube brumeuse du destin national »*, fut d'abord présenté comme plus "complexe" que ne le laissait entendre une légende nécessairement arrangée, puis fut prié de se faire discret… M. F.

Le piège d'Alésia

Le siège de l'oppidum du plateau de Merdogne se conclut sur un échec, et deux des légions césariennes sont même très sérieusement éprouvées par les contre-attaques gauloises. La défaite romaine décide les Héduens à se joindre à la révolte et, lors de l'assemblée tenue à Bibracte, leur capitale (l'actuel mont Beuvray), Vercingétorix se voit confirmer le commandement de l'armée gauloise.

Plutôt que de harceler les colonnes romaines et de faire le vide devant elles, le chef gaulois commet l'erreur d'accepter une nouvelle bataille, qu'il perd du fait de l'intervention des cavaliers germains alliés de César. Il décide alors de s'enfermer dans Alésia, l'oppidum des Mandubiens, une position extrêmement forte devant laquelle il pense pouvoir "fixer" les dix légions de César pendant que sera levée dans toute la Gaule une formidable "armée de secours" qui, le siège se prolongeant, aura le temps de venir prendre à revers les forces du proconsul. Enfermé dans Alésia avec 80000 hommes, convaincu de l'arrivée prochaine de plus de 200000 combattants conduits par l'Atrébate Commios, l'Arverne Vercassivellaun et l'Héduen Eporedorix, le chef arverne a sous-estimé les capacités des Romains en matière de guerre de siège.

Le sculpteur Chatrousse réunit Vercingétorix et Jeanne d'Arc, le héros national et la future sainte de la patrie.

"Le chef gaulois Vercingétorix quitte la ville d'Alésia, assiégée par les troupes romaines, et va reconnaître sa défaite en 52 av. J.-C.", extrait de "France, son histoire contée par Georges Montorgueil", illustrée de dessins de Job (1896). Page de droite, statère arverne au nom de Vercingétorix, représenté sous les traits d'Apollon (60 avant J.-C.).

BIANCHETTI/LEEMAGE

Transformés en terrassiers, les légionnaires vont établir en un temps très bref 15 kilomètres de retranchements, huit camps et vingt-trois fortins pour assiéger l'armée isolée dans Alésia et pour se protéger des renforts gaulois à venir. La famine chasse femmes, vieillards et enfants de la cité assiégée. Ils erreront entre les lignes dans l'attente d'une mort misérable.

Les trois tentatives de sortie des assiégés et les assauts lancés par l'armée de secours ne pourront venir à bout des défenses romaines et, dans les derniers jours de septembre, Vercingétorix vient déposer ses armes devant César. Prisonnier, il sera étranglé, six ans plus tard, dans la prison romaine du Tullianum, au lendemain du triomphe du général vainqueur. Magnifié par son adversaire victorieux, qui entendait mettre en valeur ses propres mérites, le jeune chef arverne disparaît de l'Histoire et, moins d'un siècle après sa reddition, les notables héduens, arvernes ou pictons seront devenus des citoyens romains à part entière. Subjuguée, la Gaule sera alors l'une des plus belles provinces de l'Empire.

Il faudra attendre la fin du XVI[e] siècle pour que le nom de Vercingétorix réapparaisse, sous la plume de l'érudit auvergnat Jean Villevault, et pour que Montaigne lui reproche de s'être enfermé dans Alésia. Il est présent, au début du siècle suivant, dans la liste de souverains tout à fait fantaisiste établie par Jacques de Cassan dans son *Traité des anciens rois des Gaulois et des François depuis le Déluge* (1621). Toutefois, attachée à l'héritage gréco-latin, l'époque classique ne se préoccupera plus guère, ensuite, de ce roi barbare.

Ce n'est qu'en 1828, avec la publication de *L'Histoire des Gaulois* d'Amédée Thierry, qu'intervient la résurrection de Vercingétorix. *L'Histoire de France* de Michelet (1833-1844) l'ignore encore très largement. C'est sous Napoléon III, grand admirateur de César et initiateur des fouilles réalisées à Alésia, Gergovie et Bibracte, qu'il accède à la célébrité.

Un héros fondateur de la nation française

Au lendemain de la défaite de 1870, le chef gaulois devient l'un des héros fondateurs de la nation française. On l'assimile parfois à Gambetta, et les "authentiques républicains" le préfèrent évidemment à Clovis, qui se voit reprocher par les anticléricaux d'avoir été à l'origine du baptême de la France…

Le sculpteur Chatrousse réunit pourtant dans un même groupe Vercingétorix et Jeanne d'Arc, le héros national que connaissent désormais tous les petits écoliers de France, et la future sainte de la patrie. Dès 1873, Paris se dote d'une rue Vercingétorix et, en 1903,

WIKIMEDIA COMMONS

l'installation à Clermont-Ferrand de la statue réalisée par Bartholdi fournit au président du Conseil, Émile Combes, l'occasion de faire du chef arverne l'un des précurseurs, contre Rome, de la politique anticléricale… Camille Jullian a publié, entre-temps, sa biographie du chef gaulois, qui remporte un immense succès, et la gloire du héros ne fait que grandir à l'époque où le quotidien *Le Gaulois* a l'un des plus forts tirages de la presse parisienne et où apparaissent les premières cigarettes Gauloises.

En 1938, Charles de Gaulle écrit, dans *La France et son armée*, qu'*« en jetant ses armes aux pieds de César, Vercingétorix entendait certes parer d'un sombre éclat le deuil de l'indépendance. Peut-être voulait-il aussi que cet hommage désespéré rendu à la discipline servît à sa race d'immortelle leçon »*. La défaite de 1940 conduit tout naturellement à invoquer les mânes du chef arverne et, en 1942, le maréchal Pétain se rend à Gergovie pour y déposer des poignées de terre apportées de toutes les provinces françaises, en hommage à celui "qui avait fait don de sa personne" à la Gaule. Quand est célébré, quelques années plus tard, le deuxième millénaire de la chute d'Alésia, Vercingétorix gagne tout naturellement le titre de "premier résistant de l'histoire de France". Ces diverses récupérations peuvent faire sourire. Il n'en demeure pas moins qu'au moment de la grande révolte de – 52, Vercingétorix a incarné un authentique patriotisme gaulois. ●

Ce baptême qui a fait la France

En recevant le baptême à Reims, Clovis a posé les fondations sur lesquelles la France a été édifiée.

Par Christian Brosio

Il s'avance, nouveau Constantin, pour se guérir de la maladie d'une vieille lèpre (...) et Remi lui dit: "Dépose humblement tes colliers, fier Sicambre, adore ce que tu as brûlé, brûle ce que tu as adoré."

Rapportée à la fin du VIe siècle — soit environ soixante-quinze ans après l'événement — par Grégoire de Tours, cette anecdote relative au baptême de Clovis est dans toutes les mémoires. En recevant l'eau du baptême, Clovis jetait les anciens symboles païens de son pouvoir et, explique Michel Rouche dans la biographie qu'il lui avait consacrée en 1996, «*franchis-*

PETIT PALAIS / ROGER-VIOLLET

sait le pas qui le faisait entrer dans la sphère chrétienne d'un pouvoir délégué par Dieu ».

Chronologiquement situé entre la Noël 496 et la Noël 499, ce baptême faisait du barbare — maître en Gaule septentrionale d'un royaume s'étendant jusqu'à la Loire — le premier roi catholique d'Occident et le seul souverain catholique avec l'empereur romain de Constantinople. *« Clovis a-t-il pleinement saisi toute la portée de son geste? »*, demandait Ferdinand Lot dans son étude maîtresse, *La Fin du monde antique et le début du Moyen Âge* (Albin Michel, 1968). *« Peu importe après tout: il suffit que les conséquences du geste aient été incalculables. »*

Rien, *a priori*, ne semblait destiner les Francs à jouer un tel rôle historique. Regroupement de petits peuples germaniques occupant l'espace de la mer du Nord au Rhin et à la Weser, ils émergent dans le cou- ➤

CLOVIS, LE PÉCHÉ ORIGINEL

***« Pour moi, l'histoire de France commence avec Clovis »*, disait Charles de Gaulle. Un commencement qui voit des guerriers francs hisser sur un pavois un guerrier de 15 ans, fils de leur chef défunt: Clovis. Nous sommes en 481. Quinze ans plus tard, après avoir considérablement étendu et renforcé son royaume par les victoires de Soissons et de Tolbiac, le petit-fils de Mérovée, convaincu par sa femme Clotilde, se convertit à la foi catholique et reçoit le baptême en la cathédrale de Reims des mains de l'évêque Remi. Par ce geste, écrit l'historien Dimitri Casali, *« le héros franc a jeté les bases spirituelles, dynastiques, politiques et culturelles de la monarchie française et de notre nation »*. De nos jours, le Mérovingien, par qui furent tissés ces premiers liens entre la monarchie franque héréditaire et le clergé gallo-romain, serait plutôt une victime collatérale du débat sur l'identité française et la place de la chrétienté en Europe. Faire silence sur Clovis, le premier à nous avoir placés *« dans le giron d'une catholicité romaine qui a formaté l'essentiel de nos valeurs et de nos mœurs »*, comme l'écrit Denis Tillinac, permet de passer sous silence les racines profondément chrétiennes de notre pays. Or, la vie de Clovis en témoigne: la France était chrétienne avant d'être la France, et c'est même seulement grâce à cela qu'elle a pu devenir la France. M. F.**

Les Francs sont présents à la bataille des champs Catalauniques, livrée près de Troyes en 451 par Aetius contre Attila.

"Clovis et Clotilde", par Antoine-Jean Gros (esquisse, musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris, Petit Palais).

WIKIMEDIA COMMONS

Sainte Clotilde. “Élégante et sage”. Sculpture d’Eugène Guillaume, peinte par Alexandre Denuelle (1854, paroisse Sainte-Clotilde, Paris).

rant du IIIe siècle, participant massivement aux grandes invasions de la Gaule. En langue francique leur nom signifierait “libres” ou “hardis”.

Répartis bientôt en deux groupes, les Francs Saliens (de la rivière Salzee, dans les actuels Pays-Bas) et les Francs Rhénans, ils ne tardent pas, à l’instar des autres peuples barbares, à s’établir sur le sol de l’empire.

Conduits par Clodion, Saliens et Rhénans sont présents aux côtés des Wisigoths et des Burgondes à la célèbre bataille des champs Catalauniques, livrée près de Troyes en 451 par Aetius contre les troupes germano-hunniques d’Attila. Au cours des années suivantes, les Francs continuent à asseoir leurs positions et à s’étendre.

Childéric, le père de Clovis, devient “roi” des Francs Saliens de Tournai vers 461 en se plaçant sous l’autorité d’Aegidius, ancien lieutenant d’Aetius devenu maître des milices de Gaule. C’est avec les auxiliaires francs de Childéric que ce dernier triomphe des Wisigoths, près d’Orléans, en 463, puis qu’il combat les Saxons, qui cherchaient à s’établir sur le cours inférieur de la Loire.

Childéric dispose ainsi de deux atouts. Le premier est Aegidius, qui, contre Rome, a fondé un État indépendant entre Somme et Loire. Avec Soissons pour capitale et Senlis, Beauvais et Paris comme villes principales, celui-ci se veut en Gaule le dernier sanctuaire d’une *romania* pure de toute influence wisigothique. Après la mort d’Aegidius, en 464, Childéric appuie son fils, Syagrius.

Le dernier sanctuaire de la romanité en Gaule

Mais cet atout se transforme en nouveau handicap lorsqu’est déposé, en 476, le dernier empereur d’Occident, Romulus Augustule, par le chef hérule Odoacre. Deux solutions se présentent alors à Syagrius: maintenir une indépendance de plus en plus difficile à défendre; renouer avec Rome en s’alliant à Odoacre. Childéric plaide pour cette seconde solution: adversaire des Ostrogoths, le nouveau maître de l’Italie pourrait être d’un utile soutien. Syagrius en choisit une troisième: le retournement d’alliance en faveur de Wisigoths, dont il ne fait aucun doute, à ses yeux, que plus rien ni personne ne pourra leur résister. Ne viennent-ils pas de s’emparer de Clermont-Ferrand et de l’Auvergne, d’Arles et de la Provence?

Cependant, bien que lâché par Syagrius, le roi des Francs Saliens n’est pas isolé. Il dispose d’un second atout, considérable celui-là: l’appui de l’épiscopat catholique gallo-romain. Car si Childéric est païen,

les Wisigoths et les Burgondes sont des hérétiques.

Professée au début du IVe siècle par le prêtre alexandrin Arius, la doctrine arienne substituait à la foi en trois personnes divines égales une trinité où seul le Père était expressément Dieu, le Fils et le Saint-Esprit n'ayant qu'une divinité de second ordre. Le Christ n'était plus vraiment Dieu mais la première de ses créatures. Monothéisme simple sauvegardant l'unité divine au prix de la divinité du Christ, dénaturant le caractère de l'Incarnation et privant la Rédemption de son efficacité divine, l'arianisme avait été condamné en 325 par le concile de Nicée, qui déclara le Fils consubstantiel avec le Père.

D'Orient, il s'était très vite répandu chez les peuples barbares cantonnés sur les limites balkaniques de l'empire. Présentant un caractère étroitement ethnique, il fera obstacle, à des degrés divers, à la fusion entre les envahisseurs et les populations romanisées catholiques.

Seul roi barbare non arien, Childéric s'attira naturellement la bienveillance de l'Église catholique gallo-romaine, dont les figures de proue étaient alors Remi, évêque de Reims, Avit, évêque de Vienne, Sidoine Apollinaire, évêque de Clermont, Vaast, ermite de la région de Toul, mais aussi Geneviève, fille d'une famille franque romanisée de haut rang, qui avait acquis une grande influence par ses intercessions et pour avoir galvanisé le peuple de Paris lors de l'invasion de la Gaule par les Huns en 451; enfin l'évêque de Tours Perpetuus, dont l'évêché, haut lieu du culte de saint Martin (grand adversaire des ariens au siècle précédent), était devenu un bastion de la foi trinitaire.

« *Ainsi,* écrit Michel Rouche, *se constituait à travers la Gaule un véritable réseau spirituel dépassant les frontières des royaumes* (...). *Dès lors pouvait commencer le seul combat digne d'intérêt: obtenir la conversion en profondeur de tous.* » Le soutien apporté par ce réseau spirituel à Childéric se reportera sur son fils.

Né vers 466, Clovis a une quinzaine d'années lorsqu'il devient à son tour roi des Francs de Tournai. L'évêque Remi lui fait aussitôt parvenir une missive. Adressée « *au seigneur illustre pour ses mérites, le roi Clovis* », elle constitue un programme politique et chrétien: « *Il faut d'abord faire en sorte que le jugement de Dieu ne t'abandonne point là où ton mérite parvient par ton activité de ton humilité à ce très haut sommet* (...). *Tu devras t'en rapporter à tes évêques et recourir toujours à leurs conseils. Car si tu t'entends bien avec eux, ta province ne pourra qu'en être consolidée. Rends courage aux citoyens, relève les affligés, favorise les veuves, nourris les orphelins. Que la justice sorte de ta bouche.* »

Le jeune prince ne tarde pas à montrer une audace et une habileté exceptionnelles. Tournant ses armes contre Syagrius, il s'empare de Soissons. Prenant la fuite, celui-ci se réfugie chez les Wisigoths. Clovis domine la Gaule du Nord, d'abord jusqu'à la Seine, puis jusqu'à la Loire. C'est en 487 que se situe l'épisode célèbre du vase de Soissons. Parmi les pièces du butin figurait un vase liturgique, probablement en argent, pris dans une église du diocèse de Reims. Lors du partage du butin, à Soissons, Clovis réclama ce vase sans s'en remettre au tirage au sort comme l'exigeait la coutume germanique. Non qu'il le voulût pour lui, mais pour le remettre à Remi en signe de respect pour l'Église, conformément au programme que l'évêque de Reims lui avait fixé dans sa première lettre. La majorité de l'armée approuva le chef vainqueur. Seul un soldat leva sa hache et frappa le vase. Clovis s'inclina et s'en remit au sort. Heureux, celui-ci lui permit de récupérer l'objet — cabossé — et de le rendre à Remi.

Le haut clergé de Gaule demande la restitution d'un vase sacré — qui n'est pas prise de guerre mais propriété de Dieu.

Quelques mois plus tard, lors de la revue d'inspection annuelle de l'armée, Clovis tint sa revanche. Remarquant que la lance, l'épée et la hache du "frappeur de vase" étaient mal tenues, il les lui arracha et les jeta à terre. Son propriétaire se penchant pour les ramasser, le chef franc lui brisa la tête avec sa propre hache en s'écriant: « *Ainsi as-tu fait avec le vase!* » Véridique ou légendaire, l'histoire dépasse l'anecdote: elle illustre déjà l'alliance qui se confirme entre le roi païen et le haut clergé de Gaule qui demande la restitution d'un vase sacré — qui n'est pas prise de guerre mais propriété de Dieu.

Vingt années de guerre pour venir à bout du royaume wisigoth

Le second objectif de Clovis, sa grande affaire, sera la lutte contre les Wisigoths. Elle occupera vingt années de son règne. Il commence par signer un traité de paix avec Gondebaud, le roi des Burgondes, qui lui laisse Auxerre et lui accorde la main de sa nièce, la catholique Clotilde, qu'il épouse vers 492. Puis il se tourne ➤

BRIDGEMAN IMAGES

Saint Remegius (saint Remi de Reims), dessin préparatoire de George Daniels pour un vitrail de la cathédrale de Chester (vers 1925).

contre les Thuringiens, alliés des Wisigoths. Allié des Burgondes, ayant éliminé les Thuringiens, s'étant concilié Théodoric, Clovis déclenche la guerre contre les Wisigoths. Mais, à peine commencée, la campagne est stoppée pour porter secours aux Francs Rhénans, attaqués par les Alamans qui leur disputaient la vallée du Rhin moyen et inférieur. C'est la victoire de Tolbiac, au sud-ouest de Cologne, en 496. La guerre contre les Wisigoths peut reprendre : expédition vers l'Aquitaine, prise de Bordeaux, l'une des capitales du roi Alaric II, en 498. Mais, impuissant devant certaines villes, coupé de ses arrières, le roi franc rebrousse à nouveau chemin. Nous sommes en 499.

496-499 : c'est entre ces deux dates qu'une nuit de Noël, à Reims, Clovis reçut le baptême avec ses sœurs Alboflède et Lantechilde, et 3000 de ses guerriers. Décision mûrement réfléchie et méditée, longuement préparée par de nombreux entretiens avec les évêques Remi et Avit, le prêtre Vaast et, bien sûr, sa femme Clotilde qui avait déjà fait baptiser leurs trois premiers fils.

Plusieurs témoignages soulignent l'influence décisive des fêtes de la Saint-Martin, à Tours, auxquelles Clovis aurait assisté, le 11 novembre 498, de retour de sa première campagne contre les Wisigoths. Le spectacle de la communauté des fidèles rassemblés à cette occasion, l'atmosphère de prière et d'exaltation qui s'en dégageait auraient achevé de le convaincre.

Remi ne fut pas seul à baptiser Clovis mais, si l'on en croit Avit de Vienne, il y eut *« une main multiple des évêques rassemblés »* pour répandre l'eau sur son corps. Cérémonie collégiale, conçue comme une rénovation, un renouvellement du monde, une seconde naissance de l'humanité face à une romanité — incarnée alors par Théodoric, qui avait obtenu de Constantinople les insignes impériaux — tombée dans l'hérésie arienne. D'où le choix de la nuit de Noël pour insister sur cette nouvelle naissance et bien se démarquer de l'arianisme.

« Le choix de la nuit de la Nativité comme celle du renouveau baptismal de Clovis, explique Renée Mussot-Goulard dans *Le Baptême qui a fait la France*, *comporte affirmation du dogme catholique de la double nature divine et humaine du Christ sur la terre depuis la Nativité* (...). *Dans un contexte où le monde goth était puissant* (ce baptême) *était bien la manifestation du choix incontestable et public de la foi catholique. »*

De la victoire de Vouillé à l'installation à Paris

Autre marque du sceau catholique : l'onction par le chrême. Grégoire de Tours raconte : *« Ainsi donc le roi, ayant confessé Dieu Tout-Puissant dans sa Trinité, fut baptisé au nom du Père, du Fils, de l'Esprit saint et oint du saint chrême, avec le signe de croix... »*

L'onction a toujours fait partie du baptême catholique, mais celle-ci a revêtu une importance particulière face à l'arianisme. Faisant peu de cas de l'Esprit, les ariens ignoraient en effet délibérément cette partie du baptême. Aussi Avit compare-t-il l'*« onction sacrée »* à un *« casque salutaire »*. Son importance apparut telle qu'elle donnera naissance, au IXe siècle, à la légende de la colombe apportant l'huile consacrée dans la sainte ampoule — inspirée du récit du baptême du Christ où l'Esprit se manifesta sous l'apparence d'une colombe.

Investi de sa nouvelle mission, Clovis reprend ses visées là où il les avait laissées. Tentant une incursion dans les affaires burgondes, il doit cependant reculer devant l'intervention de l'Ostrogoth Théodoric et du Wisigoth Alaric II. Ayant mesuré, à cette occasion, la puissance d'Alaric, il traite avec lui. Les deux rois se rencontrent à la frontière entre leurs royaumes, sur une île de la Loire.

Clovis commence sa campagne contre le Wisigoth au printemps 507 par une visite à Tours où il s'arrête pour prier saint Martin, dorénavant le saint protecteur des Francs et des Gallo-Romains. Après avoir quitté Tours, il écrase l'ennemi à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Poitiers, à Vouillé, où Alaric II est tué. Une campagne rapide le conduit ensuite jusqu'à Toulouse, tandis que son fils Thierry s'empare de l'Auvergne. Mais il échoue à conquérir la Provence et la Septimanie. Le prestige de Clovis est immense. À Tours, une ambassade impériale lui remet les codicilles de sa nomination au consulat d'honneur et le titre de patrice.

Ayant regagné les bords de la Seine, le roi des Francs se fixe à Paris, dont il fait sa capitale. Il consacre les dernières années de son règne à achever l'unification des Francs. Puis il fait compiler un ensemble législatif — passé à la postérité sous le nom de loi salique — tandis qu'il soumet ses sujets gallo-romains au Bréviaire d'Alaric, une compilation inspirée du Code théodosien, imposé peu avant sa mort par le roi wisigoth pour tenter de rallier à sa cause les populations gallo-romaines qui lui étaient hostiles.

Se coulant dans le moule constantinien, Clovis réunit un concile à Orléans, point de jonction idéal entre la Gaule du Nord et l'Aquitaine. C'est le dernier acte daté du règne. Réunissant 32 évêques, ce concile posera les bases des diocèses à créer ou à reconstruire dans les régions arrachées à l'hérésie arienne ou restées païennes.

Clovis meurt peu après, le 27 novembre 511. Il se fait inhumer — comme plus tard son épouse Clotilde — dans la basilique dédiée aux saints Pierre et Paul qu'il a fait édifier à Paris sur le tombeau de sainte Geneviève.

En trente ans, Clovis aura ainsi rassemblé en un seul royaume les populations franques et gallo-romaines, dont le catholicisme allait, au cours des siècles suivants, précipiter la fusion en un seul peuple.

CLOTILDE, L'ERMITE ET LES FLEURS DE LYS

WIKIMEDIA COMMONS

Alors que Clotilde traversait l'ancienne forêt de Cruye près du hameau de Chevaudeau (actuelle forêt de Marly, commune de L'Étang-la-Ville), un ermite se précipita sur son cheval, la suppliant d'influencer son mari, qu'il renonce aux crapauds, son emblème, pour les remplacer par la fleur de lys, fleur de la Vierge Marie. Depuis lors, les lys n'ont jamais abandonné le royaume de France. Y. L. B.

« Comment se fait-il donc que l'œuvre de Clovis n'ait pas été plus durable, que la France n'ait pas été fondée dès ce moment-là ? s'interrogeait Bainville. *Peut-être cette monarchie avait-elle réussi trop vite et lui manquait-il d'être l'effet de la patience et du temps. Mais elle avait en elle-même un grand vice que rien ne put corriger. L'usage des Francs était que le domaine royal fût partagé entre les fils du roi défunt.* (…) *Sur ce point la coutume franque ne céda pas. Les quatre fils de Clovis se partagèrent sa succession. Il faudra attendre les Capétiens pour que monarchie et unité deviennent synonymes. »* Toutefois, grâce à Clovis l'idée romaine de l'État fut sauvée et subsista dans les esprits. Sans lui, reconnaît Bainville, *« tout ce qui a été fait plus tard pour constituer la France n'eût pas été possible ou, du moins, eût rencontré plus de difficultés ».*

Rien n'eût été possible sans le baptême, "cet acte véritablement fondateur".

Surtout, rien n'eût été possible sans le baptême, *« cet acte véritablement fondateur »*, souligne Renée Mussot-Goulard, qui fait remarquer que ce n'est pas un hasard si l'onction reçue par Clovis a été, à partir du IXe siècle, assimilée au sacre. Institué au milieu du siècle précédent avec Pépin le Bref, celui-ci fut d'emblée considéré comme un *« renforcement du baptême royal »*, scellant l'acte d'union entre l'Église de Rome et la royauté franque. *« Clovis, qui était roi avant d'être baptisé*, écrit Renée Mussot-Goulard, *reçut le baptême comme un roi et le sacre ne lui était pas nécessaire. Les Carolingiens, et après eux les Capétiens, étaient déjà baptisés lorsqu'ils devinrent rois et le sacre vint exalter les vertus royales de leur baptême. Un baptême partagé avec tout un peuple. »* ●

Charles Martel, premier des résistants

Au terme d'une conquête d'un siècle, les cavaliers arabes sont arrêtés près de Poitiers par les guerriers francs de Charles, bientôt surnommé Martel pour la vigueur de son attaque.

Par Claire Dozoir

Poitiers vient de subir un de ces raids meurtriers dont les Sarrasins ont le secret: la cavalerie prend d'assaut la ville. Les soldats, une fois entrés dans la cité, pillent, brûlent, violent. Les hommes sont décapités, les enfants enchaînés. Le butin accumulé est si énorme que l'armée de l'émir a de plus en plus de mal à se déplacer. Car Abd al-Rahman n'en est pas à son premier fait d'armes: depuis une douzaine d'années, avec l'aide d'indicateurs grassement payés, il assiège les cités les plus prospères de l'ancienne Gaule, menaçant Vascons, Aquitains et Francs. En 732, pourtant, la chevauchée triomphale des cavaliers d'Allah va marquer un coup d'arrêt: un Franc est parvenu à former l'union des chrétiens contre ces razzias dévastatrices, Charles Martel, le fils de Pépin de Herstal.

C'est un siècle auparavant, en 632, qu'a commencé l'expansion de l'islam, avec la mort du prophète Mahomet. Des textes rassemblés après sa disparition vont constituer le Coran, dont le verset 29 de la sourate 9 incite à propager la nouvelle religion: *« Combattez ceux qui ne croient pas en Dieu ni au Jour dernier et ne s'interdisent pas ce que Dieu et Son Envoyé ont prohibé. Combattez également ceux qui, parmi les gens du Livre, ne professent pas la religion de la vérité, à moins qu'ils ne versent la capitation directement et en toute humilité. »* Deux des bases essentielles de l'islam sont déjà posées. D'une part, le *djihad*, ou guerre sainte: les musulmans venus d'Arabie doivent conquérir des territoires afin de convertir les populations à l'islam. À ceux qui refuseront, on réservera l'esclavage s'ils sont encore des enfants ou la mort s'il s'agit d'adultes. D'autre part, les musulmans se donnent pour

"La Bataille de Poitiers, 25 octobre 732", illustration de Job (vers 1910).

AKG-IMAGES

objectif de fonder un empire où seront soumises les populations conquises. Si elles sont chrétiennes ou juives, elles pourront continuer à pratiquer leur religion en échange d'une taxe lucrative, la *jizya*, qui fera d'eux des *dhimmis*, sujets de seconde zone. À la tête de cet ensemble, l'émir percevra le quint, soit 20 % du tribut issu des taxes, du produit du pillage et de la vente des esclaves au Proche et au Moyen-Orient.

Toujours prêts à enlever de force le bien d'autrui, à chercher les richesses les armes à la main

C'est un système si bien rodé que, dès l'origine, les Bédouins du désert se transforment en une puissante armée. Eux, qui n'ont pas bâti de système agricole et vivent principalement du nomadisme, sont d'excellents cavaliers. Ils vont donc se muer en guerriers attirés par l'argent. Ibn Khaldoun, célèbre historien du XIVe siècle, écrit: *« Par leurs dispositions naturelles, ils sont toujours prêts à enlever de force le bien d'autrui, à chercher les richesses les armes à la main et à piller sans mesure ni retenue. »* Autour de la Méditerranée, les vestiges de l'Empire romain sont encore prospères. En Égypte, en Syrie, en Tunisie, on trouve toujours des villes où œuvrent des communautés marchandes qui vendent la précieuse huile d'olive produite dans les plaines du nord de l'Afrique. Carthage et Alexandrie regorgent de richesses qui profitent généralement à l'Empire byzantin. Car les Grecs sont encore établis dans quelques comptoirs littoraux, reconnaissant la lointaine autorité du basileus à Constantinople. C'est vers ces territoires que commence la longue chevauchée

CHARLES MARTEL, LE RÉPROUVÉ

Cachez ce vainqueur que je ne saurais voir… Charles Martel est l'homme d'une date, l'homme d'une bataille — lui qui, pourtant, en a livré un grand nombre, contre les Frisons, les Saxons, les Alamans, les Bavarois… Mais en 732, près de Poitiers, il arrête la marche vers Tours et Paris des guerriers maures d'Abd al-Rahman. Cette victoire frappe les esprits de l'époque et, même si elle n'est pas entièrement décisive, lui vaut une grande renommée. Assez largement mythifiée, cette victoire n'en eut pas moins une conséquence très concrète: le sud de la France n'a pas été durablement conquis par les musulmans comme le furent l'Espagne ou la Sicile. Le royaume encore en herbe, que les descendants carolingiens de Charles Martel allaient unifier, serait intégralement chrétien, de foi et de culture. C'est dans le cadre de ce débat — celui de l'apport de la culture islamique à l'Europe — que Charles Martel fut déclaré indésirable, et c'est pour ne pas risquer de choquer les élèves issus de la sphère arabo-musulmane que "Poitiers, 732" a été chassé des programmes. Conséquence de cette conception malsaine de l'histoire: au lieu d'être replacé dans les luttes de son temps, Charles Martel est aujourd'hui récupéré par les extrémistes des deux camps adeptes du choc des civilisations… M. F.

"Combattez ceux qui, parmi les gens du Livre, ne professent pas la religion de la vérité, à moins qu'ils ne versent la capitation directement et en toute humilité."
Coran, sourate 9, verset 29.

des “cavaliers d’Allah”, titre du beau récit que leur consacre Geneviève Chauvel, lequel nourrit ici l’histoire de la bataille.

Dès 661, les Maures quittent l’Arabie désertique pour s’emparer de la Syrie. Cité par Geneviève Chauvel, l’historien Émile-Félix Gautier écrivait : « *Sorti des déserts de La Mecque et de Médine, l’Arabe ne s’est pas soucié un instant d’organiser son pays natal. Il ne s’est établi que dans les vieux centres millénaires de la civilisation orientale, la Syrie, la Mésopotamie, l’Égypte.* » Les Arabes y trouvent des structures étatiques et fiscales bien établies. C’est à Damas que s’installe le premier calife omeyade, Muawiya. Soucieux de contrôler de plus en plus de riches régions, il envoie ses armées en Tunisie, où son gouverneur fait ériger la ville de Kairouan. Son premier geste, symbolique, est de fonder une mosquée, tant il est vrai que le pouvoir politique est indissociable du pouvoir religieux.

La langue arabe, langue liturgique, signe le succès définitif de la conquête. Au gré des grâces et disgrâces des différents gouverneurs souvent mal récompensés de leurs services et renversés par des révolutions de palais, la conquête progresse : l’océan Atlantique — la “mer des Ténèbres” où le soleil se couche — est atteint une première fois en 683. En 697, Carthage est prise et ses palais de légende sont détruits. Mais razzier ne suffit plus : il faut réussir à contrôler ces territoires et une population qui travaille dur pour remplir les caisses de l’émir.

La conquête de la Berbérie, pays des Berbères, fait sauter un verrou fondamental. Non seulement la Kahina, reine des Berbères, est tuée après avoir d’abord remporté une bataille historique, mais les Berbères prononcent la *shahada* : ils se convertissent à l’islam et viennent à leur tour grossir les rangs des armées musulmanes. Ils seront supplétifs au service de princes d’origine arabe, l’aristocratie du monde musulman. Avec l’appui des Berbères, le détroit de Gibraltar est franchi en 711. La voie est ouverte vers l’Europe, où les rois chrétiens sont affaiblis par toutes sortes de querelles intestines. Certains font le jeu des Arabes dans l’espoir de reprendre leur trône : ils n’ont pas compris que ceux-ci ne rêvent plus de rapines mais de royaumes constitués. À Cordoue, Abd al-Rahman fonde un nouvel émirat en tant que gouverneur de l’Andalousie. Envoyé par l’émir de Damas, il ne lui obéit plus que de loin et n’envoie pas toujours le fameux quint. D’ailleurs, à Damas on regarde davantage vers l’Orient, où les armées musulmanes ont atteint le piémont himalayen.

> ***“Impétueux et braves quand ils attaquent, (les Francs) sont faibles dans la défense et timides après la défaite.”***
>
> *Mouça, l’ancien gouverneur de l’Andalousie.*

Assaillis par les Sarrasins au sud avant d’avoir affaire aux Vikings au nord

Abd al-Rahman décide donc de pousser l’aventure plus au nord à son propre avantage. Pourquoi s’arrêter en si bon chemin ? De l’autre côté des Pyrénées, des villes regorgent de richesses aussi impressionnantes que la “table de Salomon” incrustée de pierreries, trouvée non loin de Saragosse. Les premières incursions ont lieu sous forme de raids : les Francs sont assaillis par les Sarrasins au sud avant d’avoir affaire aux Vikings au nord. Le dernier roi mérovingien a perdu tout pouvoir ; c’est le maire du palais, son grand chancelier, qui assure les affaires courantes. Il s’appelle Charles et voit dans ces guerres sarrasines une opportunité pour asseoir son pouvoir et le transmettre à son fils, initiant ainsi la dynastie des Carolingiens. Les musulmans ont installé une nouvelle capitale à

BIANCHETTI-LEEMAGE

QUAND HITLER SE DÉSOLAIT DE LA VICTOIRE DE POITIERS

« Si à Poitiers Charles Martel avait été battu, la face du monde eût changé. Puisque le monde était déjà voué à l’influence judaïque (et son produit, le christianisme, est une chose si fade !), il eût beaucoup mieux valu que le mahométisme triomphât. Cette religion récompense l’héroïsme, elle promet aux guerriers les joies du septième ciel… Animés par un tel esprit, les Germains eussent conquis le monde. C’est le christianisme qui les en a empêchés. »
Libres propos sur la guerre et la paix recueillis sur l’ordre de Martin Bormann, *Adolf Hitler, Flammarion (1954).*

Narbonne et ont entrepris le siège de Toulouse, cité qui n'a pas flanché grâce à Eudes d'Aquitaine. En 724, ils prennent Carcassonne et saccagent Bordeaux, la Burdigala des Romains.

Face au danger, Charles parvient à rassembler des princes antagonistes: le duc Eudes d'Aquitaine, des princes burgondes, plusieurs rois francs du nord de la Gaule et de la Forêt-Noire, au-delà du Rhin Tous se sont convertis au christianisme depuis deux ou trois siècles. Avec la paix intérieure, l'administration de leur territoire leur a apporté la fortune. Après avoir approché l'émir pour lui proposer une alliance, Eudes se tourne finalement vers Charles et les Francs. L'histoire est en train de lui montrer qu'on n'achète pas la paix musulmane. En pays franc, les Arabes prétendent prendre le pouvoir comme ils l'ont fait en Espagne, où ils resteront près de huit siècles. Une première défaite d'Eudes, battu sur la Garonne, décide Charles à engager ses troupes. Celui-ci marche vers le sud à la tête de son armée pour rencontrer l'ennemi sur un terrain qu'il aura lui-même choisi. Il a étudié les tactiques militaires d'Alexandre le Grand. Quant à Abd al-Rahman, il n'est plus autant sur ses gardes tant ses victoires lui ont semblé faciles. N'a-t-il pas déjà l'Espagne à ses pieds? Les Sarrasins n'ont pas une haute opinion des guerriers francs: « *Impétueux et braves quand ils attaquent, ils sont faibles dans la défense et timides après la défaite* », avait déclaré Mouça, l'ancien gouverneur de l'Andalousie.

Charles Martel (688-741) dans "Le Plutarque français", d'Édouard Mennechet (1836).

La bataille décisive a lieu entre Poitiers, qui vient d'être incendié, et Tours, prochain objectif de l'émir. Charles a décidé de privilégier des guerriers cuirassés combattant à pied plutôt que des cavaliers, contrairement à l'émir qui ne conçoit la guerre qu'à cheval. Les hommes du maire du palais sont positionnés sur les hauteurs et dans les fourrés, où les cavaliers ne progressent qu'avec difficulté. À l'issue d'escarmouches qui ont duré plusieurs jours, l'émir engage un formidable assaut frontal.

Les Francs sont rangés "en bataille", couverts par leurs boucliers, constitués en carrés puissants hérissés de piques. « *Les gens du Nord*, dit un historien espagnol contemporain, *sont comme un mur immobile et glacé.* » La cavalerie arabe se jette sur ces carrés, mais en vain. Abd al-Rahman est tué, et ses troupes refluent à la faveur de la nuit. Pendant ce temps, une partie des troupes franques contourne l'armée arabe et met la main sur le fruit des pillages entreposé dans un campement. Les trésors volés à Bordeaux sont récupérés.

Les Maures battent en retraite et repasseront progressivement à l'abri des Pyrénées. Les pertes sont de 1000 tués pour les chrétiens et de 10 000 pour les Sarrasins selon les auteurs anciens. On dit aussi que les cavaliers musulmans ont pâti de l'absence d'étriers qui a permis aux fantassins francs de les désarçonner. Si quelques communautés islamisées continueront à vivre dans le massif des Maures et près de Nîmes (où l'on a découvert, en 2016, des tombes musulmanes du VIII[e] siècle), l'ambition politique d'une nouvelle possession musulmane a disparu. Il s'agit pour Damas de tenter de maintenir la conquête sur un immense territoire qui va de l'Asie centrale à l'Espagne et où les roitelets locaux s'octroient de plus en plus de pouvoir même s'ils sont fidèles à l'islam. En Europe, le pouvoir politique s'organisera bientôt sous le commandement du petit-fils de Charles Martel, surnommé Charlemagne — Charles le Grand. ●

GRANGER/BRIDGEMAN IMAGES

Louis IX, roi saint et guerrier

25 avril 1248. Le jour anniversaire de la naissance du roi, une flotte quitte le port d'Aigues-Mortes en direction du Levant. Le roi de France accomplit son vœu le plus cher : il prend la tête de la septième croisade.

Par Claire L'Hoër

Huitième croisade. Louis IX, à la tête de ses croisés, s'empare de Carthage en 1270. Il meurt à Tunis le 25 août, de dysenterie.

SAINT LOUIS FACE AUX BLACK LIVES MATTER

« Jusqu'à la Révolution, le saint roi a incarné l'essence inégalée de la monarchie française » **(Jacques Le Goff). Mais les sentiments d'un homme du XX^e^ siècle mèneraient plutôt à une *« hostilité fondamentale »*, selon le même. Charitable, juste, éminemment chrétien et fondamentalement royal, Saint Louis a en effet tout pour susciter le rejet des foules contemporaines, et si Jacques Le Goff le découvrant dans son intimité a fini par l'aimer, l'année 2020 a vu quelques vandales essayer de s'en prendre à son image et à ses représentations. "Antisémite" et "colonisateur" ont été cette année-là le pont aux ânes des associations liées au mouvement BLM (Black Lives Matter). Il s'agit bien sûr de la rouelle encore fièrement portée par une des plus anciennes familles de France, mais aussi de la confiscation des produits de l'usure. Or qui dit usure, semble-t-il selon les mêmes organisations, veut dire juif: c'est oublier que la banque naissante était plutôt en des mains italiennes ou cahorsines. Quant à l'accusation de colonialisme, résultant sans doute des croisades, on y chercherait en vain une tentation impériale — il ne s'agissait que de délivrer le tombeau du Christ. Pour autant, aux États-Unis on vit des excités vouloir déboulonner la statue du saint roi dans la ville de Saint-Louis (Missouri)... et d'autres Américains la défendre les armes à la main. Le bon sens n'a pas complètement déserté les consciences. Y. L. B.**

C'est dans l'histoire sainte qu'il a trouvé la force de monter sur le trône.

C'est au cours de l'hiver 1244 que le roi Louis a failli succomber. Une maladie l'a plongé dans un coma dont il n'est ressorti qu'en serrant un morceau de la vraie Croix sur son cœur. Le geste est symbolique. L'entourage royal a pâli. Le roi ne peut partir à la croisade: qui s'occupera des affaires du royaume? Mais la reine Blanche a compris que le vœu était irrévocable. Elle repose doucement le morceau de bois sur la poitrine de son fils. Il est vivant. Cela seul importe.

Louis IX est le petit-fils de deux rois d'exception. Son grand-père Philippe Auguste a vaincu l'empereur à Bouvines, en 1214, l'année même de sa naissance. Son grand-père Alphonse VIII de Castille a battu les Sarrasins en 1212 à Las Navas de Tolosa, enclenchant le processus inéluctable de la Reconquista. À la fois carolingien par sa grand-mère et capétien par son grand-père, un sang guerrier coule dans ses veines. Sa mère, Blanche de Castille, fut son meilleur maître en matière de combat. Car la reine, devenue régente à la mort de son époux, a elle-même été élevée dans les citadelles assiégées de Castille. Elle a grandi au milieu des plans de bataille, des hauberts et des épées.

TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES

La bataille de Damiette, en Égypte, en 1249.

Héritage de son propre père, elle transmet trois règles d'or à son fils: couper les jarrets de l'ennemi avant même l'engagement; aller le chercher chez lui, au réveil, en chemise, avant qu'il n'ait eu le temps de revêtir la cotte de mailles; ne jamais prendre son reste, savoir résister à la tentation de l'humiliation et surprendre par sa bonté. *« Largesse vaut mieux que prouesse »*, rappelle Philippe de Villiers dans son *Roman de Saint Louis*. Pour Blanche, et pour Louis IX après elle, la guerre se gagne autant par la négociation que par les armes.

Saint Louis prie avec les moines et soigne des lépreux

Roi de justice et de paix à l'intérieur du royaume, Louis est intimement préoccupé d'affaires religieuses. À mesure qu'il avance en âge, la vie du Christ lui apparaît de plus en plus comme un modèle. C'est dans l'histoire sainte qu'il a trouvé la force de monter sur le trône étant enfant; c'est auprès des frères des ordres mendiants, franciscains et dominicains, qu'il trouve l'inspiration de son gouvernement. François d'Assise est mort l'année même de son couronnement. Louis est touché par le renouveau qui souffle sur l'Église sous l'impulsion du Poverello. Le roi passe régulièrement la nuit à l'abbaye de Royaumont, qu'il a fait édifier près de Paris. Il prie avec les moines et soigne des lépreux. Chaque fête somptueuse, chaque festin royal donne lieu à bien des aumônes et donations aux institutions de charité. Le roi porte un cilice le vendredi, pratique la flagellation. Sa piété se renforcera avec la mort de son fils aîné, Louis, un sage jeune homme de 16 ans.

En 1237, l'empereur de Constantinople, Baudouin II, est venu jusqu'à lui: il a mis en gage la couronne d'épines du Christ auprès d'un marchand vénitien afin de financer la guerre contre les Bulgares. Louis a proposé de la dégager. Après avoir acquis cette sainte relique, le roi a également fait venir à Paris un morceau de la vraie Croix, de la sainte lance et de la sainte éponge. Et pour accueillir un trésor aussi inestimable, il a demandé à Pierre de Montreuil de bâtir une gigantesque châsse de verre au cœur de l'île de la Cité: la Sainte-Chapelle, merveille de technique et d'audace.

Il finit naturellement par succomber à la tentation de la croisade, malgré l'avis de ses conseillers. Comment mieux servir Dieu qu'en libérant Jérusalem et en convertissant les infidèles? Louis IX va passer plus de six années hors du royaume. S'il a fait le vœu de se croiser, il ne peut pourtant pas partir seul. Il lui faut lever une armée. Ses trois frères Robert d'Artois, Alphonse de Poitiers et Charles d'Anjou seront à ses côtés, ainsi que son épouse, Marguerite, encore jeune.

Pendant quatre années, Louis prépare minutieusement son expédition. Le royaume réorganisé lui offre assez de ressources pour la financer. Les principaux ports de la Méditerranée sont en terre d'empire. Louis IX décide d'aménager Aigues-Mortes, son seul passage en terre française. Un chenal est

COMMENT "CROISER" SES BARONS

Les barons sont peu enclins à délaisser leurs terres pour courir l'aventure. La dernière croisade a surtout servi les intérêts de l'empereur Frédéric II. De plus, le pape, enferré dans sa querelle avec l'empereur, n'accorde qu'une importance secondaire au projet du roi de France. Louis use d'un subterfuge. Reprenant la vieille tradition des étrennes de Noël, il offre à tous les seigneurs venus assister à la messe de 1244 un épais manteau de fourrure, qu'ils s'empressent de revêtir. À la lumière du jour naissant, ils découvrent avec stupeur qu'une croix de fils d'or a été cousue sur l'épaule. Leur engagement est désormais irrévocable.

creusé, des fortifications construites, la tour de Constance édifiée. Prendre la mer est une épreuve pour ces hommes de la terre. Après une traversée agitée par les tempêtes, les 17000 croisés parviennent enfin à Chypre, point de ralliement des différentes armées. Louis IX craint que les hommes ne s'amollissent au contact des douceurs de l'Orient. Mais ils vont reprendre des forces et laisser passer l'hiver.

Au printemps 1249, alors qu'on vient d'apprendre la prise de Séville par Ferdinand III de Castille, la flotte croisée repart pour une destination inconnue. Louis a remis une lettre à chaque capitaine, avec ordre de ne l'ouvrir qu'une fois en mer pour ménager l'effet de surprise sur l'adversaire. La flotte se dirige vers Damiette, en Égypte. Le roi espère échanger la ville contre Jérusalem. Son engagement est si fort qu'il néglige les conseils de prudence de ses familiers et de sa mère, demeurée en France pour administrer le royaume: « *Soudain, n'y tenant plus, Louis descendit dans une galée pour rejoindre son armée, alors qu'il avait promis à ses barons de ne se rendre à terre que lorsque la chevalerie aurait fait son ouvrage* », raconte Louis Bériot dans sa biographie du roi. Devant cet assaut implacable, la ville tombe le 8 juin. Un office est célébré dans la cathédrale abandonnée. Les croisés se reposent quelque temps puis prennent la route de Mansoura. Le Caire doit être l'étape suivante. Marguerite, enceinte de son sixième enfant, a la charge de veiller sur Damiette.

Les navigateurs et les marchands menacent de fuir

Mais la chaleur est terrible. La dysenterie fait des ravages et les croisés perdent rapidement l'avantage de leur première victoire. Le 6 avril 1250, le roi devient finalement prisonnier des musulmans. Son frère Robert d'Artois est mort au combat. À Damiette, Marguerite a accouché d'un fils qu'elle prénomme Jean-Tristan du fait de la captivité du roi. À peine relevée de ses couches, elle entreprend de maintenir dans Damiette les navigateurs et les marchands qui menacent de fuir. Ils savent que la ville va être assiégée de nouveau. Marguerite le sait aussi. Mais elle a besoin de réserves de nourriture pour la population. Pendant ce temps, Louis négocie avec le sultan Touran Shah. Son mépris de la mort et du danger, son attachement à sa foi impressionnent le sultan, qui se livre avec lui à une joute verbale au sujet de la divinité du Christ. Louis sera finalement libéré contre une forte rançon.

Pressé par son entourage de revenir en France, le roi décide pourtant de rester encore quatre ans à Acre afin de libérer tous les prisonniers chrétiens. Deux autres enfants royaux vont naître en Terre sainte: Pierre et Blanche. À son retour en France, Louis s'interroge sur son échec. Il veut y voir une épreuve envoyée par Dieu. La huitième croisade sera donc son ultime projet et son chemin de croix.

Alors qu'il est très affaibli par les jeûnes et les privations, il part une nouvelle fois en 1270. Son objectif est désormais Tunis, dont il est persuadé que le sultan acceptera de se convertir. La reine Marguerite reste à Paris. Elle devine qu'elle ne reverra jamais son époux et prie pour ses trois fils croisés à ses côtés: Philippe, Jean-Tristan et Pierre. Charles d'Anjou, le frère du roi, doit venir en renfort depuis la Sicile. À peine arrivé sur le sol d'Afrique, Louis IX meurt de dysenterie le 25 août sous les murs de Tunis. Son fils Jean-Tristan a expiré quelques jours avant lui. Le corps du roi est étendu bras en croix sur un lit de cendres, conformément à ses vœux. Le jour même, Charles débarque et parvient à négocier un tribut considérable à son propre profit.

Le roi décide de rester encore quatre ans à Acre afin de libérer tous les prisonniers chrétiens.

C'est Philippe, devenu roi sous le nom de Philippe III le Hardi, qui rapporte le coffret contenant les restes de son père sur un long chemin qui traverse la France d'Aigues-Mortes à Paris. Tout le long du trajet, humbles laboureurs et bourgeois prospères se pressent pour voir les reliques du roi saint, pour demander son intercession. La légende est en marche. Le chevalier de Joinville, fidèle compagnon du roi depuis la septième croisade, rédige sa biographie à la demande de la reine Jeanne, épouse du petit-fils de Saint Louis, Philippe le Bel. Louis IX sera canonisé le 11 août 1297, renforçant jusqu'après sa mort le pouvoir des rois de France. ●

Le Roman de Saint Louis, *de Philippe de Villiers, Albin Michel (2013).*
Saint Louis, l'aigle aux yeux de colombe, *de Louis Bériot, Robert Laffont (2014).*
Histoire des croisades, *de Jacques Heers, Perrin (2014).*

Jehanne et le sursaut français

Qu'est-ce que Jeanne d'Arc nous dit de l'espérance possible en politique, lorsqu'il y a "grande pitié au royaume de France" ? Philippe de Villiers, fondateur du Puy du Fou et auteur du "Roman de Jeanne d'Arc", répond.

Par Philippe de Villiers

PHOTOS : YVAN TRAVERT/AKG-IMAGES ; EMMANUEL PAIN

Un soir, à Domrémy, devant la cheminée, le père de Jehanne confia à sa famille son désarroi: *« C'est peut-être la fin de la pauvre Dame France, humiliée, déjetée. Il n'y a plus que le rocher de Saint-Michel-au-Mont qui résiste aux Anglais. Ils sont partout. »*

En effet, depuis le 21 mai 1420, notre pays a perdu sa souveraineté. Il n'y a plus de roi, ou plutôt il y a un roi-enfant, Henri VI, un roi anglais qui porte les deux couronnes. La reine Isabeau, plissée de gras sous son hennin, a renié son fils. Elle a signé le traité de Troyes qui donne la France à l'Angleterre. Tous les gens importants soutiennent ce projet d'asservissement. Jehanne les appelle *« les Français reniés »*. La trahison devient un brevet de civisme : l'évêque Cauchon siège au Conseil du roi d'Angleterre. Tous ces entrelacs d'intérêts vils, entre Loire et Bourgogne, vont trahir Jehanne puis la vendre et la brûler. On la désigne au bûcher : *« C'est une sorcière. »*

Aujourd'hui, on la réputerait atteinte de la "lèpre populiste". Elle passerait sous les fourches caudines de la psychiatrisation des ennemis du politiquement correct.

Le sacre de Charles VII (1910, vitrail de l'église Saint-Martin, Metz). Ce jour-là, la mission de la Pucelle s'accomplissait réellement.

Les analogies sont trop éloquentes pour qu'on ne les remarque pas : on retrouve la même crapaudaille, le même appétit des prébendes, les mêmes persiflages devant la force d'âme, le même slogan : "Unis, on sera plus forts !", afin d'être sans cesse plus veules.

Le traité de Maastricht vaut bien le traité de Troyes. La Cour européenne des droits de l'homme vaut bien la cour de Rouen. Quant à l'université de Paris, elle n'a pas vraiment changé. Les invitations à la soumission des hautes consciences de la cour de Poitiers préfigurent les appels de nos clercs à la dhimmitude.

Mais — me direz-vous — la situation est bien pire que du temps de l'occupation anglaise et, nous, nous n'avons pas Jehanne d'Arc. C'est vrai : il y avait deux papes, mais aucun des deux ne prêchait le grand remplacement. Il y avait deux rois, mais aucun des deux n'appelait à la désaffiliation.

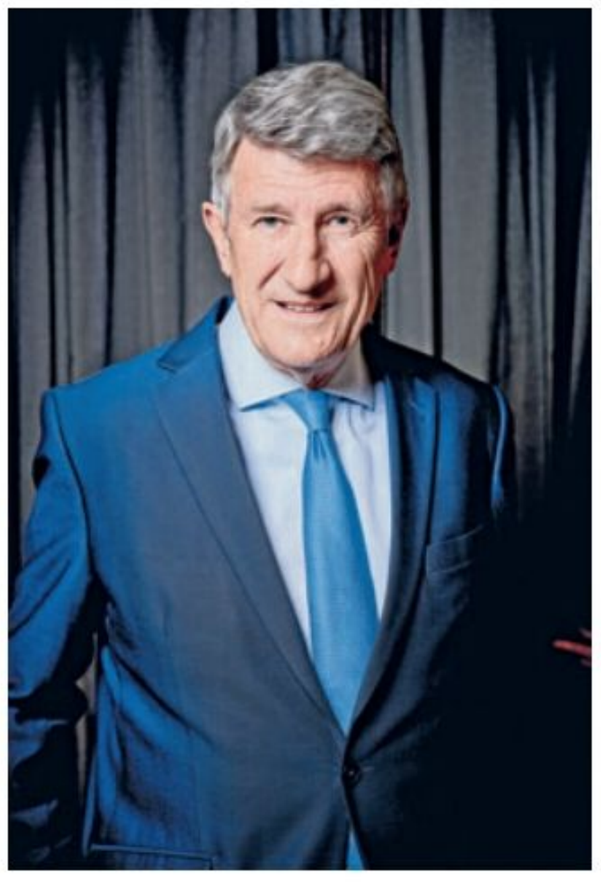
Aujourd'hui, le mouvement LGBT est beaucoup plus puissant que le primat des Gaules, et notre prince du moment n'est plus qu'un vassal de Bruxelles. La broyeuse du progressisme nous impose une double rupture de civilisation, avec la fin de la frontière physique qui prépare l'homme nomade ; et la fin de la frontière anthropologique, qui prépare la fabrique de l'homme de sable.

La société — la nôtre —, qui ne croit plus au miracle — qui ne croit plus à rien —, pourrait-elle enfanter, faire surgir, par extraordinaire, une petite bergère de Domrémy ? Il y a fort à parier qu'elle viendrait se fracasser la frimousse sur le "mur des cons" ou abîmer son âme pure dans les sacristies de l'Église cathodique, et que Marlène Schiappa la renverrait dans ses foyers.

Et pourtant, rien n'est définitif, tout peut se renverser. D'ailleurs, à la suite du drame de l'incendie du 15 avril 2019, on a constaté que, dans les grands moments de malheur, le peuple français retourne à ses enfances, retourne à Notre-Dame. En 1940, Paul Reynaud, courant vers la cathédrale, s'écria : *« Puisqu'il faut un miracle, alors je crois au miracle ! »* Nous y sommes. Il y a donc la part du miracle, qui ne dépend pas de nous. Et puis il y a la part de l'action humaine, qui se nourrit de nos hardiesses.

J'ai eu l'occasion d'approcher la figure de Jehanne. Je suis allé sur ses traces pour écrire mon livre sur sa vie. J'ai refait son parcours, repris chacune de ses chevauchées, j'ai lu et relu les minutes de ses interrogatoires.

J'en ai retiré la leçon que nous sommes en réalité ses contemporains. D'abord, sa seule présence dans notre histoire nous interdit la résignation. Ensuite, elle a dessiné, ➤



"La seule présence de Jehanne dans notre histoire nous interdit la résignation."

Fêtes johanniques, à Orléans. La reconnaissance des Français pour Jehanne a traversé les siècles.

ROBERT KLUBA/REA

sous nos yeux distraits, le dédale des chemins de rocaille qu'il faut gravir pour redresser la pente. Elle a tracé pour nous les voies du sursaut.

Un pouvoir qui a perdu sa sacralité a perdu son mystère

Ses voix lui ont parlé. Et elle nous parle. Que nous dit-elle? Que le sursaut ne relève pas d'une arithmétique des causalités qui n'est pas de ce monde mais de quelques voies préférentielles. Ainsi nous adresse-t-elle trois messages. Le premier — le plus important — porte sur la légitimité: pour qu'il y ait, entre le peuple et le prince, un assentiment, un consentement sincère à la conversation civique, pour qu'il y ait une obéissance d'amour, il faut que le prince soit légitime. Or, il n'y a qu'une forme de légitimité, c'est la légitimité pour services rendus. On n'est accepté comme chef que si on appartient à une lignée de serviteurs du bien commun. En revanche, on est suspecté par le peuple si on ne protège pas ce pour quoi on exerce le pouvoir, la souveraineté.

Le génie de Jehanne d'Arc, c'est, après la victoire d'Orléans, d'avoir convaincu le dauphin Charles que l'urgence n'était pas de poursuivre la chasse aux Godons, mais d'aller à Reims, avec cette objurgation: *« Quand vous serez sacré, on verra partout que vous êtes le vrai roi. »* Pour convaincre l'entourage du jeune monarque, le chef de guerre laisse la place à l'homme d'État supérieur: *« Le Dauphin recevra plus de force d'une seule goutte d'huile que de dix mille lances. »*

Aujourd'hui, il n'y a plus de saint chrême. La nouvelle sacralité, c'est le suffrage universel. Or le peuple, dépossédé, s'aperçoit que cette sacralité de substitution ne peut plus rien contre la désincarnation du pouvoir qui est parti ailleurs, à Bruxelles. Là-bas règne sans couronnes une bande de roitelets illégitimes. La puissance publique s'est désincarnée, désintégrée. Elle n'est plus le garant du bien commun. Les puissances privées, légales et illégales, ont pris toute la place. Nous voici devant une nouvelle cas-

JEANNE VUE PAR LES MANUELS SCOLAIRES

JEANNE D'ARC CONDUIT LE ROI À REIMS POUR Y ÊTRE SACRÉ. — Jeanne retourna vers le roi Charles, qui se trouvait alors à Tours. Elle se mit à genoux devant lui et lui dit qu'il fallait maintenant aller à Reims. C'était l'usage que tout nouveau roi de France s'en allât dans cette ville, où Clovis fut baptisé par saint Remi. On faisait dans la cathédrale une belle cérémonie qu'on appelait le sacre. L'archevêque mettait la couronne sur la tête du roi.
Le roi Charles se fit prier longtemps. Il n'osait pas aller à Reims. Il disait que le voyage était dangereux. Mais Jeanne répondait: *« Je sais bien; je sais bien, mais cela ne fait rien. »*
À la fin le roi Charles se décida. L'armée française se mit en marche vers Reims.
Pendant la marche, Jeanne chevaucha, tantôt à côté du roi, tantôt à l'avant-garde, tantôt à l'arrière-garde. Elle allait et venait ainsi pour donner courage à tout le monde. Et les soldats admiraient cette jeune fille si brave et lui obéissaient.
Histoire de France — Cours élémentaire,
d'Ernest Lavisse, Armand Colin, 1913 (p. 70-79).

cade d'allégeances: allégeance des élus politiques aux bureaucraties supranationales, allégeance des bureaucraties supranationales aux oligarchies d'intérêts privés ou idéologiques. Quand Macron parle de "souveraineté européenne", il encourage la marche vers la néoféodalisation du monde.

Hors le chemin de la souveraineté, il n'y a pas de salut. Si le pouvoir n'est plus un service rendu dans le temps long, l'obéissance n'est plus celle des cœurs. Le consumérisme politique, qui fait du pouvoir une consommation et un article de marketing, mine toute forme d'acquiescement.

Un pouvoir qui a perdu sa sacralité a perdu son mystère. Voici que nous sommes à nouveau gouvernés par un enfant, qui répond à la prophétie de l'Ecclésiaste: *« Malheur au royaume dont le roi est un enfant et dont les princes festoient dès l'aurore. »* Rétablir la souveraineté, c'est rétablir la légitimité. Voilà la première urgence.

Le deuxième message de Jehanne concerne les Français: il n'y a pas que le prince, il y a les puissants du jour qui préfèrent leurs apanages et caprices au bien supérieur de la patrie. C'est dans les tréfonds du peuple qu'il faut aller chercher la véritable élite, celle qui garde en son cœur les trésors de la culture française.

Jehanne est sortie de la classe moyenne des paysans aisés de Lorraine. Sa culture est immense. Elle vient de son instinct. Devant ses juges, gorgés de science théologique, elle répond pied à pied. Elle subit d'interminables interrogatoires où, par l'imprévu, la multiplicité et l'incohérence voulue des questions, on essaiera de la troubler et de la déconcerter. D'un mot, d'un geste, quand il semble qu'elle est perdue, elle écarte les subtilités dont on cherche à l'embarrasser, démasque les perfidies cachées et s'élève dans une atmosphère de pureté et de vérité. Ce qui la tient au-dessus des corruptions du mensonge et du feu, c'est son discernement. *"Est, est; non, non"* ("Ce qui est, est; ce qui n'est pas, n'est pas"). Elle sait d'instinct que la vérité est minoritaire. Fabriquer une élite dotée du discernement français, voilà le deuxième message pour le redressement.

On l'a dit, elle fut et demeure le plus pur chef-d'œuvre que le génie allégorique ait jamais déposé dans notre littérature. Elle nous invite à approfondir notre francité, à comprendre que la nation est le chemin de l'universel.

Son troisième message, c'est de fabriquer une nouvelle génération d'enracinés. Elle-même revient toujours, par la pensée, aux rameaux bruissants de "l'arbre aux Fées". Avant d'être chef de guerre, fille du feu, elle est fille de l'eau, fille des champs, elle a grandi entre la Meuse et le soleil, dans la vallée des couleurs de Vaucouleurs. C'est là qu'un beau matin, une grande clarté est venue du côté dextre de l'église; c'est là que, dans une nuit étincelante, s'est dessinée une armée d'anges tout de blanc vêtus. Elle confie à sa grande sœur: *« Il faut vivre du Ciel mais les pieds sur terre. »*

"Pour qu'il y ait, entre le peuple et le prince, un assentiment, un consentement sincère à la conversation civique, pour qu'il y ait une obéissance d'amour, il faut que le prince soit légitime."

Ce sont les racines de la vie la plus ordinaire qui portent les sèves du mystère des cimes. L'extraordinaire se trame dans les sagesses ordinaires. Ainsi cette jeune fille si simple en oraison est-elle devenue le plus incroyable trait d'union que l'histoire ait inventé entre le Ciel et la terre. Il y a une part de la politique — c'est là sa grandeur et son mystère — qui ne vient pas de la nature mais de la surnature.

Sa simplicité, sa candeur de petite vachère lui ont épargné le désespoir: ses tendresses, son amour des siens l'ont mise sur le chemin de l'espérance française, un "désespoir surmonté".

Ainsi devient-elle l'ange héraldique du royaume, parce qu'elle a la conviction, chevillée au corps, que la France de Clovis et de Saint Louis, la France du baptistère de Reims et de Notre-Dame de Paris, la France de la couronne d'épines ne peut pas mourir et que, dans la suite des temps, elle continuera à fournir à l'humanité tout entière des héros et des saints, des figures tendues au miroir des peuples. ●

Le Roman de Jeanne d'Arc,
de Philippe de Villiers,
Albin Michel,
560 pages, 22,50 euros.

La statue de Jean-Baptiste Colbert devant l'Assemblée nationale, aspergée de peinture.

THIBAULT CAMUS/AP/SIPA

Le grand Colbert est-il encore digne de notre mémoire ?

En attaquant l'auteur du Code noir, les indigénistes prétendent dénoncer le racisme et l'esclavagisme institutionnels. Mais Colbert n'exprime dans ce texte aucune intention raciste : ce "nettoyage esthétique" de l'espace public ressemble à une réécriture décoloniale de l'histoire de France.

Par Jean-Marc Albert

La vague iconoclaste mondiale, d'une ampleur inédite, n'en finit plus d'affecter par diffraction les mémoires nationales. Léopold II en Belgique, Churchill en Grande-Bretagne, Jefferson aux États-Unis subissent depuis la mi-2020 les outrages de militants décoloniaux décidés à punir leurs "crimes" à coups de burin. En France, c'est Jean-Baptiste Colbert (1619-1683) qui cristallise la haine de ces activistes. Relisant l'histoire par le biais d'une morale rétroactive, les militants de la Ligue de défense noire africaine instruisent ainsi le procès du contrôleur général de Louis XIV, accusé d'avoir promu l'esclavage fondé sur le racisme. Ces "agalmatophobes", qui auraient du mal à situer le siècle de l'auteur du Code noir, entendent réparer l'histoire en vouant rues, lycées et autres produits dérivés colbertistes à leur

COLBERT, L'ARTISAN DU GRAND SIÈCLE

L'Ordre rétabli dans les finances*. C'est le titre de l'un des tableaux retraçant les grandes heures du règne de Louis XIV dans la galerie des Glaces de Versailles. Le roi, assis sur son trône, appuie sa main droite sur le timon du gouvernement et tient dans la gauche la clé d'or de la cassette du Trésor royal, qu'il tend à la Fidélité. Le Brun, qui a conçu ce programme iconographique, rappelle par cette allégorie la réforme de la gestion des finances menée par Colbert au profit de l'État. C'est bien l'image que la postérité a retenue de Jean-Baptiste Colbert: celle d'un grand ministre qui, par son labeur inlassable et sa science de l'économie, a réussi à fournir au Roi-Soleil les moyens de sa politique et de sa gloire. Michelet écrit dans son *Histoire de France* qu'il était le « *bœuf de labour de Louis XIV* ». Colbert travaillait seize à dix-huit heures par jour. Tous ceux qui l'ont côtoyé, même quand ils ne l'aimaient pas, comme Mme de Sévigné qui le surnommait "le Nord" en raison de sa froideur, lui reconnaissent cette vertu: « *Il n'y a personne qui puisse travailler avec plus d'application, avec plus de fidélité et de capacité, et même avec plus de succès, pour dégager les finances du roi, pour en ôter les abus et y établir un ordre excellent* », écrit Lamoignon, l'un de ses contemporains. Artisan du Grand Siècle, sans doute, mais surtout lui devons-nous de vivre dans un pays qui n'a pas été déclassé et qui bénéficie aujourd'hui encore de ses prescriptions visionnaires. F. M.

destruction vengeresse. Louis Sala-Molins dénonça en 1987 « *le texte juridique le plus monstrueux* », mais, depuis, des chercheurs, comme l'historien guadeloupéen Jean-François Niort ou le philosophe Jacob Soll, ont relativisé cette invective. En s'en prenant à des figures honorées par la monarchie et patinées par la République, ces déconstructeurs cherchent surtout à flétrir le temps long de notre histoire.

Une pratique interdite en métropole mais admise dans les colonies sucrières

La réputation du "grand Colbert" avait déjà été entamée par des historiens lui reprochant de s'être servi avant de servir l'État. Le personnage n'a certes pas dédaigné cumuler les fonctions, mais il le fit autant par souci lucratif que pour éviter la concurrence. On a critiqué son goût du pouvoir — qui n'en a pas à la Cour? —, d'être lié au monde avide des financiers auquel appartenait aussi Fouquet — mais l'administration centrale repose sur une trentaine de familles liées entre elles. Colbert était simplement le plus habile d'entre eux. Les déconstructeurs de l'histoire ne déboulonnent cependant pas le Colbert technocrate mais le présumé responsable d'un texte qui pourtant le précède et le dépasse. Se contentant de préciser le droit des esclaves consacrant, certes, *de jure* la société servile, Colbert tombe en disgrâce avant de disparaître en 1683. Louis XIV confie au fils de son contrôleur, Seignelay, le soin de modifier le Code avant sa promulgation en mars 1685.

Colbert réfléchit depuis 1669 sur une pratique interdite en métropole mais tacitement admise dans les colonies sucrières. Fruit d'une élaboration collective, le texte final s'appuie sur la jurisprudence insulaire compilée par les autorités antillaises. Le projet d'ordonnance envoyé à Versailles en 1683 ne subira que des modifications de détail, mais l'essentiel est scellé. Il ne cessera d'être enrichi de commentaires, passant de 14 à 600 pages en 1788.

Rien moralement ne justifie un tel texte. Une fois posée cette

En s'en prenant à ces figures, les déconstructeurs cherchent surtout à flétrir le temps long de notre histoire.

PHOTOS : HERITAGE IMAGES / FINE ART IMAGES / AKG-IMAGES ; GALLICA

Jean-Baptiste Colbert par Claude Lefebvre (1666). Page de droite, le Code noir.

évidence, on est en droit de s'exonérer d'une lecture strictement compassionnelle pour saisir un système, la traite, à laquelle les sociétés se résignent, y compris les États africains qui en font commerce. Peu s'indignent alors de la condition des esclaves, mais peu également sont convaincus de leur infériorité. Colbert se garde de considérations morales pour faire primer l'efficacité du droit et l'intérêt commercial des planteurs et des compagnies. À l'instar du Code Louis de 1667 ou du Code Savary de 1673, c'est bien en juriste qu'il entend conduire l'État vers une monarchie administrative soumise à une seule loi. C'est l'esprit de l'édit de Fontainebleau de 1685, qui visera aussi à éclairer les chrétiens à la lumière d'une seule foi.

Colbert instille alors la "maxime de l'ordre" là où règne le particulier pour le réduire au commun en unifiant coutumes et usages. Les 60 articles de l'édit du roi sur la police de l'Amérique française, ou ordonnance sur les esclaves des îles d'Amérique, selon, encadrent les relations entre les esclaves et leurs maîtres. La loi hors du commun rend alors sensible un droit inexistant en France, assurant ainsi la continuité de l'autorité royale sur des territoires directe-

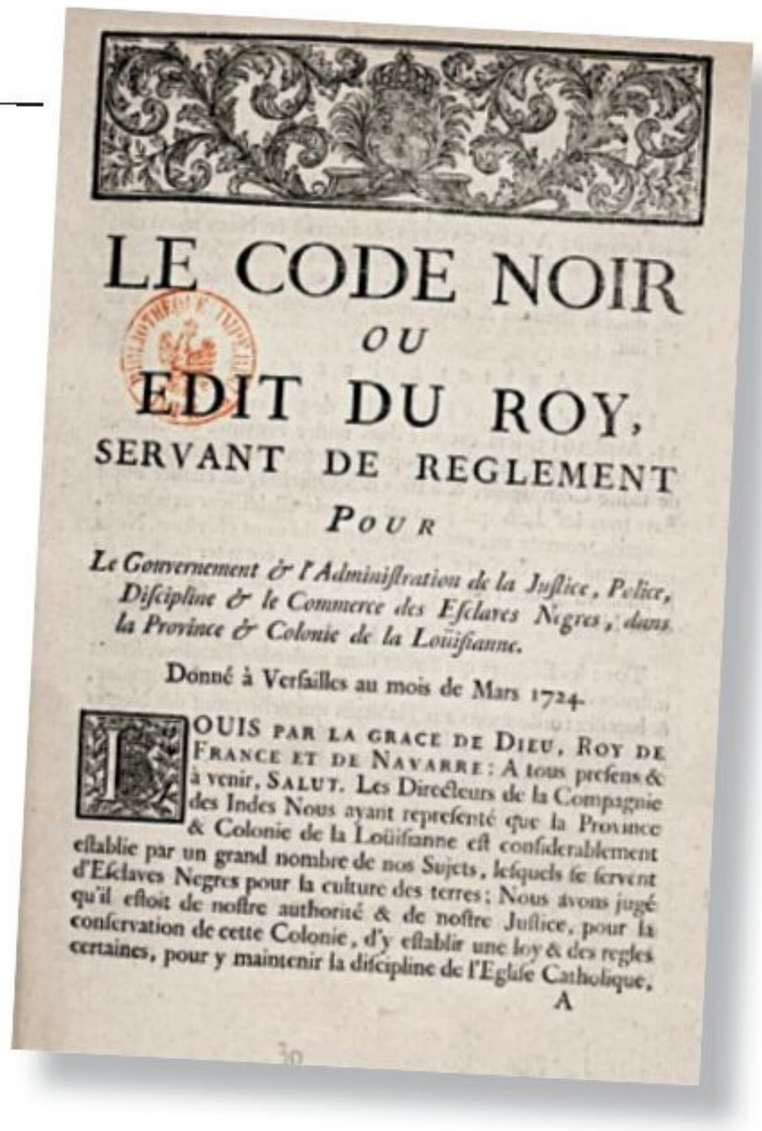
ment rattachés au pouvoir monarchique. Elle fonde ainsi le droit colonial dans une société à la fois esclavagiste et sans ordre!

L'État pense poser des limites à l'autorité des maîtres en supprimant la torture

Les décoloniaux voient dans la désignation de l'esclave comme "meuble" une chosification de l'humain. Ce terme, issu du droit romain, sert en fait d'abord à préciser que l'esclave peut être l'objet d'une transaction et, dans l'esprit des juristes, le fait qu'il soit une propriété n'obère en rien son humanité. Par ailleurs, l'État pense poser des limites à l'autorité des maîtres en supprimant la torture, un siècle avant la métropole, et en interdisant les mariages forcés. Dans les faits, les propriétaires estiment disposer du droit de vie sur des esclaves toujours démunis, et la justice royale peine à s'imposer face aux tribunaux locaux. Ce sont bien les colons qui ont outrepassé les bornes du droit pour satisfaire leur désir de domination sur d'autres êtres. Colbert n'a pas inventé la traite, encore moins la cruauté humaine.

Si tel était cas, l'article 2 ne rappellerait pas la nécessité de baptiser les esclaves pour les instruire des choses de la religion. On ne baptise pas un mobilier. Toute une série de préconisations qui relèvent pour nous du bon sens — alimentation, soins, repos hebdomadaire — sont pourtant absentes des règlements des autres puissances colonisatrices. Sue Peabody a montré que l'esclavage est toléré dans la péninsule Ibérique et que l'Angleterre et la Hollande ont établi des règles plus rigoureuses. On ne trouvera dans la tradition monarchique aucun encouragement à l'esclavage, que condamne un édit de 1315. Le rachat des captifs est l'une des œuvres de miséricorde. Mais la traite transatlantique modifie le rapport à la servilité. Et la France est la première à y réfléchir, comme elle sera première à abolir une pratique encore en cours dans certaines régions du monde.

Les auteurs du texte n'avaient aucune intention "raciste" au sens où le siècle des Lumières l'entendra avec notamment l'apparition des "libres de couleur", des affranchis rendus inférieurs par leur couleur de peau. C'est d'ailleurs en 1718 que le Code est devenu "noir". On y trouve certes les mentions "noir" ou "nègre", mais c'est le terme "esclave" qui domine. La dimension juridique et patrimoniale de l'esclave l'emporte, rendant possibles mariages mixtes et affranchissement. On s'étonne en revanche qu'aucune bonne âme ne s'indigne de l'article 1 visant à expulser *« tous les juifs des colonies françaises »*.



LE CODE NOIR
OU
EDIT DU ROY,
SERVANT DE REGLEMENT
POUR
Le Gouvernement & l'Adminiſtration de la Juſtice, Police, Diſcipline & le Commerce des Eſclaves Negres, dans la Province & Colonie de la Loüiſianne.
Donné à Verſailles au mois de Mars 1724.
LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous preſens & à venir, SALUT. Les Directeurs de la Compagnie des Indes Nous ayant repreſenté que la Province & Colonie de la Loüiſianne eſt conſiderablement eſtablie par un grand nombre de nos Sujets, leſquels ſe ſervent d'Eſclaves Negres pour la culture des terres: Nous avons jugé qu'il eſtoit de noſtre authorité & de noſtre Juſtice, pour la conſervation de cette Colonie, d'y eſtablir une loy & des regles certaines, pour y maintenir la diſcipline de l'Egliſe Catholique,
A

On ne trouvera dans la tradition monarchique aucun encouragement à l'esclavage, que condamne un édit de 1315.

Parce que Colbert n'a pas tiré gloire de ce texte, il n'y a aucune raison d'apposer une plaque qui réduirait son œuvre à ce seul "crime". L'ancien élève des Jésuites de Reims mérite mieux que ce procès intenté trois siècles après les faits. Thierry Sarmant dresse un subtil portrait de l'administrateur mû par la volonté de faire du royaume un État moderne et une puissance économique, et nuance les soupçons de corruption qui pèsent sur lui. Protectionniste, le "grand commis de l'État" contribua au rayonnement culturel et scientifique du pays par les Académies et Versailles. Rien n'exprime mieux que sa devise: "Pour le roi souvent; pour la patrie toujours" le souci de la grandeur de la France.

L'appauvrissement culturel n'offre plus les outils capables de poser un regard en perspective sur l'histoire autrement que par l'indignation pétitionnaire. Le projet indigéniste n'est ni mémoriel ni culturel, il entretient un sentiment de persécution permanente propre à susciter la haine de la France en criminalisant son passé. Ces activistes devraient relire *Peau noire, masques blancs*, quand Frantz Fanon écrivait: *« Je ne suis pas prisonnier de l'Histoire. Je ne dois pas y chercher le sens de ma destinée.* (...) *Vais-je demander à l'homme blanc d'aujourd'hui d'être responsable des négriers du XVII^e siècle? Vais-je essayer par tous les moyens de faire naître la Culpabilité dans les âmes?* (...) *Je n'ai pas le droit de me laisser engluer par les déterminations du passé. Je ne suis pas esclave de l'Esclavage qui déshumanisa mes pères. »* Inspirant. ●

AKG-IMAGES/DE AGOSTINI PICTURE LIB./G. DAGLI ORTI

Louis l'universel

Louis XIV vu du dehors, tel qu'un historien britannique, Philip Mansel, en fait le portrait, et tel qu'il nous revient encore plus lui-même, plus familier et plus énigmatique…

Par Philippe Barthelet

Le Roi dépaysé : on saura gré à M. Philip Mansel, Britannique ami de la France (ce qu'il y a de plus rare et de plus précieux) et parfait connaisseur de son histoire moderne, de nous présenter ce portrait en forme de synthèse biographique depuis l'autre côté de la Manche — autrement dit depuis l'autre côté du monde. *Roi du monde*, justement, tel est le sous-titre de cet essai monumental, et on l'entendra principalement au sens géographique (géopolitique ou géostratégique, selon le vocabulaire en vigueur). Mieux que son lointain prédécesseur Louis IV, le Roi eût mérité le surnom de Louis d'Outremer ; le globe dit de Coronelli, que l'on peut aujourd'hui admirer à la Bibliothèque nationale de France, dédié à Louis le Grand, *« l'étonnement de tant de nations »*, *« symbolisait*, selon M. Mansel, *ses ambitions mondiales »* : *« À Marly et à Versailles, la conversation ne tournait pas seulement autour de l'Europe, mais aussi d'Alep, du Siam ou de l'Amérique. »* La liste des ambassadeurs qu'il reçut *« des extrémités de la terre »* est éloquente : Moscovie (1678, 1685), Empire

Réception à Versailles de l'ambassadeur du Shah de Perse, le 19 février 1715, par Antoine Coypel. Une politique tous azimuts.

ottoman (1669), Maroc (1682, 1699), Alger (1684), Siam (1686), Tunis (1690), Perse (1715), sans compter, en 1681, le fils d'un roi d'Issinie, actuelle Côte-d'Ivoire, dont il sera le parrain (Bossuet le baptisant, et du nom de Louis) ou encore, en 1705, un chef amérindien honoré de présents.

Louis XIV envoie au Fils du Ciel les plus savants des Jésuites

Tandis que Cavelier de La Salle prend possession au nom du Roi de la Louisiane, soit de toute la vallée du Mississippi de la Nouvelle-France (Canada) jusqu'à la Nouvelle-Gascogne (golfe du Mexique), la religion, la guerre, le commerce poussent les émissaires français jusqu'au Siam et à la Chine. Si l'aventure d'un protectorat français sur le Siam tourna court, des liens de considération mutuelle s'établirent entre le Roi-Soleil et le Fils du Ciel, Louis XIV envoyant à l'empereur Kangxi les plus savants des jésuites mathématiciens et astronomes pour lui servir de précepteurs. Quant à la complaisance à l'égard de l'Empire ottoman, c'est un invariant de la diplomatie française en Europe orientale, au Levant et dans la Méditerranée au moins depuis François Ier ; le Sultan comme le Roi de France avaient intérêt à une alliance de revers contre l'Empereur germanique. M. Mansel en suit les alternances, de la protection des chrétiens d'Orient et de la collecte des manuscrits anciens, qui fera de Paris ce qu'il était déjà et ce qu'il est toujours, *« l'un des centres mondiaux des études orientales »*, jusqu'à cette curieuse ambassade de Leibniz où le philosophe souffle au Roi le projet d'une campagne d'Égypte avant la lettre, en vue d'un protectorat ➤

Un roi aux ambitions mondiales, qui eût mérité, mieux que son lointain prédécesseur Louis IV, le surnom de Louis d'Outremer.

WORLD HISTORY ARCHIVE / ALAMY STOCK PHOTO

Louis XIV par Charles Le Brun.

LE ROI DU MISSISSIPPI

« Le 9 avril 1682, ayant effectué le voyage jusqu'au golfe du Mexique (alors connu sous son nom français de Nouvelle-Gascogne), La Salle "prit possession" de toute la vallée du Mississippi "au nom du Très Haut, Très Puissant, Très Invincible et Victorieux Prince Louis le Grand par la Grâce de Dieu Roi de France et de Navarre, quatorzième de ce nom". La cérémonie, enregistrée par un notaire, fut célébrée avec un Te Deum aux cris de "Vive le roi!" et par une colonne surmontée d'une croix ornée des armes royales… »

français du Nil à l'Asie Mineure et à la mer Égée, le Sultan contraint de se retirer sur l'Euphrate. L'Empereur, qui missionnait Leibniz, était bien sûr intéressé à ce que la France égarât ses forces en Orient et détournât les yeux de ses frontières de l'Est et du Nord.

L'Empereur, c'est-à-dire Léopold Ier de Habsbourg: M. Mansel place à l'origine de ce qu'il nomme « *la catastrophe huguenote* », soit la révocation de l'édit de Nantes, en 1685, et la consécutive expulsion des protestants hors du royaume, le désir de Louis XIV de l'éclipser comme champion de la chrétienté et d'« *effacer la honte de son alliance avec l'Empire ottoman* », de qui Léopold venait de triompher. Il trouve un autre motif, dont la formulation étrange est due peut-être à son traducteur: il se serait « *laissé corrompre par sa propre piété* ». M. Mansel note toutefois que la révocation de l'édit de Nantes, dont il fait, classiquement, la mauvaise pensée du règne, fut assez bien accueillie en France; ce que soulignait déjà Joseph de Maistre, mais non point pour s'en étonner: les ministres et les magistrats du Roi qui avaient inspiré ou défendu cette mesure « *regardaient*, dit-il, *le calvinisme comme le plus grand ennemi de l'État* » et l'on pourrait au moins, pour éviter tout risque d'anachronisme psychologique ou sentimental, nuancer les remontrances que l'on ne cesse de faire au Roi depuis plus de trois siècles en lui comptant le souci qui l'obsédait depuis son enfance, et la Fronde qu'il avait traversée, d'un État qu'il fallait à tout prix garantir contre les factions (au regard de cela, Joseph de Maistre balayait comme « *boutiquières* » les objections classiques sur le tort fait au commerce du royaume).

"Un monarque dont les journées sont remplies de merveilles"

Sur les guerres de Louis XIV, sa politique européenne, et nommément sa politique anglaise (« *les trois fuites du roi Jacques* »), M. Mansel est un guide expert et avisé. Il suit aussi le Roi dans sa « *recherche de l'immortalité* », du Louvre à Versailles: comment l'entendre au juste, au-delà de la banale métaphore des œuvres d'art, tableaux, statues, bâtiments, proclamant sa gloire aux générations futures? Versailles est son œuvre, quand on le construit il exige de connaître « *le détail de tout* »; cette « *machine à divertissements* » comme la surnomme l'auteur sera sa signature. Le compte rendu des fêtes de 1668 explique que le sceptre de la France « *a été placé dans les mains d'un monarque dont les journées sont remplies de merveilles* ». On imagine l'aigreur des esprits rassis: « *Avec les fous il faut être fol* », écrit l'ambassadeur du duc de Savoie. M. Mansel parle avec plus de vérité et de finesse du « *caractère peu conventionnel de Louis XIV* », par quoi il échappe aux divers lieux communs où l'on voudrait le réduire. Merveille: « *chose admirable* » (Richelet), « *chose rare, extraordinaire, surprenante, qu'on ne peut guère comprendre* » (Furetière), pour s'en tenir à deux lexicographes contemporains de son règne. Louis le Merveilleux: il y a dans le Roi tel qu'il apparaît dans son œuvre, et si l'on veut passer outre à la sidération qu'il provoque encore (ce qui, pour le Soleil, est bien le moins), quelque chose « *qu'on ne peut guère comprendre* ».

« *Mégalomanie* »: le mot échappe à M. Mansel (« *décennie marquée par le sceau de la mégalomanie* »). C'est littéralement "la folie des grandeurs" et c'était déjà le grief du président Grévy, l'un des pères fondateurs de la IIIe République et l'inventeur du "style" républicain. Il opposait à cette "folie" royale ➤

PROGRAMMES : L'ÉCLIPSE DU ROI-SOLEIL

Le "Roi très chrétien" de Bossuet serait-il mal aimé de l'Éducation nationale? Relégué en fin d'année en classe de cinquième, il est victime de la lourdeur d'un programme que les professeurs ne parviennent pas à terminer. En quatrième, l'étude historique reprend au XVIIIe siècle, de sorte que certains élèves n'entendront jamais parler de Louis XIV. Et quand bien même il serait traité, le programme délimite au plus restreint le cadre dans lequel il doit être étudié. Le Roi-Soleil n'est plus qu'un support d'étude optionnel illustrant "l'émergence du roi absolu", qui propose au choix de l'enseignant François Ier, Henri IV, Louis XIII ou Louis XIV... L'objectif du cours est que l'élève puisse dire ce qu'est un roi absolu et qu'il fasse le lien entre la naissance d'un tel pouvoir en France et le besoin de paix civile qui apparaît après les guerres de Religion.
Un bien timide hommage à une royauté qui a su faire de Versailles le « *symbole d'une civilisation qui a été pendant de longues années la civilisation européenne, notre avance sur les autres pays étant considérable et notre prestige politique aidant à répandre notre langue et nos arts* », ainsi que l'écrivait Jacques Bainville. Ce qui disparaît, c'est l'image traditionnelle d'un roi guerrier, qui a œuvré pour sa gloire et celle de son pays et fait rayonner dans le monde une culture française portée par l'excellence intellectuelle et artistique, ainsi que le présentait l'école de la IIIe République.

« une honnête médiocrité ». Son souvenir n'a pourtant pas effacé tout à fait celui de Louis XIV. Qu'est-ce donc que la *« grandeur »*, dont l'impératif aura tant obsédé Louis le Grand ? C'est un de ses lointains successeurs, le général de Gaulle, qui a répondu, si l'on en croit Malraux : *« La grandeur est un chemin vers quelque chose que l'on ne connaît pas. »* Un chemin, en tout cas, pour tenter d'échapper au *Mané, Thécel, Pharès* du Livre de Daniel (tout sera compté, pesé, divisé) à quoi se restreint désormais l'horizon des politiques. *« Roi du monde »* : au-delà des considérations internationales, on peut entendre le titre avec l'ironie un rien réprobatrice qui sied à notre siècle mesuré, mais on peut se rappeler aussi que le "roi du monde" est une figure eschatologique de la Tradition à quoi le Roi Très Chrétien, qui avait reçu l'initiation du sacre, n'était peut-être pas tout à fait étranger.

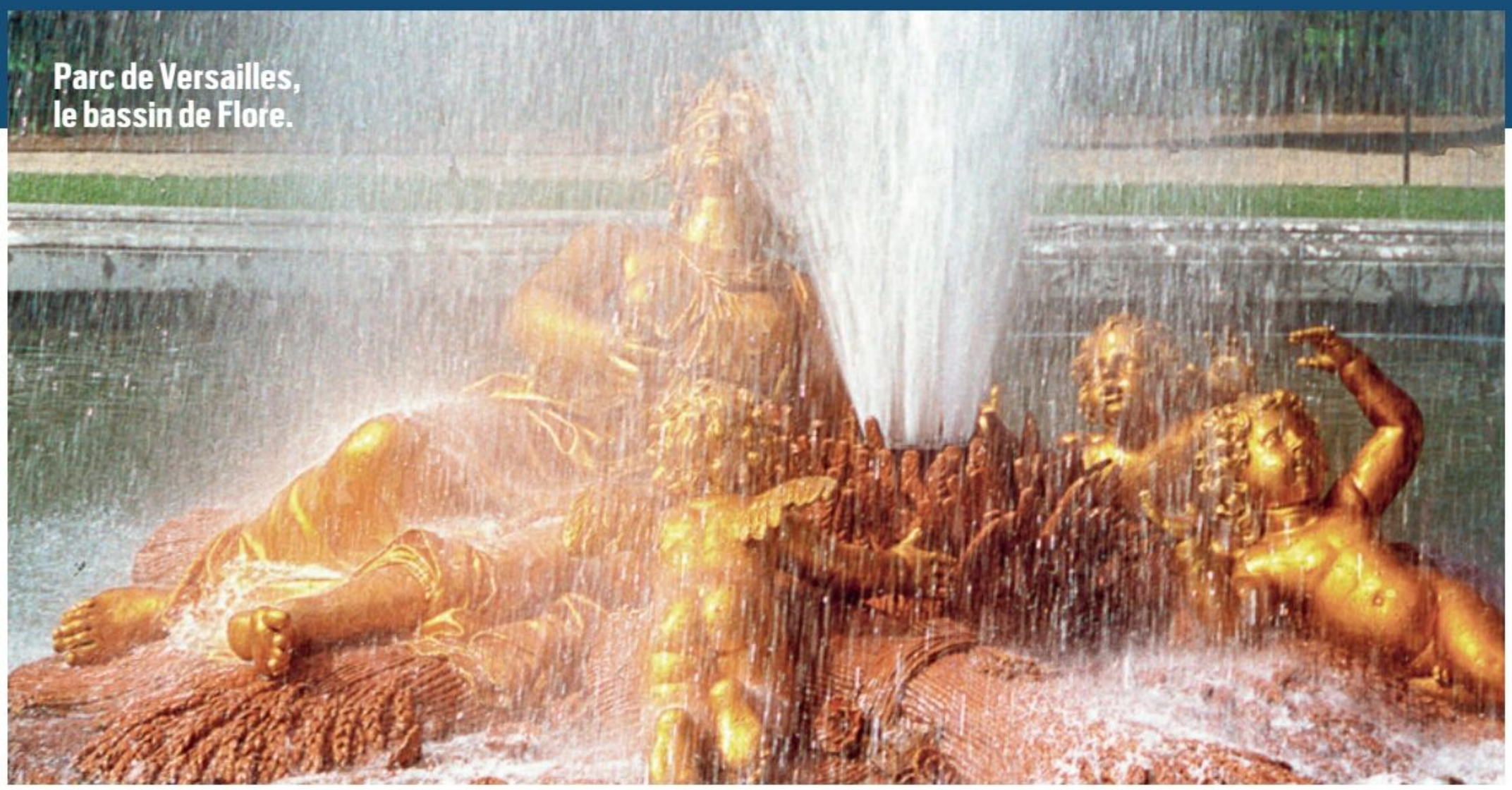
Faut-il dire encore que l'on regrette l'abrupt du trait final ? Quand, le 17 février 1715, guère plus de six mois avant de mourir, Louis XIV reçoit l'ambassadeur du Shah de Perse dans la galerie des Glaces, sur un trône doré façonné pour l'occasion et couvert des joyaux de la Couronne (« [sa veste] *était si lourde qu'il en changea immédiatement après la cérémonie* »), M. Mansel n'y voit qu'une dernière démonstration *« d'autorité mondiale et de vanité personnelle »*. Passe pour *« l'autorité mondiale »* : l'historien l'a illustrée par son propos ; mais la *« vanité personnelle »* ? La personne du Roi laisse-t-elle encore place à la vanité de l'individu ? En d'autres termes, que reste-t-il de l'individu dans le Roi ?

Ce qui nous ramène à une question primordiale : qu'est-ce qu'un Roi — et nommément, qu'est-ce qu'un Roi de France ? M. Mansel, dans une introduction cavalière très bienvenue, *« Mille ans de France »*, rappelle utilement des évidences que l'on méconnaît aujourd'hui et à défaut de quoi ce passé royal pourtant si proche est plus loin de nous que l'Inde ou que la Chine : il note en particulier que les Rois de France doivent tout à leur sacre (ce que Jeanne d'Arc est venue rappeler aux Français, et comment un historien anglais l'oublierait-il ?) : *« Ce rituel s'inspirait en partie de celui des rois d'Israël tel qu'il est décrit dans le Premier Livre de Samuel de l'Ancien Testament. À l'instar de ces derniers, le Roi de France n'était pas seulement couronné, mais recevait l'onction de l'huile sacrée. »* Henry Montaigu écrivait que le sacre, *« obéissant au même fil traditionnel, aux mêmes critères de dépouillement du moi, à la même rigueur fondamentale, transformait l'homme en fonction. »* Que Louis XIV soit devenu "le Roi", tout court, non seulement pour ses contemporains mais pour toute sa postérité jusqu'à nous, cette substitution à son nom propre du nom commun, ou pour mieux dire du nom absolu, signe assez l'effacement de l'individu devant sa fonction. (Il est vrai qu'un tel effacement est incompréhensible sous le règne précisément de l'individualisme ; incompréhensible, donc impossible, et qu'on n'y pourra voir que de l'hypocrisie, et dans le rituel du sacre qu'un simulacre.)

"À l'instar des rois d'Israël, le Roi de France n'était pas seulement couronné, mais recevait l'onction de l'huile sacrée", rappelle Philip Mansel.

Versailles, qu'il nous a légué, en quoi son règne s'est métamorphosé pour tous les temps à venir, est devenu le palais du Roi. Que ce palais ait survécu à la fin de la monarchie est une espèce d'énigme ou si l'on préfère de miracle, dont l'auscultation n'est pas de la compétence de l'historien. Napoléon a refusé d'y dormir — la seule fois, peut-être, où on le vit intimidé — ; on y proclama ensuite des empires et des paix aussi bruyants qu'éphémères ; la République prendra l'habitude d'aller s'y refaire un prestige sous les ors d'emprunt de la royauté disparue et les présidents iront là-bas se voir si beaux en ce miroir d'un monde qui pourtant ne les regarde pas. Par son sacre, le Roi est roi *in æternum*, dans l'éternité, et non pas seulement pour le temps que Dieu lui a imparti sur la terre : si bien que Louis XIV est toujours notre Roi, père de ses sujets, et qu'il peut bien permettre ces enfantillages à ceux qui s'imaginent le remplacer. ●

Louis XIV, Roi du monde,
de Philip Mansel, Passés composés, 848 pages, 29 euros.



Parc de Versailles, le bassin de Flore.

JAUBERT FRENCH COLLECTION / ALAMY STOCK PHOTO

Là où le Soleil luit

Versailles n'est pas qu'un simple chef-d'œuvre esthétique. Les bâtiments et les jardins constituent un ensemble d'une prodigieuse cohérence symbolique.

Versailles, domaine enchanté, habité de figures mythologiques — gracieuses naïades invitant à la rêverie, néréides de marbre ou tritons de bronze crachant leurs gerbes diamantées dans des bassins où miroitent mille soleils —, Versailles, peuplé de somptueuses divinités antiques ou d'allégories baroques, peintes par Charles Le Brun aux voussures de ses plafonds, est aussi — hélas! — un lieu enveloppé de nombreuses légendes que répètent, avec une régularité désespérante, des générations de manuels scolaires…

Que n'a-t-on dit sur la prétendue méfiance de Louis XIV envers Paris, où il a vécu les heures sombres de la Fronde, cette nuit des Rois de 1649 qui vit sa fuite à Saint-Germain, cette autre nuit du 9 février 1651, durant laquelle la foule des émeutiers qui avait envahi le Palais-Royal défila devant son lit de peur qu'il ne le quittât? Pure invention! La décision du roi de s'installer à demeure à Versailles date de 1677, soit vingt-cinq ans après la fin de la Fronde, et encore n'est-elle effective que le 6 mai 1682. Ses craintes auraient été bien tardives!

L'œuvre personnelle de Louis XIV

Autre légende: Versailles aurait été le tonneau des Danaïdes. Non. Chaque année, le roi n'y engageait pas plus de 3 à 4 % des dépenses de l'État. Au total, bâtiments et jardins compris représentent 82 millions de livres, l'équivalent de deux ou trois campagnes militaires. En regard, quelle gloire, quel prestige immortel pour l'art français! Tous les souverains d'Europe, fascinés, ont voulu imiter le Très-Chrétien et avoir leur Versailles…

S'il est, en revanche, un artiste à qui l'on doit, en premier lieu, rendre hommage, c'est bien lui, le roi. Versailles a été son œuvre personnelle, le fruit de sa constante volonté. C'est à elle, et à elle seule, qu'il faut attribuer cette éclatante réussite. Les architectes ont conseillé, tracé des esquisses et des plans, mais ils n'ont fait que suivre. C'est lui qui a suggéré, décidé, veillé aux détails: les travaux de maçonnerie, l'agencement d'une décoration intérieure, la pose d'une statue et d'un scabellon. Quand une façade ou un décrochement lui déplaisent, il les fait abattre. Ne rien négliger, ne rien abandonner à la médiocrité sont ses soucis constants, même lorsqu'il est aux armées. Et quelle patience, quelle détermination il lui faut pour résister aux critiques acerbes ou sceptiques de son entourage, Colbert, en premier lieu, qui tient les cordons de la bourse et n'a guère la fibre architecturale: *« Ah! quelle pitié,* lui écrivait-il, *que le plus grand roi fût mesuré à l'aune de Versailles…! »* ●

Jean-Christian Petitfils

Napoléon, polémique autour d'un bicentenaire

Le bicentenaire de la mort de l'Empereur, survenue le 5 mai 1821, souffre des polémiques répétées qui s'organisent depuis plusieurs années contre lui ; des pressions s'exercent pour faire obstacle à cette commémoration.

Par Éric Letty

L'acte d'accusation *post mortem* contre Napoléon est dressé, avec la participation de certaines personnalités politiques. Jean-Louis Debré affirme ainsi que Bonaparte *« est celui qui a mis fin à la République par son coup d'État de novembre 1799 »*. De même, Alexis Corbière estime que *« la République ne peut pas rendre un hommage officiel à celui qui en a été le fossoyeur en mettant fin à la première expérience républicaine de notre histoire pour créer un régime autoritaire » (voir, page 6, notre entretien avec Franck Ferrand)*. Plus autoritaire que la dictature du républicain Robespierre, qu'admire Corbière?

D'autres griefs sont portés par les militants des lobbies présumés "minoritaires" — antiracistes, "décolonialistes", féministes, etc. — qui grenouillent dans le marigot du politiquement correct. On avait déjà vu ces associations à la manœuvre en décembre 2005, lorsque le collectif Dom avait manifesté avec une centaine d'Antillais contre la commémoration d'Austerlitz. Il était déjà reproché à Napoléon d'avoir rétabli l'esclavage dans les colonies après son abolition officielle par la Convention en 1794. À l'époque, Jacques Chirac choisit de ne pas célébrer cette victoire, pourtant la plus célèbre de notre histoire militaire.

"La Bataille d'Austerlitz, 2 décembre 1805", par François Gérard.

BRIDGEMAN IMAGES

Le Martiniquais Louis-Georges Tin, ancien président du Conseil représentatif des associations noires de France (Cran), reprend le même thème pour assimiler la commémoration à une *« apologie de crime »*. Ces attaques produisent des résultats. La Fondation pour la mémoire de l'esclavage, présidée par Jean-Marc Ayrault, a été autorisée à relire et amender les cartels présentés dans le cadre de l'exposition phare prévue à la Villette à partir du 14 avril 2021 *[contacté, le service de presse de la fondation a démenti cette information, qui nous a toutefois été confirmée par plusieurs sources]. « Il serait impensable de faire l'impasse sur cette partie sombre »* de l'œuvre impériale, a averti l'ancien Premier ministre. Peut-être pour expier la faute d'avoir été pendant vingt-trois ans le maire de la ville de Nantes, qui prospéra jadis grâce au commerce triangulaire?

Les féministes, aux yeux desquelles Napoléon est coupable d'avoir consacré la toute-puissance du *pater familias* au sein de la famille, apportent aussi leur pierre à cette *« grande offensive de lapidation collective »*, comme l'appelle Thierry Lentz. Dans un petit livre en forme de coup de gueule, *Pour Napoléon*, cet historien, directeur de la Fondation Napoléon, dénonce une campagne commencée l'été dernier avec la destruction de la statue de Joséphine de Beauharnais à Fort-de-France par des activistes "anticolonialistes", l'aspersion de celle de Napoléon lui-même à La Roche-sur-Yon, ou le projet du maire écologiste de Rouen de remplacer la statue équestre de l'Empereur, installée depuis plus d'un siècle et demi devant l'hôtel de ville, par celle d'une femme — qui pourrait être l'avocate féministe Gisèle Halimi. Une campagne ➤

Jacques Chirac choisit de ne pas célébrer la victoire d'Austerlitz, pourtant la plus célèbre de notre histoire militaire.

L'AIGLE IMPÉRIALE, UNE ESPÈCE À PROTÉGER

Il a perdu la bataille des manuels scolaires: au collège, l'Empereur n'y figure plus qu'à titre facultatif! L'auteur du Code civil, l'homme d'État et surtout le génie militaire sont presque ignorés des élèves, qui n'auront qu'un aperçu sommaire de l'époque où la France rayonnait dans le monde entier. Abordé sereinement en Allemagne et au Royaume-Uni, l'Empereur n'a cessé d'essuyer des salves en France. Napoléon? *« Un beau salopard »*, lâchait Claude Sérillon, proche conseiller de François Hollande. *« La Légion d'honneur est vicieuse.* (...) *C'est une honte de l'accepter, elle a été créée par celui qui a rétabli l'esclavage »*, renchérissait Edwy Plenel. Tout cela n'est rien face au torrent de critiques déversées par Claude Ribbe sur l'Empereur dans *Le Crime de Napoléon* (éditions Privé, 2005). *« Écrivain, historien et philosophe guadeloupéen »*, Ribbe y qualifiait Napoléon Ier de *« despote misogyne, homophobe, antisémite, raciste, antirépublicain »* à *« pulsions génocidaires »*, qui aurait servi de *« modèle à Hitler »*!
La raison de ce réquisitoire: le rétablissement de l'esclavage, en 1802, sous le Consulat. Les historiens spécialistes de la période ont réfuté la thèse anachronique de Claude Ribbe. *« Feindre d'ignorer que Napoléon Bonaparte — les minutes du Conseil d'État le prouvent — était contre ce rétablissement et qu'il s'est fait piéger par les armateurs, c'est priver les élèves d'une complexité qui constitue précisément l'intérêt et la vérité de tout événement historique »*, affirme Dimitri Casali. *« Il n'y a pas chez Napoléon de volonté génocidaire »*, ajoute Thierry Lentz. Pourtant, l'accusation fit tant de bruit que Jacques Chirac et Dominique de Villepin s'abstinrent d'assister au bicentenaire d'Austerlitz.
La polémique explique aussi la relégation de Napoléon dans les manuels scolaires. Des grognards et des aigles françaises, on ne parle plus. *« Voulez-vous savoir ce qu'est l'histoire?* demandait Talleyrand. *C'est l'éternel combat du mensonge contre la vérité... »* M. F.

Commémoration de la défaite française de Trafalgar, à Portsmouth, le 28 juin 2005. On se demande ce que le “Charles-de-Gaulle” pouvait bien y faire.

JOHN D. MCHUGH/AFP

dont Françoise Vergès, politologue féministe “décoloniale”, résume l’argumentaire en décrivant un Napoléon, *« raciste, sexiste, despotique, militariste, colonisateur, mais tout cela est mis sous le tapis »*. Fermez le ban!

Or, justement, rien n’est mis sous le tapis. *« Personne n’a jamais nié, même au XIXe siècle, que Napoléon ait rétabli l’esclavage, et depuis une trentaine d’années ce sujet est abordé dans tous les écrits généraux napoléoniens »*, rappelle Thierry Lentz. Le sort des femmes sous l’Empire n’est pas moins connu: *« Le Code civil constitue une régression du statut de la femme par rapport à l’Ancien Régime honni et aboli. Seul acquis, le divorce, maintenu grâce à Napoléon, qui veut se ménager la possibilité d’avoir un héritier avec une autre femme que Joséphine »*, écrit l’historien Jean Tulard, grand spécialiste de la période, dans son *Histoire et dictionnaire du Consulat et de l’Empire*, paru en 2009.

La commémoration du bicentenaire de sa mort n’est pas supposée, en effet, se réduire à une apologie de Napoléon, qui reste *« un personnage majeur*

RÉPUBLIQUE, RACISME : PROCÈS EN CASCADE

NAPOLÉON ÉTAIT-IL RACISTE?

L’accusation de racisme portée contre Bonaparte repose sur le rétablissement de l’esclavage en 1802 aux Antilles, ainsi que l’envoi de troupes à Saint-Domingue pour y combattre Toussaint-Louverture, ancien esclave qui avait pris le pouvoir sur l’île. Jean Sévillia, auteur d’*Historiquement correct*, y voit pourtant un anachronisme: *« Le concept de racisme était inconnu à l’époque*, explique-t-il; *il s’agissait d’un choix économique et géopolitique, sans souci des aspects humains, dans le contexte de l’antagonisme entre la France et l’Angleterre — qui n’avait, elle, pas aboli l’esclavage. La réduction dérisoire de l’œuvre napoléonienne au rétablissement de l’esclavage est typique de l’historiquement correct: on se focalise sur un élément sorti de son contexte et relu sous l’éclairage des mentalités actuelles. »* Dans son *Napoléon, dictionnaire historique*, au chapitre consacré à l’esclavage Thierry Lentz rappelle en outre qu’à l’origine le Premier consul était opposé à ce rétablissement, et *« qu’il y avait dans la Grande Armée, non seulement des généraux noirs ou mulâtres, mais aussi des bataillons entiers issus de recrutements coloniaux »*. Au nombre de ces généraux figurait le père d’Alexandre Dumas, fils d’un aristocrate et d’une esclave. É. L.

NAPOLÉON FUT-IL LE “FOSSOYEUR” DE LA RÉPUBLIQUE?

C’est le procès que lui font Jean-Louis Debré et Alexis Corbière *(voir, page 6, l’entretien avec Franck Ferrand)*. À l’opposé, les historiens royalistes comme Jacques Bainville ont reproché à l’Empereur, non sans quelque motif, d’avoir sauvé les principes de la Révolution. *« Le mot République n’avait pas le même sens voilà deux siècles qu’aujourd’hui*, explique Thierry Lentz. *À l’époque, il correspondait au concept de* res publica *romain. La République pouvait être gouvernée par un monarque ou par des assemblées, elle n’en restait pas moins la République. Tout le complot de Brumaire, à la faveur duquel Napoléon prend le pouvoir en 1799, est le fait de républicains, qu’il s’agisse de Sieyès ou de Bonaparte lui-même. Leur coup d’État ressemble à celui de Robespierre contre les girondins et à ceux qui ont eu lieu sous le Directoire. Il réussit et débouche sur un régime de réconciliation et d’affirmation des principes de la Révolution. »* É. L.

La commémoration n'est pas supposée se réduire à une apologie de Napoléon, qui reste "un personnage majeur de l'histoire de France, auquel nous devons une grande partie de nos institutions, pour le meilleur et pour le pire".

Jean Sévillia.

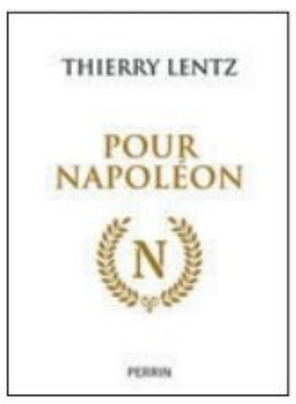
de l'histoire de France, auquel nous devons une grande partie de nos institutions, pour le meilleur et pour le pire », souligne l'historien et journaliste Jean Sévillia. Mais les zélateurs de la haine et de la honte de soi se préoccupent moins de vérité que de déconstruire l'histoire de France. *« Chacun le pressent, Napoléon n'est pas leur cible principale mais un élément tactique d'une stratégie qui vise à dégoûter les Français de leur histoire, à les déraciner toujours un peu plus pour planter sur la friche une nouvelle et "bienfaisante" doxa qui écarte le savoir et la raison au profit des seules passions minoritaires qui ont pignon médiatique sur rue. L'avant-garde du mouvement sait qu'un peuple sans passé, sans conscience et — mieux — sans connaissance est manipulable à l'envi »*, écrit Thierry Lentz.

Faudra-t-il renvoyer les cendres de Napoléon à Sainte-Hélène ?

Comment le gouvernement tranchera-t-il ? Il reste pour l'instant dans l'expectative et la prestation d'Élisabeth Moreno, ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, le 7 mars sur le plateau du *Grand Jury RTL*, est révélatrice de ses hésitations. Sommée de se prononcer *« pour ou contre la célébration du bicentenaire de Napoléon »*, elle a répondu : *« Napoléon est l'un des plus grands misogynes que j'aie jamais lus… et il a rétabli l'esclavage. Et en même temps c'est un grand homme de l'histoire française ; donc je passe, je ne sais pas. »* Certaines rumeurs, circulant au début du mois de mars 2021, laissaient à penser que le Premier ministre inaugurerait l'exposition de la Villette, et que le président de la République pourrait prononcer un discours. Ce serait le service minimum… Mais ces incertitudes montrent que les détracteurs du "roman national" ont d'ores et déjà marqué des points. ●

NAPOLÉON ÉTAIT-IL UN PROTOTYPE DE "MÂLE BLANC HÉTÉROSEXUEL" ?

Dans son *Dictionnaire historique*, Thierry Lentz présente un florilège de réflexions de Napoléon sur les femmes, assurément misogynes. Il estime que *« la femme appartient à son mari comme la pomme au propriétaire du pommier »* et affirme encore en 1816 que *« le désordre se fût entièrement mis dans la société si les femmes étaient sorties de l'état de dépendance où elles doivent rester »*. Sous son règne, filles et épouses sont cantonnées à un statut de mineures, dans le cadre d'une famille placée sous l'autorité du père et du mari. Jean Tulard souligne de même que *« dans la société militarisée de l'Empire, leur place est au foyer et la bourgeoisie triomphante ne voit en elles que des reproductrices »*. *« Les hommes du temps, Napoléon en tête, estimaient que, fondement de la reconstruction sociale, l'ensemble familial ne pouvait qu'être ordonné sous cette forme stricte. Ces dispositions avaient de graves inconvénients pour les femmes, assujetties à leur père puis à leur mari, ce que les juristes avaient cru adoucir par la contrepartie des protections personnelles et patrimoniales »*, observe Thierry Lentz dans *Pour Napoléon*. L'Empereur ne concevait pas non plus que les femmes pussent se mêler de politique (*« Combien sont malheureux les princes qui laissent prendre aux femmes l'influence sur les affaires politiques ! »*, déclarait-il), mais les conceptions révolutionnaires n'étaient pas moins éloignées du féminisme moderne. Mme de Staël, exilée par le Premier consul en 1803, ne connut pas le sort tragique des championnes de l'émancipation des femmes en 1793, comme Olympe de Gouges, qui fut guillotinée, ou Théroigne de Méricourt, fouettée publiquement par les harpies de la Société des républicaines révolutionnaires. É. L.



Pour Napoléon,
de Thierry Lentz,
Perrin,
224 pages, 15 euros.

Orages révolutionnaires

**Il y a eu avant, “la douceur de vivre”… et pendant :
meurtres, massacres, “populicide”. Un pays à feu et à sang,
une économie ruinée, les armées révolutionnaires
précipitées sur l’Europe.
Pour un bilan social ridicule.
Mais un État à la puissance dorénavant décuplée,
et les prémices d’un monde
où ni Dieu ni homme n’ont plus la moindre valeur.**

IVY CLOSE IMAGES / ALAMY STOCK PHOTO

**“La Prise de la Bastille”
(illustration britannique, XX^{e} siècle).**

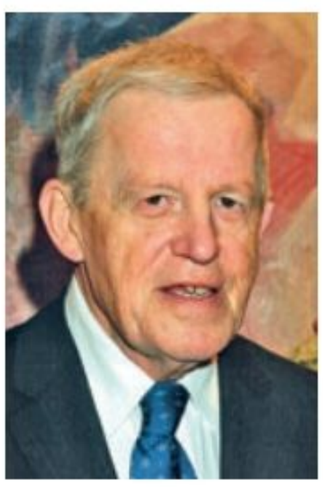
Jean de Viguerie : “La tolérance n’est qu’une façon de se servir soi-même”

L’analyse à contre-courant d’un historien des Lumières sur les origines de la pensée moderne.

Propos recueillis par Marie d’Armagnac

Professeur émérite d’histoire moderne, ancien doyen de la faculté des lettres et des sciences humaines de Lille, spécialiste de l’histoire de l’éducation en France sous l’Ancien Régime, féru d’histoire religieuse, Jean de Viguerie (1935-2019) était l’auteur d’*Histoire et Dictionnaire du temps des Lumières*, référence incontestée de l’étude de cette période.

En 1998, il signait un puissant essai, *Les Deux Patries*, couronné du prix des Intellectuels indépendants. Remontant aux sources de la pensée politique contemporaine, il y analysait comment, en deux siècles, on est passé de l’idée ancienne et quasi immémoriale de la France terre des pères, pays de la naissance et de l’éducation, à l’idée moderne et révolutionnaire de la nation. Surtout, il expliquait comment cette nouvelle conception idéologique, née à gauche, a fini par s’imposer à droite, auprès de ceux-là mêmes qui, de tradition, y étaient le plus étrangers.



En 2000, sous le titre *Itinéraire d’un historien*, Jean de Viguerie publiait un nouveau volume, mi-livre de souvenirs, mi-livre d’histoire et de réflexion sur la crise de l’intelligence du XVII^e siècle à nos jours. À travers dix courtes études — qui vont de la révocation de l’édit de Nantes aux idées politiques de Louis XVI, en passant par le concept de tolérance au XVIII^e siècle —, il apportait dans cet ouvrage un éclairage capital sur les racines intellectuelles de la modernité. Il avait alors accordé un entretien au *Spectacle du monde*.

Évoquant la fameuse étude de Paul Hazard *La Crise de la conscience européenne 1680-1715* (1946), et plus précisément son commentaire des *Réflexions critiques* de l’abbé Du Bos, où ce dernier définit l’homme comme un automate régi par ses sensations, ses impressions, vous en montrez les limites. Une telle philosophie n’a-t-elle pas des conséquences politiques?

PHOTOS : GETTY IMAGES VIA AFP ; MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE NANTES

“Les Noyades de Nantes en 1793” (tableau de Joseph Aubert de 1882, musée d’Art et d’Histoire de Cholet). Page de gauche, Jean de Viguerie (1935-2019).

Le salon de Mme Geoffrin, par Lemonnier (1755).

WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

En effet, l'abbé Du Bos expliquait — nous sommes en 1740 — que l'on peut mouvoir les hommes machinalement par le jeu des émotions. Cela va loin.

Les philosophes des Lumières le disent très expressément: il faut conduire l'homme, il faut le guider à son insu. Diderot s'est fait le théoricien de cette façon d'influencer les hommes: qu'ils ne s'en aperçoivent pas; qu'ils croient toujours qu'ils font ce qu'ils veulent, alors qu'on les manipule. On retrouve cette idée chez Voltaire aussi.

Et c'est ce que nous voyons aujourd'hui: des peuples entiers croient qu'ils vivent normalement, qu'ils jouissent de la liberté et des droits de l'homme, alors qu'en fait ils en sont totalement privés, qu'ils n'ont plus aucune liberté, sont complètement sous influence, manipulés. Ceci est l'aboutissement d'un travail de longue haleine, qui a commencé à la fin du XVII^e^ siècle, et dont on peut estimer qu'il a parfaitement réussi.

Dès le siècle des Lumières, l'homme n'est plus considéré par les philosophes que du point de vue de son utilité matérielle. Cela n'évoque-t-il pas notre société contemporaine où l'homme est réduit à son rôle utilitaire?

L'utile, disait Diderot, est la mesure du vrai, la mesure du juste, la mesure du beau. Et qu'est-ce qui est utile? Ce qui fait du bien, à soi-même et aux autres, d'un point de vue matériel. Mais l'amour des autres n'est que l'extension de l'amour de soi-même. Il ne faut pas s'illusionner sur cet altruisme: c'est en réalité une prolongation de l'amour-propre. Rousseau le dit très expressément, Marmontel aussi dans son *Bélisaire*: en étant bienfaisant, Bélisaire se rendait service à lui-même. Cette bienfaisance dont on parle beaucoup au XVIII^e^ siècle, qui est, avec la tolérance, une des valeurs philosophiques des Lumières, n'est qu'une façon de se servir soi-même et d'augmenter ses propres avantages. Et l'humanitarisme d'aujourd'hui procède directement de cette bienfaisance-là. C'est la solidarité avec l'espèce. "Soyons bons avec les autres animaux, parce que nous en avons besoin." Ce n'est rien d'autre que cela.

Rousseau disait: *« Je hais les livres. »* Pour les philosophes des Lumières, tout ce qui peut enrichir l'imagination est à bannir car ce n'est pas utile, d'où le discrédit jeté sur l'enseignement des humanités. Pourriez-vous préciser ce point?

Un philosophe du XVIII^e^ siècle disait: *« La physique ouvre le bonheur »*, alors que les lettres n'ouvrent rien du tout de son avis. Les sciences sont utiles car elles permettent d'augmenter le bien-être, la qualité de la

L'HOMME ET L'HISTOIRE

« La plupart des historiens s'emploient à réduire l'homme à très peu de chose. Certains même voudraient presque le supprimer. Michel Foucault disait en parlant de l'homme: **"Ça parle!" "Pas l'homme,** ***ordonnait Lucien Febvre,*** **encore une fois jamais l'homme. La société humaine, les groupes organisés."** ***Cette façon révolutionnaire de considérer l'histoire explique que l'on n'étudie plus que les comportements, et à la rigueur les mentalités. C'est ce qui rend souvent l'étude de l'histoire si déprimante pour ceux qui s'y adonnent. J'ai souvent remarqué cette espèce de lassitude chez les étudiants. Et si beaucoup sont bien intégrés dans le système, il n'y a plus cette passion de la découverte. Car ce qui est passionnant, dans l'histoire, ce sont les hauts faits, les exploits, les grandes idées, les grandes réalisations: aujourd'hui, on fait surtout dans le petit. »***

Jean de Viguerie

vie, comme nous disons aujourd'hui. Les lettres ne font rien de tel. Elles ont, de plus, ce grand défaut de divertir l'homme de sa fin principale qui est d'augmenter sa prospérité matérielle. Il va se mettre à penser, à réfléchir, à rêver, et il ne pensera pas à ce qui est utile, à ce qui fait augmenter la production, et à tout ce qui fait l'homme-animal d'aujourd'hui.

Le discrédit des lettres commence avec cette fameuse *« crise de la conscience européenne »*, dans les années 1680-1715, étudiée naguère par Paul Hazard: à ce moment-là, il s'opère dans la théorie pédagogique une véritable révolution dont on ne parle jamais, dont on ne souligne pas suffisamment l'importance — que Paul Hazard lui-même n'a pas vue —, et qui est la plus grande révolution pédagogique de tous les temps. Définie alors d'un point de vue théorique, cette nouvelle pédagogie ne va pas, toutefois, être appliquée immédiatement. La Révolution a essayé, mais elle n'a pas pu. Et Napoléon est revenu à l'enseignement classique du latin et des lettres, parce qu'il pensait que les enfants y prendraient des leçons d'obéissance au pouvoir politique. Il voyait les Romains obéissant à l'empereur, et des leçons de ce genre. La IIIe République n'a pas osé rompre avec cette tradition. Ce n'est qu'à partir de 1960 que la théorie pédagogique concoctée à la charnière des XVIIe et XVIIIe siècles sera appliquée. En quoi consiste-t-elle? À estimer que ce qui importe ce n'est pas le savoir, c'est la méthode; ce sont les sciences et non les lettres.

"Influencer les hommes: qu'ils ne s'en aperçoivent pas; qu'ils croient toujours qu'ils font ce qu'ils veulent, alors qu'on les manipule."

Ces nouveaux principes pédagogiques ne laissent plus à l'enfant un seul instant de solitude et de liberté. Peut-on les rapprocher du "tout-éducatif" que l'on connaît aujourd'hui?

Les enfants sont eux aussi manipulés. Il faut d'abord manipuler le citoyen en herbe, d'autant plus qu'il n'y a plus d'idées innées: on estime, à partir du XVIIIe siècle, que l'éducation fait tout et peut tout faire. C'est la grande idée d'Helvétius, et ce fut celle des grands pédagogues des XIXe et XXe siècles, Pestalozzi et autres. L'éducation va donc fabriquer l'enfant. Pour ➤

AKG-IMAGES / ERICH LESSING

Denis Diderot, par Fragonard (1796).

cela, on ne le laissera pas un seul instant livré à lui-même. *« Qu'il croie toujours être le maître*, écrivait Rousseau dans l'*Émile*, *et que ce soit toujours vous qui le soyez. Il n'y a point d'assujettissement si parfait que celui qui garde l'apparence de la liberté; on captive ainsi la volonté même. »*

Ce mode d'éducation est contraire à l'éducation que l'on pratiquait depuis les origines de l'humanité, avant tout fondée sur le respect de l'enfant, le respect de sa nature. "Nature passe nourriture", disait un vieil adage du XVI^e^ siècle. La nature c'est l'enfant, la nourriture c'est l'éducation. Un autre pédagogue de la même époque disait — je résume — qu'il fallait de temps en temps laisser trotter l'enfant devant soi pour savoir comment il fonctionnait. Si on ne le laissait pas faire, on ne savait pas qui il était. Ces principes ont été oubliés par les éducateurs modernes. Alors, nous voyons aujourd'hui cette manipulation de l'enfant entreprise dès la naissance. L'enfant est pris en main tout de suite, on s'emploie à en faire un citoyen: c'est la crèche, c'est l'école maternelle. Quand il rentre à la maison, c'est l'écran de télévision. S'il avait encore une nature, il ne la conserverait pas longtemps.

Vous évoquez longuement une des valeurs essentielles des Lumières, la tolérance. Elle constitue un dogme de notre temps. Quels en sont les ressorts?

Respecter toutes les opinions, c'est un des principes de la Déclaration des droits de l'homme. Ainsi, on dit "opinion religieuse", on ne dit pas "religion", car la tolérance philosophique n'est pas dirigée seulement contre le catholicisme, mais contre toutes les dévotions. Voltaire haïssait presque autant les calvinistes et les musulmans que les catholiques. Cette philoso-

LIBERTÉ DE CONSCIENCE ET VÉRITÉ

« Depuis les Lumières, la liberté est confondue avec la sincérité. Or, ce n'est pas parce qu'on est sincère que l'on est libre. On est libre si l'on choisit la vérité et si l'on se conforme à sa nature. Notre nature humaine c'est le libre arbitre, mais c'est aussi la raison. Et si nous ne nous conformons pas à notre nature humaine d'êtres raisonnables cherchant la vérité et acceptant la vérité telle qu'elle nous a été révélée, nous ne sommes plus des êtres humains. Dans cette étude sur les prélibéraux, je voulais montrer à quel point cette notion de liberté avait été réduite. En effet, pour ces théoriciens précurseurs du libéralisme, la liberté n'est que la faible marge laissée par l'État au pauvre sujet et au pauvre citoyen. La liberté est entre les mains de l'État qui peut l'augmenter ou la réduire. Dès lors, il n'y a plus qu'une solution: c'est que l'État ou le roi soient bons. Et comme, très souvent, ils ne le sont pas, la liberté disparaît. Cette réduction de la notion de liberté est un des aspects les plus impressionnants de l'affaiblissement de l'intelligence politique à l'époque moderne. Regardez ce qui se passe aujourd'hui: il faut que les gens croient qu'ils sont libres, tandis qu'on leur supprime leur liberté. On ne parle jamais autant de liberté que quand elle est en train de disparaître. »

Jean de Viguerie

phie pose en principe qu'il ne faut pas avoir de religion pour mériter la tolérance. Pour le bon peuple, le vain peuple, les braves gens, les bien-pensants, la tolérance consiste à respecter les convictions. Mais ce n'est pas du tout cela. Au contraire, si vous êtes catholique pratiquant, ou protestant sincère et convaincu, ou même musulman, vous êtes considéré comme un fanatique et vous n'avez pas droit à la tolérance des autres; il faut vous écraser, vous empêcher de vous manifester: c'est le langage et l'action de tous ceux qui nous gouvernent depuis fort longtemps.

Tout cela est ignoré de nos contemporains, qui se méprennent totalement sur la nature de la tolérance. C'est au nom de la tolérance que l'on a guillotiné et fusillé pendant la Révolution. Lorsqu'on massacrait les paysans vendéens, l'on se contentait d'écrire sur le registre d'écrou, à côté de leur nom, la lettre F, qui signifiait fanatique. Car non seulement il ne fallait pas les tolérer, non seulement il fallait les empêcher de se manifester, mais encore — et là on arrive à l'essentiel — il fallait les tuer. Il fallait les tuer parce qu'ils étaient méchants. Ils étaient méchants parce qu'ils étaient fanatiques, et ils étaient fanatiques parce qu'ils ne pratiquaient pas la *« religion civile »* dont parle Jean-Jacques Rousseau. Et à ce titre-là, ils ne faisaient plus partie de l'espèce, ils n'étaient pas des animaux comme les autres, ils compromettaient donc gravement l'espèce, risquaient de la contaminer, de la souiller, faisant courir un grand risque à tous les tolérants.

Et l'on aborde ici une autre question: pourquoi tue-t-on? C'est la grande question de l'époque contemporaine, depuis trois siècles, à laquelle très peu de gens s'efforcent de répondre. Et même s'ils s'y efforçaient, la plupart n'auraient pas les moyens de donner une réponse, car ils n'ont pas étudié suffisamment les écrits et les actes de cette période capitale qui se situe entre 1680 et 1715.

Lefranc de Pompignan parle, en 1763, des *« excès inexcusables de la Ligue »*, de *« toutes les violences commises au nom de la religion »*. Cela n'est pas sans nous rappeler toutes les repentances auxquelles nous assistons...

23

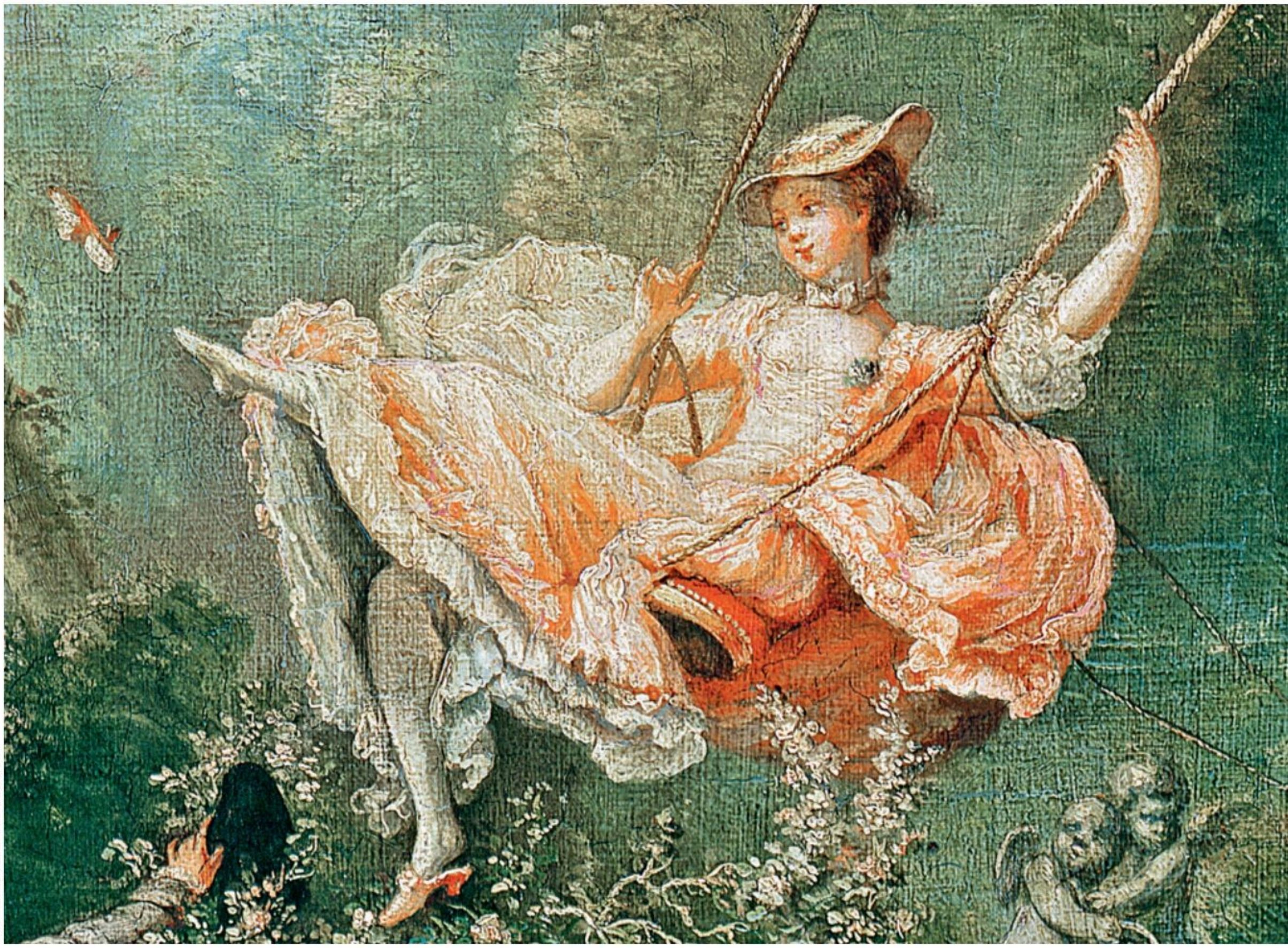
C'est le nombre d'ouvrages publiés par Jean de Viguerie, dont: *L'Institution des enfants, l'éducation de la France au XVI^e^ et au XVII^e^ siècle,* *Calmann-Lévy (1978);* ***Christianisme et Révolution*** *(1986) et* ***Le Catholicisme des Français dans l'ancienne France*** *(1988), Nouvelles Éditions latines;* ***Histoire et Dictionnaire du temps des Lumières,*** *Laffont, coll. "Bouquins" (1995);* ***Les Deux Patries*** *(1998) et* ***Itinéraire d'un historien*** *(2000), Dominique Martin Morin.*

La repentance, c'est la tolérance mise à la sauce religieuse. Et par là nous touchons un fait historique très important, que j'aborde plusieurs fois dans mon ouvrage, celui de l'impréparation et de la mauvaise formation doctrinales, et, partant, de la très faible réaction du clergé — dans les meilleurs des cas — aux avancées philosophiques modernes. Ce fait n'est pas récent. Nous voyons cela dès la fin du XVII^e^ siècle.

Un cas très frappant est celui de Bossuet: bien que formé à la scolastique, bien que thomiste, Bossuet a été tenté et séduit par le cartésianisme. Et ne parlons pas du XVIII^e^ siècle, où certains prélats sont totalement imprégnés des idées philosophiques modernes. Il est surprenant, dans ces conditions, que le clergé ait pu opposer un refus presque unanime à la Constitution civile du clergé. Sans doute leur avait-on quand même enseigné, au séminaire, ce qu'était l'Église. Mais il est aussi remarquable que les évêques français contemporains de la Révolution aient protesté très vivement contre les condamnations du pape Pie VI à l'endroit de la Déclaration des droits de l'homme.

Cette ancienneté de la faiblesse doctrinale de l'épiscopat et du clergé est à souligner, en France particulièrement. Prenez, par exemple, une correspondance, qui date des années cinquante de notre siècle, entre le doyen de la faculté de théologie d'Angers, le chanoine Catta, et un religieux romain. De quoi parlent-ils essentiellement? Ils parlent sans cesse de la faiblesse doctrinale des évêques de l'époque, de leur manque d'intérêt pour les questions doctrinales. ●

"Ce n'est pas parce qu'on est sincère que l'on est libre. On est libre si l'on choisit la vérité et si l'on se conforme à sa nature. Notre nature humaine c'est le libre arbitre, mais c'est aussi la raison."



WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

Avant l'orage

Le XVIII^e siècle marqua l'apogée d'un art de vivre. Il jeta les derniers feux d'une civilisation dont les élites préparaient la perte. Il revit à travers l'anthologie de ses mémorialistes.

Par Hilaire de Crémiers

Charmant XVIII^e siècle français! L'esprit tant soit peu cultivé y revient toujours. Tout lui parle un langage familier, et pas seulement la langue nette et alerte, la façade harmonieuse d'un hôtel, la grâce d'un salon Louis XV, la finesse exquise des décors, toilettes, la délicate fantaisie qui anime jusqu'aux détails d'orfèvrerie, les agréments d'une peinture… Et comment ne pas ajouter les allègres clartés d'une musique si lucide qu'elle frappe d'abord l'esprit?

Le XVIII^e siècle est-il si loin de nous? Le monde moderne en est sorti. Et pourtant, l'accouchement n'a pas consacré une filiation: il est apparu comme une rupture. L'Ancien Régime avait vécu; le nouveau le remplaça. Pour tirer la leçon du siècle, rien ne vaut de le parcourir avec ses mémorialistes. Or, les mémorialistes et les pseudo-mémorialistes abondent. Certains Mémoires sous forme de libelles et autres contrefaçons n'ont servi qu'à l'historiographie révolutionnaire, tels les Mémoires d'une certaine Jeanne de Valois ou les écrits d'un Soulavie.

On dispose, comme témoins, d'hommes fort différents. Quel crédit accorder au marquis d'Argenson? — celui-là que la Cour surnommait d'Argenson la Bête! Esprit faux et chagrin, il se cherche une revanche à tous ses déboires de cour. Il dénigre toute autorité ins-

“L’Escarpolette”, de Jean-Honoré Fragonard (musée Lambinet, Versailles). La “douceur de vivre”.

tallée; il exagère les événements: les disettes deviennent des famines, les inondations des déluges. Il fait partie de ces esprits pour lesquels il faut que tout aille mal pour qu’ils soient assurés d’avoir raison.

Que vaut son témoignage placé à côté d’un duc de Croÿ, d’un marquis de Bombelles, dont les plumes sont d’une véracité fine et distinguée? Il est permis aussi de préférer un prince de Ligne, prince charmant et charmeur, ami de la France et du goût français, de Versailles et de sa reine. Dans un autre ordre, les récits d’un Marmontel, tout philosophe qu’il soit devenu, d’un Rétif de la Bretonne, tout insensé qu’il paraisse, sont remplis de faits vrais, de descriptions précises. Ces fils de pauvres laboureurs disent bien l’état de la France dans ses campagnes: ce n’est pas la misère, loin de là, même s’il y a de la pauvreté. Et quelle décence dans cette vie campagnarde! Ils en gardent un souvenir ému. Cela vaut mieux que les méchants souvenirs d’un Ménétra ou d’un Jamerey-Duval.

C’est tout un itinéraire à travers la France, ses campagnes, ses villes, ses activités, ses métiers, ses états, ses institutions, sa religion toujours bien vivante et traditionnelle en beaucoup d’endroits, ses règnes et ses rois, sa Cour si décriée, ses gouvernements si honnis, en n’oubliant pas d’être circonspect sinon méfiant sur certains auteurs trop marqués d’un mauvais esprit.

Les trésors de l’esprit français

Sous la plume des meilleurs d’entre eux, le XVIII[e] siècle gagne au contraire en vérité et en précision. Le charme de son intimité, la psychologie de ses personnages, tel un Chardin, tel un Latour… Certes, la mode pouvait faire des ravages. Elle fut plus exigeante, plus prompte qu’en aucun temps. La recherche d’habillement donna pendant quelque temps dans le ridicule, voire l’extravagance. L’anglomanie, les chinoiseries, les antiquailleries firent commettre aussi des sottises. Il y eut même du mauvais goût, oui, du très mauvais.

Mais jusqu’à la veille de la Révolution il se maintint dans la société et dans l’art, malgré la licence des mœurs et le dérèglement des esprits, ce qu’on appelait en ce temps-là un ton juste. Savent en parler: un Ségur, une baronne d’Oberkirch… Ce ton juste se retrouvait jusqu’au fond des provinces et dans les milieux les plus humbles. C’était un savoir-vivre. Un esprit piquant le relevait de ses saillies. La connaissance des cœurs ne s’aveuglait sur rien en dissimulant tout; la langue y gagnait une rare finesse. Le plus froid cynisme pouvait servir un goût de vérité et d’analyse: en témoignent *Les Liaisons dangereuses*! Enfin, un fond jaillissant de gaieté, même au milieu des tristesses de la vie, enjolivait le tout.

Charmant et terrible XVIII[e] siècle français! Qui eut pu croire que des conversations de souper en agréable compagnie finiraient un jour en vociférations de rues, en têtes coupées, en révolution? L’avaient-ils prévu, ces convives des soupers du Temple chez Vendôme et chez Conti; ces gens de lettres, ces artistes que se disputaient les salons de la marquise du Deffand, de Mlle de Lespinasse, de Mme Geoffrin? Ils ne pensaient, disaient-ils, qu’à libérer l’humanité des ténèbres: les d’Alembert, les Diderot, les Raynal…

Ce ton juste se retrouvait jusqu’au fond des provinces et dans les milieux les plus humbles. C’était un savoir-vivre.

Ils profitaient plus que d’autres de l’urbanité d’une société qui songeait davantage à les protéger qu’à les poursuivre. Ils vivaient de l’élégante courtoisie d’un monde dont ils sapaient les fondements. L’élite a trop légèrement accueilli des idées dont elle ne voyait pas la charge explosive. Il y avait un tri à faire entre les critiques nécessaires, les idées nouvelles qu’une science moderne ne pouvait récuser, et les faussetés dangereuses de systèmes subversifs.

Ces systèmes relevaient, d’ailleurs, d’une pensée chimérique. Un juste esprit critique, une vraie science empirique auraient dû, auraient pu anéantir de tels mythes. Voltaire a bien raillé Rousseau. C’était l’ensemble qu’il fallait railler; certains l’ont fait, ils ne furent pas soutenus. Bientôt arriva la génération des disciples: ils furent atroces.

Cette société fleurie qui riait de tout à tout propos et hors de propos pouvait-elle mériter un autre sort? Tout le monde sentait venir l’orage, mais chacun refusait d’y croire. Bombelles écrit le 1[er] janvier 1789: *« Le ciel, si doux pour nous de quelque manière qu’on l’entende, ne permettra pas que la première des nations se dégrade, se détruise, au moment où elle pourrait jouer le plus beau des rôles. »* On sait ce qu’il en advint. Le plus beau des rôles échappa à la France. Une je ne sais quelle grâce lui fit dès lors défaut. ●

Les Français vus par eux-mêmes. Anthologie des mémorialistes du XVIII[e] siècle, *Robert Laffont, coll. “Bouquins”, 1440 pages, 29,20 euros.*

La Révolution, machine à fabriquer l'opinion

Par ses recherches, Augustin Cochin bouleversa l'histoire de la Révolution française, avant de tomber en héros le 8 juillet 1916. Un gros volume remet au premier plan une œuvre capitale qui sert aussi à éclairer le présent.

Par Laurent Dandrieu

Ce 8 juillet 1916, la bataille de la Somme fait rage depuis huit jours. Au petit matin, le capitaine Augustin Cochin, âgé de 39 ans, s'apprête à monter à l'assaut à la tête de sa compagnie du 146e régiment d'infanterie. Adoré de ses soldats, blessé à tous les combats auxquels il a participé, *« coutumier des actions d'éclat »*, dit l'une de ses quatre citations, décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre, il est revenu sur le front, deux semaines plus tôt, avec un bras dans le plâtre, refusant d'attendre que sa fracture fût guérie pour reprendre sa place au combat. En septembre 1914, ce lieutenant de réserve n'avait pas attendu l'ordre de mobilisation pour prendre l'uniforme : *« Ma place est au danger, mon nom m'en fait un devoir. »*

Ce matin du 8 juillet, après une préparation d'artillerie, les hommes du 146e s'emparent de plusieurs tranchées allemandes, puis le capitaine Cochin poursuit sa course jusqu'au calvaire de Hardecourt-aux-Bois où une balle ennemie traverse sa bouche, ressortant par le cou. Le sang coulant à flots, il a le temps d'exhorter ses hommes à continuer l'assaut et de dire son acte de contrition avant d'expirer. Un infirmier fait mettre son corps à l'abri, réussit à trouver *« des roses sauvages, d'un rouge éclatant »*, dont il orne sa dépouille : *« J'ai lavé sa tête et je l'ai mise dans une attitude digne de lui. Il repose comme un preux d'autrefois, drapé dans une toile de tente, les vêtements souillés de boue glorieuse et recouvert de fleurs*, témoigna-t-il dans une lettre datée du lendemain, où il ajoute : *Il est mort en héros. Il ne pouvait pas mourir autrement. Sa vie était si belle. »*

La vie d'Augustin Cochin, pourtant, se situait jusqu'alors aux antipodes de cette mort héroïque : c'était celle d'un archiviste-paléographe passant le plus clair de ses journées à déchiffrer de poussiéreuses archives provinciales. Issu d'une lignée de catholiques sociaux, il était le fils de Denys Cochin, député puis ministre et voix des catholiques ralliés à la République quand Augustin, lui, resta toute sa vie fidèle à l'idée monarchique, sans rallier pour autant Maurras dont il déplorait le *« matérialisme »*. La politique contemporaine n'était de toute façon pas son affaire. Entré et sorti premier de l'École des chartes, Augustin Cochin, dispensé par l'aisance familiale d'avoir à gagner sa vie, s'était lancé dans une carrière d'historien indépendant bientôt entièrement consacrée à l'étude de la Révolution française.

Laissée inachevée par sa mort au combat, publiée pour l'essentiel après sa disparition à partir de ses manuscrits, son œuvre fut poussée vers l'oubli par l'historiographie dominante, choquée par ses vues contre-révolutionnaires et qui prit prétexte de ce que Cochin mêlait la recherche historique pure avec des approches philosophiques et sociologiques pour discréditer son travail. Il fallut attendre qu'en 1978 François Furet lui

LUISA RICCIARINI/LEEMAGE

Pour Augustin Cochin, la Révolution fait passer le peuple des mains "de la minorité qui a le droit de commander à la minorité qui a l'art de tromper".

“Le Serment du Jeu de paume”, lavis préparatoire de David (musée du Château, Versailles).

consacre un chapitre élogieux de son livre *Penser la Révolution française* pour que l’importance de son œuvre apparaisse dans toute sa clarté. Et en 2012, la publication minutieuse par Denis Sureau, avec une préface de Patrice Gueniffey, de ses principaux écrits réunis sous le titre *La Machine révolutionnaire*, augmentés de passionnantes correspondances personnelles, a permis de mesurer à nouveau à quel point Cochin… révolutionna l’histoire de la Révolution.

Car, en se concentrant non pas sur les événements extérieurs, mais sur les mécanismes qui les avaient produits, Cochin met à bas deux mythologies en une : celle des grands hommes, d’une part — et François Furet a raison de noter que *« sans connaître l’œuvre de Marx* (…) *il en partage au moins cette conviction que les hommes qui font l’histoire ne savent pas l’histoire qu’ils font »*. Celle du peuple arrachant sa liberté au despotisme, ➤

d'autre part, car toute l'œuvre de Cochin est de montrer que la "volonté générale" n'est en rien l'expression de celle du peuple, mais une opinion publique fabriquée de toutes pièces par une machine révolutionnaire qui conduit le peuple là où elle veut qu'il aille. Toute l'histoire de la Révolution, pour Cochin, c'est que *« le peuple passe des mains de la minorité qui a le droit de commander aux mains de la minorité qui a l'art de tromper »*.

Le triomphe des "tireurs de ficelles"

Bien qu'il mêlât ses travaux de philosophie, Cochin n'est pas idéologue et tout chez lui part des faits. C'est dans les archives que ce "bénédictin laïc" va trouver la réponse à deux énigmes. La première est celle d'un événement colossal produit par des Pygmées: *« Ce qui étonne au premier regard jeté sur les convulsions révolutionnaires, c'est que dans ces combats de Titans, si l'on en juge aux ruines qu'ils ont faites, on ne distingue pas d'hommes. Pas une figure ne domine la foule. La France de 1789 n'a pas eu son Cromwell, un homme capable de contenir le torrent après avoir rompu la digue.* (…) *Mirabeau n'est pas à la taille de sa gloire, ni Robespierre de son pouvoir, ni Fouquier de ses crimes. Le drame est sombre et poignant, mais joué par une troupe de province. »*

Seconde énigme: que de cette France morcelée en provinces, en corps, en états et en dialectes divers surgissent instantanément, au même moment, les mêmes revendications rédigées avec les mêmes mots; et que, lorsque des paysans venus des quatre coins d'une province s'assemblent pour élire leurs députés aux états généraux, ils se mettent d'accord en un instant sur des listes sorties d'on ne sait où, *« comme par enchantement »… « Si on voit une commune signer une requête au roi, "ce nouvel Henri IV", et à M. Necker, "notre Sully", on peut être sûr de trouver les habitants de telle autre commune, à l'autre bout du royaume, occupés à rédiger la même requête précédée du même compliment. »*

Pour résoudre ces deux énigmes, beaucoup, l'abbé Barruel en tête, ont eu recours à la théorie du complot. Au contraire, note Furet, *« le jacobinisme n'est pas pour Cochin un complot, ou la réponse politique à une conjoncture, ou même une idéologie: c'est un type de société »*. Pour lui, la Révolution est avant tout le produit d'un mécanisme, celui issu de ce qu'il baptise les sociétés de pensée.

PRESSE/ÉDITIONS TALLANDIER

Pour Cochin, le terrain avait été préparé depuis des décennies par tout un réseau de clubs, de cercles littéraires ou philosophiques qui avaient infusé l'esprit des Lumières dans la société française.

Avant même que la Révolution éclate, le terrain avait été préparé depuis des décennies par tout un réseau de clubs, de cercles littéraires ou philosophiques qui avaient infusé l'esprit des Lumières dans la société française. Ces sociétés de pensée ne diffusaient pas une philosophie précise, mais visaient à obtenir une unanimité abstraite autour de quelques principes de base: l'affirmation que tous les individus sont parfaitement égaux et libres de toute attache — ce qui les rend infiniment malléables —, la supériorité de la libre-pensée sur l'autorité et la tradition et la conviction que la seule autorité digne de ce nom est celle de la volonté générale — qui s'exprime, bien évidemment, dans le consensus établi au sein de ces sociétés de pensée.

Bien avant la naissance du club des Jacobins s'était mis en place un processus de fabrication de l'opinion par la confiscation d'un débat apparemment ouvert par des cercles restreints de "tireurs de ficelles", par la peur, par l'argument d'autorité qui présentait les diktats émanant de quelques-uns comme l'expression de la volonté unanime: *« Avant la Terreur sanglante de 1793*, écrit Cochin, *il y eut, de 1765 à 1780, dans la république des lettres, une terreur sèche, dont l'*Encyclopédie *fut le Comité de salut public et d'Alembert le Robespierre. Elle faucha les réputations comme l'autre les têtes; sa guillotine, c'est la*

“Le Souper des philosophes”, de Jean Huber. Page de gauche, Augustin Cochin.

FINE ART IMAGES/LEEMAGE

diffamation (…) . *Et les têtes tombent en grand nombre: Fréron, Pompignan,* (…) *le président de Brosses, Rousseau lui-même, pour ne parler que des gens de lettres, car le massacre fut bien plus grand dans le monde politique.* »

Imposer ses mots d’ordre en les présentant comme des motions spontanées

La Révolution sera évidemment l’âge d’or de « *cette étrange église* (où) *il n’y a pas de credo* »: au fil de ses différentes phases, « *les mots d’ordre successifs* » se contredisent, seule reste stable l’idée qu’il faut leur obéir aveuglément puisqu’ils expriment la volonté générale et que ceux qui s’y opposent ne sont pas « *patriotes* ». Étudiant les campagnes électorales en Bourgogne ou en Bretagne, Cochin démontre combien les sociétés de pensée ont perfectionné alors l’art de confisquer les débats au sein des assemblées, d’imposer leurs mots d’ordre en les présentant comme des motions spontanées, de faire taire la contradiction par des procédés allant du vote continu, à n’importe quelle heure du jour ou de la nuit, qui en écarte les gens raisonnables, jusqu’à l’intimidation ou à l’exclusion. Ainsi se crée la fiction d’une volonté générale en réalité soigneusement préparée par des « *cercles intérieurs* » et imposée à tous en leur faisant croire qu’ils ne font que se rallier à une décision déjà unanime. Et c’est ainsi que l’opinion, selon le mot de Voltaire, devient « *la nouvelle reine du monde* »: une opinion qui n’a à l’évidence aucun rapport avec le réel ou avec le pouls effectif du pays et n’a d’autre vertu que d’être le produit de cette « *sociologie du phénomène révolutionnaire* ». Sous la plume clairvoyante d’Augustin Cochin, l’histoire de la Révolution devient celle d’une volonté générale fictive, qui prétend parler au nom du peuple et n’exprime même pas la volonté personnelle de ceux qui en confisquent la parole, mais est seulement le produit d’un mécanisme impersonnel dont ils sont le rouage inconscient.

La grande force de Cochin a cependant été de voir que ses conclusions dépassaient très largement le cadre de l’observation concrète de la Révolution française qui les avait nourries, pour s’appliquer au phénomène démocratique dans son ensemble, qui n’est jamais qu’une gigantesque machine à fabriquer l’opinion qu’elle prétend refléter. « *Dans un pays où les anciens corps indépendants, provinces, ordres ou corporations, tombent en poussière, un parti organisé d’une certaine manière s’empare fatalement de l’opinion, la dirige artificiellement, par le seul fait de son jeu mécanique*, écrit Cochin dans une lettre de 1904 à Charles Maurras. *Et surtout — et c’est là le grand point — il n’y a pas là un miracle, un accident dans l’histoire de la démocratie, mais une loi générale et l’effet nécessaire d’un certain état politique.* »

De fait, la lecture d’Augustin Cochin se révèle particulièrement éclairante pour comprendre le fonctionnement caché de nos démocraties d’opinion, notamment en ces périodes d’“avancées sociétales” censées répondre aux attentes de la société civile. Après avoir lu *Les Sociétés de pensée et la Démocratie moderne*, il est impossible de regarder du même œil innocent les débats qui ont conduit à l’adoption de la loi Veil ou de la loi Taubira… ●

La Machine révolutionnaire,
d’Augustin Cochin, Tallandier, 688 pages, 29,90 €.
Les Sociétés de pensée et la Démocratie moderne,
d’Augustin Cochin, Éditions des Cimes, 246 pages, 16 €.

“Louis XVI donnant des instructions au capitaine de vaisseau Jean-François de Galaup, comte de La Pérouse, pour son voyage d’exploration autour du monde, 29 juin 1785”, par Nicolas Monsiau (1817, musée du Château de Versailles).

GIANCARLO COSTA / BRIDGEMAN IMAGES

Louis XVI fut-il un incapable ?

La caricature qui en a été faite a longtemps occulté le fin stratège en politique internationale, le promoteur des grandes découvertes et l’esprit éclairé.

Par Jean-Charles Chapuzet

La République n’a pas gâté ce monarque qui eut la malchance de régner quand vint la Révolution. Son portrait en pied réalisé par Antoine-François Callet en 1788 résumait les faiblesses de ce roi qui semble dénué de personnalité : le visage empâté, les joues rouges, grasses et tombantes d’un homme qui mange et boit trop, la jambe charnue sous des habits d’hermine trop lourds à porter et le regard vitreux quoique empreint de bonté. Si la pose est royale, le personnage paraît timide. Dans l’inconscient populaire, ce portrait en vint à résumer le paradoxe de Louis XVI : ce roi serrurier n’était pas fait pour la fonction qui lui échut, ni prêt pour les événements qu’il dut affronter.

Et pourtant, même si ce portrait exprime une petite part de vérité, il occulte l’essentiel : les qualités de l’homme d’État, l’habile stratège qu’il fut pour la diplomatie française, la sagesse et l’intelligence dont il fit preuve durant la guerre d’Indépendance américaine contre l’Angleterre, le promoteur des sciences et des grandes découvertes, l’esprit éclairé. S’en tenir à ce portrait, c’est oblitérer quinze années d’un règne qui en dura dix-huit…

Lorsque Louis XVI monte sur le trône, le 10 mai 1774, la France est en mauvaise santé et a un grand

besoin de réformes. À l'intérieur, le peuple ne peut plus payer les taxes qui se sont multipliées. À l'extérieur, les conséquences de l'humiliant traité de Paris (1763) — qui l'a contrainte à abandonner le Canada et ses cinq comptoirs des Indes, et lui a fait perdre pied dans les Caraïbes et en Afrique — se font toujours sentir.

Aussi le différend qui oppose le roi George à ses sujets des colonies d'Amérique apparaît-il comme une aubaine aux yeux du jeune Louis. Il commence par jauger — sinon verrouiller — les forces en présence (Espagne, Portugal, Autriche, Russie…), tout en soutenant secrètement les "insurgents". Faisant montre d'une prudence diplomatique exemplaire, il se protège habilement d'un retournement d'alliance anglo-américaine et laisse le soin à Londres de faire feu les premiers. La guerre entre la Couronne et ses colonies finit par éclater en 1776, et le général La Fayette devient la personnification de l'alliance franco-américaine. Victorieux, les Américains obtiennent leur indépendance par le traité de Versailles, en 1783, et l'Angleterre rend ses comptoirs indiens et antillais à la France. Certes, il s'agit là d'une maigre compensation face à la perte du Canada vingt ans plus tôt, mais au moins l'affront du traité de Paris est lavé.

Patient, calculateur, désireux d'équilibrer les forces de l'Europe, toujours à même de jouer les arbitres, Louis XVI avait marqué des points sur l'échiquier international. Il avait gagné en respect et en popularité, auprès du peuple mais aussi des esprits éclairés de son temps et des cercles scientifiques. Féru de marine, il encourage l'utilisation de la vapeur et défend à ses armées de couler tout navire lié à une exploration scientifique, fût-il anglais… Avec son ministre de la Marine, le marquis de Castries, il organise une vaste expédition autour du monde, destinée à ouvrir de nouvelles voies maritimes, établir de nouveaux comptoirs pour la France, compléter la cartographie de la planète et étendre les connaissances scientifiques. Le commandement en est confié au comte Jean-François de La Pérouse, qui s'embarque en août 1785 à bord des navires la *Boussole* et l'*Astrolabe*. Louis XVI a travaillé personnellement aux plans du voyage. Malheureusement, après trois années de navigation, on perdra toute trace des deux navires, coulés au large de l'île de Vanikoro, dans le Pacifique Sud. Une expédition lancée à leur recherche sera elle aussi perdue, et la veille de son exécution, depuis sa cellule, le roi cherchera encore à savoir *« si l'on a des nouvelles de M. de La Pérouse »*…

Révolution royale contre réaction nobiliaire

Contrairement à la légende, Louis XVI ne fut pas sourd à la contestation montante. Dès son accession au trône, il avait cherché à réformer la société, s'attaquant aux privilèges, aux abus, aux impôts qu'il souhaitait égalitaires pour tous les Français, autorisant le retour des protestants dans la communauté nationale ou abolissant la torture contre les suspects de droit commun. Mais la remise en ordre des finances est restée bloquée. Néanmoins, vers le milieu des années 1780, le royaume se porte plutôt mieux que dix ans plus tôt. *« S'il était mort prématurément en 1787,* (Louis XVI) *aurait été considéré à ce moment comme un roi bon, mesuré, un nouvel Henri IV »*, assure son dernier biographe, Jean-Christian Petitfils. Selon ce dernier, la Révolution n'a pas commencé avec l'ouverture des états généraux, le 5 mai 1789, mais *« à l'été de 1786 par cette révolution royale, contre laquelle se dressa immédiatement une contre-révolution, prenant la forme d'une fronde aristocratique et cléricale, bientôt relayée par une vigoureuse fronde parlementaire »*.

> ***"Louis XVI avait marqué des points sur l'échiquier international. Il avait gagné en respect et en popularité, auprès du peuple, mais aussi des esprits éclairés de son temps."***

Espérant, grâce à la convocation des états généraux, confondre les parlements récalcitrants aux réformes, Louis XVI se retrouve en réalité piégé. C'est son pouvoir même et sa légitimité qui sont, cette fois, remis en question. Faute de révolution royale, la France s'engouffra dans la révolution sanglante et bavarde des clubs, laissant le roi de plus en plus désemparé.

Face à l'adversité, tandis que la reine déchue retrouva une dignité exemplaire, le roi sembla ne jamais réaliser le sort qui l'attendait. Ses dernières paroles, sur l'échafaud, furent pour souhaiter que son sang *« ne retombe jamais sur la France »*. ●

L'échafaud. La Terreur devient officielle au mois de septembre 1793. En réalité, elle a commencé dès les premiers jours de la Révolution.

PRISMA ARCHIVO/LEEMAGE

Les années noires de la Révolution

Il y avait une sorte d'histoire convenue de la Révolution qui négligeait le sang, les massacres, le génocide vendéen… En voici le contrepoint, lui aussi écrit par des historiens.

Par Jean Tulard, *de l'Institut*

La chute du mur de Berlin se produisit la même année que la célébration du bicentenaire de la Révolution. La coïncidence était fortuite mais les deux révolutions, la française et la russe, avaient été intimement liées. Albert Mathiez, spécialiste à la Sorbonne de la première, se plaisait à dresser un parallèle avec la seconde, citant Lénine qu'il admirait profondément.

Il était donc logique qu'après un *Livre noir du communisme*, paru en 1997, suivît un *Livre noir de la Révolution française*, onze ans plus tard, livre noir rédigé par plus de quarante collaborateurs. N'en attendons pas un réquisitoire passionné contre dix ans de notre histoire, mais une remise en perspective de faits dont la violence parle d'elle-même, et la réhabilitation d'idées qui ont été jusqu'à ces dernières années soigneusement occultées. Au cœur de l'ouvrage, revenant sans cesse dans les contributions, un mot : la Terreur. Elle symbolise la Révolution. C'est elle qui sauve en 1793 le gouvernement révolutionnaire face à la guerre civile et à la coalition des monarchies européennes. Mais c'est elle qui le condamne aux yeux de la postérité.

La Terreur a été voulue, pensée et proclamée par le gouvernement révolutionnaire. Elle n'est pas un accident, un dérapage involontaire. La Terreur est mise à l'ordre du jour le 5 septembre 1793. Ce jour-là, la Convention, envahie par les émeutiers des faubourgs parisiens, vote l'arrestation des suspects, l'épuration des administrations, la création d'une armée révolutionnaire. La Terreur devient le mode de fonctionnement d'un gouvernement défini comme *« révolutionnaire jusqu'à la paix »*. La Terreur n'est qu'une politique de circonstance mais qui s'étend à tous les domaines, de la conduite des armées à l'économie, des finances aux arts. Elle donne une cohérence idéologique à des mesures improvisées et sans lien entre elles, et surtout sert de justification à l'élimination brutale des adversaires du gouvernement révolutionnaire.

En réalité, les instruments de la Terreur avaient été mis en place bien avant le mois de septembre 1793. Chargé de juger des attentats contre la liberté, l'égalité et l'indivisibilité de la République, le Tribunal révolutionnaire, dont les jugements étaient sans appel, date du 10 mars 1793. Les comités de surveillance, qui ont pour mission de découvrir les suspects, sont établis le 21 mars. C'est au cours de ce même mois que l'envoi de représentants de la Convention dans les régions de guerre civile devient systématique.

Les grands procès politiques débutent en octobre: Marie-Antoinette, les girondins, Philippe Égalité, Bailly, Barnave… sont condamnés à mort et aussitôt exécutés. Hébert célèbre dans son journal, le *Père Duchesne*, *« la sainte guillotine »*.

Le génocide vendéen a bien été planifié

Il s'agit de "terroriser" au sens propre l'ennemi politique. Déjà, en juillet 1789, les têtes coupées du gouverneur de la Bastille et du prévôt des marchands, portées au bout de piques, avaient semé l'épouvante et paralysé les résistances. Par la suite, les condamnés conduits à la guillotine doivent aller en charrette de la Conciergerie au lieu de l'exécution. Ce trajet dans les rues de Paris dure souvent plus d'une heure. Pourquoi? Pour faire peur aux opposants.

La peur peut être aussi à l'origine du comportement des terroristes. Elle explique les massacres de détenus dans les prisons de Paris en septembre 1792. Paris est alors menacé par le duc de Brunswick; on craint l'arrivée des Prussiens. Il faut tuer tous les royalistes qui risqueraient de dénoncer les "patriotes". Du 2 au 6 septembre, plus de 1300 prisonniers sans défense sont exécutés à l'arme blanche. Spontané à l'origine, le mouvement a été vite encadré par des meneurs.

"Terroriser" l'ennemi politique… La charrette des condamnés traverse les rues de Paris pour faire peur aux opposants.

En revanche, le génocide vendéen a bien été planifié, comme le montre lumineusement Reynald Secher. Première étape: une guerre civile qui commence en mars 1793 et qui s'achève sur la défaite des Vendéens à Savenay en décembre. Guerre atroce mais équilibrée. La victoire des bleus est suivie par la mise en place d'un système d'anéantissement de la Vendée. Pas question de pardon après la défaite. L'alerte a été trop chaude. De là, selon un rapport présenté à la Convention, l'idée qu'il n'y aura *« moyen de ramener le calme dans ce pays qu'en en faisant sortir tout ce qui n'est pas coupable, en exterminant le reste, et en le remplaçant le plus tôt possible par des républicains qui défendront leurs foyers »*.

Conception reprise par Barère : *« Détruisez la Vendée! »* Général en chef de l'armée de l'Ouest, Turreau confirme: *« La Vendée doit être un cimetière national. »* De là les innombrables scènes d'horreur décrites par Secher : il faut empêcher les Vendéens de se reproduire, donc tuer les femmes et y ajouter les enfants en passe de devenir de *« futurs brigands »*. Carrier, l'homme des noyades de Nantes, s'exclame: *« Qu'on ne vienne pas nous parler d'humanité envers ces féroces Vendéens; ils doivent tous être exterminés. »* Il n'est pas jusqu'au nom de Vendée qui ne soit rayé de la carte: il y aura un département Vengé. C'est l'extermination totale, un *« populicide »*, écrit Gracchus Babeuf lui-même: un génocide.

Turreau fut acquitté et son nom inscrit sur l'Arc de triomphe

Les thermidoriens le comprirent: Carrier fut arrêté, jugé et exécuté après la chute de Robespierre. Par ses outrances sadiques, il était le bouc émissaire idéal. Mais Turreau fut acquitté et son nom inscrit sur l'Arc de triomphe. Les révolutionnaires s'en prirent aussi aux monuments.

Dans le *Livre noir*, Alexandre Gady indique qu'il s'est agi d'abord d'un *« vandalisme de pulsion »*. La Révolution commence par l'incendie des barrières de l'octroi. Puis le vandalisme prend un tour religieux accompagné d'opérations spéculatives. C'est ainsi que disparaissent les grandes abbayes de Jumièges, Cluny, Orval… À Paris sont victimes de cette furie les Cordeliers, Saint-André-des-Arts, les Feuillants, l'église des Bernardins, la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés… À l'intérieur des églises, les vitraux, les tombeaux. Combien de grands hommes, dont Montesquieu, ont leurs cendres jetées à la Seine ou à l'égout.

Ce vandalisme est également antimonarchique: la profanation des tombes royales de Saint-Denis… Mercier ira jusqu'à demander la destruction du château de Versailles! La partie sombre de la Révolution a été longtemps occultée et, avec elle, les œuvres des écrivains qui en ont mis en doute les bienfaits. Le *Livre noir* les réhabilite. Ainsi Blanc de Saint-Bonnet, qui entend prouver que l'erreur et le mal sont à la source de la Révolution, retrouve-t-il sa place dans le courant philosophique français. Une place perdue pour avoir écrit: *« On s'étonne de la fatalité qui porte la Révolution à répandre le sang. C'est oublier que chez nous, la plupart des crimes sont le résultat de l'envie. La Révolution n'est que l'application sociale de l'envie. »*

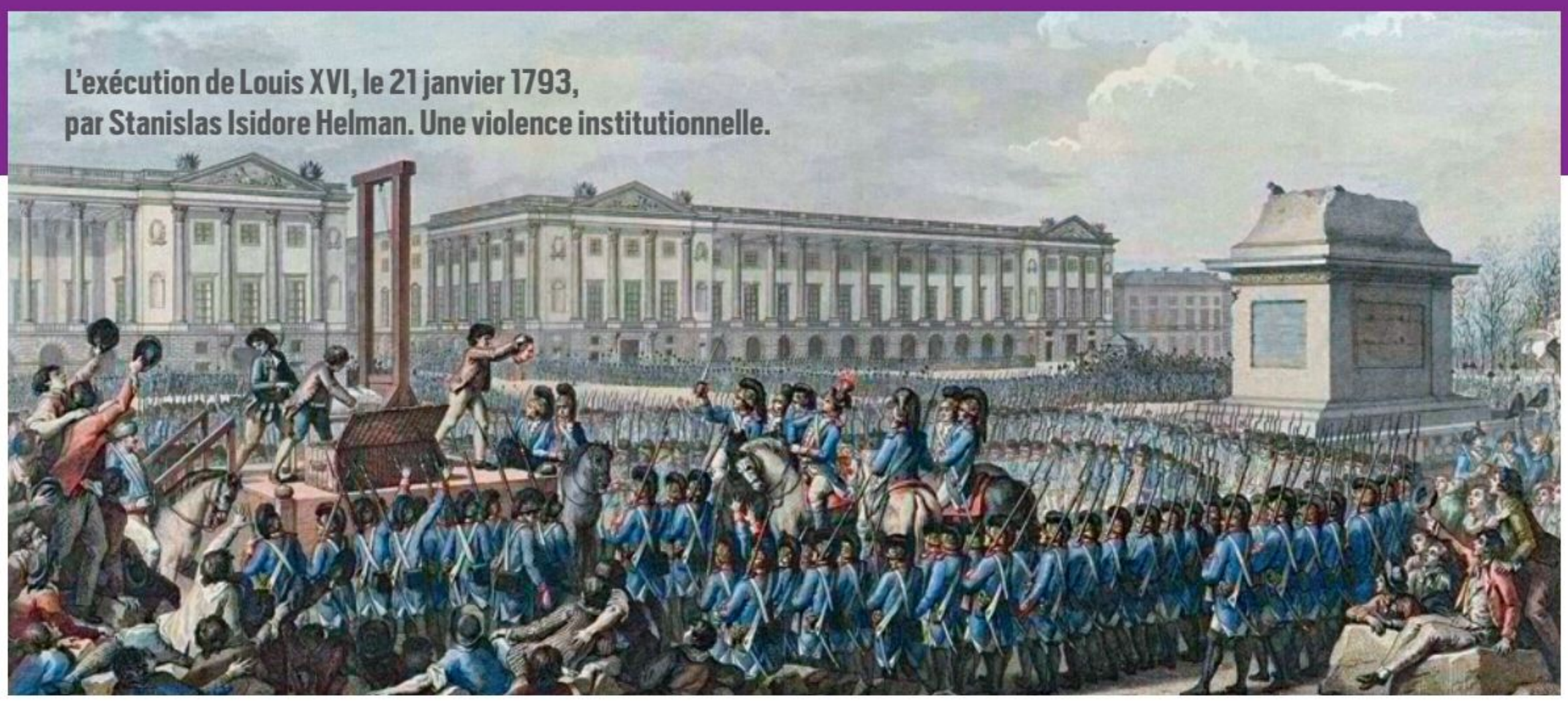
Jacques Bainville et Pierre Gaxotte, qui ont donné de la Révolution une image si éloignée de la tradition républicaine, furent boycottés dans les milieux universitaires. Augustin Cochin *(voir en page 64)*, féroce censeur de la Sorbonne, n'a connu que tout récemment un regain d'intérêt. N'a-t-il pas osé montrer comment, à travers les sociétés de pensée, les Lumières du XVIII[e] siècle ont engendré les massacres révolutionnaires loin des idées d'égalité et de fraternité. Joseph de Maistre, dans ses *Considérations sur la France,* y prédit en 1796 les conditions de la restauration de la monarchie légitime dix ans plus tard. Et que dire de Rivarol, de Bonald, de Barruel, auteurs à redécouvrir grâce aux contributions savantes et objectives du *Livre noir*?

Combien de grands hommes, dont Montesquieu, ont leurs cendres jetées à la Seine ou à l'égout?

Cette occultation s'est faite sous une III[e] République triomphante où domine l'anticléricalisme. Les manuels scolaires des "hussards noirs de la République" visent à noircir l'Ancien Régime et à fixer en 1789 la naissance de la France. Ouvrons le manuel de deuxième année d'histoire de France d'Ernest Lavisse à l'usage des élèves de 11 à 13 ans, dans l'édition de 1914. On y lit que *« le roi ne connaît que sa volonté, ou, comme il dit, que son bon plaisir. Il dépense à pleines mains »*. Voilà qui justifie la chute de la monarchie. Quant aux révolutionnaires, *« ils voulurent réformer l'État et entreprendre cette œuvre immense où le despotisme fit place à la liberté, les privilèges à l'égalité, les abus de toutes sortes à la justice »*. Deux lignes sur les massacres de septembre, rien sur la Vendée. Mais le mot "crime" est employé à propos des exécutions sous la Terreur. L'histoire officielle de la Révolution est désormais écrite.

Tout n'est pas négatif dans le bilan que l'on peut dresser en 1815, lorsque est restauré pour la seconde fois Louis XVIII. Les idées nouvelles — notamment l'égalité — sont consacrées dans le préambule de la Charte. Mais, jusqu'à aujourd'hui, l'histoire de la Révolution française semblait figée dans son moule républicain. Pourtant, comme l'observe le maître d'œuvre du *Livre noir*, Renaud Escande, *« l'Histoire ne s'écrit pas comme la mythologie et son exigence de vérité ne devrait pas s'encombrer de visées utilitaristes »*, et, osons le mot, idéologiques. ●

Le Livre noir de la Révolution française,
Le Cerf, 882 pages, 48 euros.



L'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793, par Stanislas Isidore Helman. Une violence institutionnelle.

BIANCHETTI/LEEMAGE

Liberté, égalité, guillotine

G. Lenotre fait partie de ces rares historiens qui mettent en pleine lumière ce qu'était réellement la Terreur. Une abomination bureaucratique et "rationnelle".

À force d'étudier l'histoire dans ses structures et sur la "longue durée", certains historiens en viennent à oublier que ce sont des hommes et des femmes qui la font. On raconte que, à la fin de sa vie, Fernand Braudel parlait des *« insectes humains »*, tant l'action des hommes du passé lui paraissait négligeable au regard des forces sociales et économiques qu'il décelait en souterrain et qui, selon lui, expliquaient tout. Une anecdote historique en dit pourtant parfois plus long sur une époque que 100 pages de tableaux et de graphiques sur l'évolution du prix du blé.

G. Lenotre (1855-1935) demeure le maître incontesté de cette "petite histoire" qui fut brocardée en son temps par l'Université, mais qui a toujours eu la faveur des lecteurs. Théodore Gosselin à l'état civil, né à Richemont en Moselle, ce descendant du jardinier de Louis XIV André Le Nôtre a commencé sa carrière comme journaliste à *La Revue des deux mondes* et au *Figaro* avant de publier un nombre considérable de livres consacrés à l'histoire, et plus particulièrement à la Révolution française, qui le fascinait et l'horrifiait dans le même temps. Élu, en 1932, à l'Académie française au fauteuil de René Bazin, il mourut d'une crise cardiaque trois ans plus tard, laissant plusieurs livres qui seront publiés à titre posthume, dont *Sous la Révolution* (1937), qui reparaît aujourd'hui chez une petite maison d'édition créée en 2016 à Munster (Haut-Rhin).

L'histoire est coutumière de ces crises de violence collective, mais celle que connaît la France de la Terreur est d'une nature inédite par son aspect bureaucratique et rationnel. Loin d'être spontanés, les massacres qui s'y commettent sont prémédités, voulus, administrativement maîtrisés. Ils annoncent les tueries de masse à venir, celles qui auront pour moteur la haine indépassable d'origine idéologique. À travers le témoignage d'un commandant des chasseurs du régiment d'infanterie du roi, M. Jourgniac de Saint-Médard, G. Lenotre donne à voir les massacres de septembre 1792 du côté de la prison de l'Abbaye, à Paris, derrière l'église Saint-Germain-des-Prés. C'est renversant. Sommairement jugés par un tribunal de pacotille, les prisonniers sont livrés à la foule qui les met en pièces avec une barbarie que ne renieraient pas les djihadistes de Dae'ch. Mais le sommet est atteint avec les noyades de Nantes, où le sinistre Jean-Baptiste Carrier et sa clique de malfaisants mettent minutieusement en œuvre la noyade nocturne de vieux prêtres inoffensifs dans la Loire transformée en "baignoire nationale".

Heureusement, l'époque compte aussi des héros, en l'occurrence des héroïnes, telles les sœurs de Renac qui, pour avoir accepté de cacher un abbé, mourront dignement sur l'échafaud. Ou comme ces 16 carmélites de Compiègne qui marchent à la guillotine en chantant. Au pied de l'escalier, elles marquent un temps d'arrêt, s'inclinent une à une devant leur mère supérieure et lui demandent humblement la permission de mourir. ●

Olivier Maulin

Sous la Révolution, *de G. Lenotre, Degorce Éditions, 224 pages, 12 euros.*

Résistants et collabos

Le camp dans lequel on se trouve durant l'Occupation ne tient pas qu'aux circonstances. Pour beaucoup, il résulte de choix plus anciens. De la gauche pacifiste au collaborationnisme, de l'Action française à Vichy ou à Londres et aux maquis, la réalité est plus complexe que ne le laisse penser la doxa… Itinéraires de ceux qui ne sont pas restés l'arme au pied.

COLLECTION PARTICULIÈRE

Manifestation du Parti franciste au Vél' d'Hiv', Paris, 1943.

Résistance : ceux de 1940

Dans un essai sur les premiers rebelles de la zone Sud à l'automne 1940, François-Marin Fleutot écrit l'histoire de la Résistance dans le sillage des travaux de Simon Epstein.

Par Olivier Maulin

AKG-IMAGES/MONDADORI PORTFOLIO

Depuis la révolution de 1789, deux France s'affrontent. Pour imposer la justice et le progrès social, les révolutionnaires, les communards, les dreyfusards, le Front populaire et la Résistance n'ont eu de cesse de combattre les Vendéens, les versaillais, les antidreyfusards, les ligues factieuses et la collaboration. C'est le grand combat de la lumière contre l'obscurité. Telle est la vision du monde que la gauche a réussi à imposer dans l'espace médiatique, et qu'elle tient, ou veut faire tenir, pour une vérité intangible. Pour la période 1940-1944, cela donne: les nationalistes maurassiens à Vichy et dans la collaboration parisienne; les socialistes et les antiracistes dans la Résistance. Si cette fable continue d'imprégner les consciences (y compris les consciences de droite!), elle le fait en dépit des nombreux travaux d'historiens qui, depuis les années 1970, disent… exactement l'inverse.

Que ce soit à Vichy ou parmi les ultras de la collaboration parisienne, la gauche est surreprésentée partout, y compris chez ceux qui iront jusqu'à s'engager dans la Waffen SS et recruter pour elle: Marc Augier (Saint-Loup), qui vient du socialisme et des auberges de jeunesse; Jean-Marie Balestre, militant de la Lica jusqu'en 1940; François Chasseigne, ancien communiste antifasciste proche de la Lica; Philippe Merlin, ancien trotskiste; ou Paul Marion, ancien du PCF, qui sera le président des Amis de la Waffen SS…

On a le tournis, bien sûr, devant le fossé existant entre les faits historiques et le babillage que l'on entend sur les plateaux de télévision. C'est que la gauche a réussi son coup. Il a consisté à imposer un raisonnement vicié: la collaboration étant par essence de droite, tous ceux qui s'y retrouvent sont de droite, même quand ils viennent en si grand nombre de la gauche…

L'explication de ce "paradoxe" est pourtant simple et tient dans un seul mot: le pacifisme. C'est la voie royale de la collaboration, le catalyseur absolu. Après 1870 et la boucherie de 1914-1918, la France connaît un très fort courant pacifiste, représenté notamment par Aristide Briand dans les années 1920. Le mot d'ordre: les guerres contre l'Allemagne doivent cesser

Un maquis en 1944. Force armée trouvant sa source chez ceux qui, patriotes, ne supportaient pas l'empreinte de la botte allemande sur le sol français.

à tout prix. Ce pacifisme, situé à gauche de l'échiquier politique, est naturellement antiraciste et judéophile, considérant les persécutions liées à la race comme une barbarie au même titre que la guerre. Mais l'arrivée de Hitler en 1933 change la donne. Les pacifistes, pour qui cet idéal de paix passe avant tout le reste, ne pourront pas concilier longtemps leur pacifisme avec leur antiracisme. Vivre en bonne intelligence avec l'Allemagne nazie implique en effet de fermer les yeux sur la politique antisémite du Reich (pacifisme), tandis que dénoncer cette politique, c'est prendre le risque de la guerre (antiracisme).

La période qui va de 1933 à 1940 est donc celle qui voit le pacifisme s'éloigner à grands pas de l'antiracisme. *Le Droit de vivre*, la revue de la Lica dirigée par Bernard Lecache, enregistre au cas par cas les défections de son camp, avec un pic au moment des accords de Munich (1938). Les juifs français qui alertent sur le sort de leurs coreligionnaires allemands seront bientôt taxés de bellicisme par leurs anciens amis pacifistes, qui les tiendront pour responsables de la guerre quand celle-ci éclatera. En 1940, ce combat pour la paix se transforme en reddition à l'agresseur, puis en soumission au conquérant, toujours au nom de la paix. Situation folle: certains pacifistes jusqu'au-boutistes, antifascistes sincères, et qui le demeureront durant toute la durée de la guerre, deviendront d'authentiques nazis qui s'engageront sous l'uniforme allemand pour lutter contre le bolchevisme et hâter la survenue de la *pax germanica*!

Mais il est temps de parler du livre intitulé *À l'aube de la Résistance* publié par François-Marin Fleutot. ➤

PHOTOS : HANDOUT/AFP ; KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

Daniel Cordier (ici en 1940), qui fut le secrétaire de Jean Moulin, et, à droite, Henri Frenay en 1958, chef de Combat, sont tous deux issus de la droite nationaliste dans laquelle se recrutèrent de nombreux résistants de la première heure.

Car, parallèlement à ce mouvement conduisant de nombreux pacifistes de gauche vers la collaboration, un autre mouvement portera, lui, des militants issus du nationalisme intégral vers la Résistance. Ils étaient antirépublicains, antidémocrates et antiparlementaristes, souvent antisémites, avaient participé, pour certains, aux émeutes du 6 février 1934, étaient parfois passés par la Cagoule: on les retrouvera pourtant à Londres (Philippe de Hauteclocque — Leclerc —, Maurice Duclos, Honoré d'Estienne d'Orves, Gilbert Renault — colonel Rémy —, André Bettencourt — qui commencera par collaborer —, Henri d'Astier de La Vigerie, etc.) ou dans la Résistance intérieure (Emmanuel d'Astier de La Vigerie, frère d'Henri, Henri Frenay, Daniel Cordier, Georges Batault, Albert Thierry, Pierre Guillain de Bénouville, Michel et Alain de Camaret, Edmond Michelet, etc.).

Intolérables à la gauche qui fait tout pour effacer leur origine politique, ces résistants issus de l'extrême droite, formés à l'amour de leur pays et au rejet de l'Allemagne, seront fidèles au rendez-vous lorsqu'il faudra défendre la patrie, en dépit de leur chef Maurras qui, convaincu de l'impréparation de la France à la guerre, se convertira à un néopacifisme défaitiste. Bénouville, ex-camelot du roi, "factieux" du 6 février 1934, proche de la Cagoule, antisémite et antimaçon, assurera la direction des Mouvements unis de Résistance (MUR) avant de commander la 1re division française libre et d'obtenir le grade de général de brigade. Il fera toute la guerre avec, dans la poche, une photo du masque mortuaire de Charette, le chef chouan, après son exécution! À quelle France appartenait-il? À celle de la lumière qui combat les nazis ou à celle des ténèbres qui loue la contre-révolution?

François-Marin Fleutot a retracé l'histoire de ces royalistes (*Des royalistes dans la Résistance*, 2000); il s'intéresse ici aux résistants de la première heure: on ne s'étonnera pas d'y retrouver bon nombre de maurrassiens.

Le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais

En septembre 1940, le professeur de droit constitutionnel démocrate-chrétien Pierre-Henri Teitgen, replié à Montpellier, crée avec ses collègues François de Menthon, René Capitant, Marcel Prélot et Alfred Coste-Floret, le journal et le groupe *Liberté*, qui fusionneront en 1941 avec *Vérités* pour donner l'organe de presse et le mouvement de résistance *Combat*, dirigé par Henri Frenay. Le journal a pour slogan la phrase de Clemenceau: *« Dans la guerre comme dans la paix,*

DU DREYFUSISME AU COLLABORATIONISME

Dans *Les Dreyfusards sous l'Occupation* (2001) et *Un paradoxe français, antiracistes dans la collaboration, antisémites dans la Résistance* (2008), Simon Epstein a montré, non pas que certains hommes de gauche avaient collaboré et que certains nationalistes avaient résisté, mais que *« l'histoire des antiracistes dans la collaboration se confond, pratiquement, avec l'histoire de la collaboration »*, et que le poids de l'extrême droite dans la Résistance, s'il n'excède pas celui des communistes après le 22 juin 1941, c'est-à-dire après l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, *« dépasse largement celui des anciens de la SFIO et du parti radical »*. En retraçant les biographies des principaux collaborateurs, et en s'intéressant à leur parcours avant 1940, Epstein montre que la plupart d'entre eux viennent du dreyfusisme, de l'antiracisme, du socialisme et du Front populaire. Les deux principaux partis pronazis, le Rassemblement national populaire (RNP) de l'ex-socialiste Déat (en mai 1940, il signe encore une pétition de soutien aux juifs de Pologne!) et le parti populaire français (PPF) de l'ancien communiste Doriot sont remplis (surtout le RNP) de cadres et de militants issus du dreyfusisme et de sympathisants de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (Lica, ancêtre de la Licra)! O. M.

le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais. »

Cette organisation est alors embryonnaire, sans masse militante et surtout sans aucuns moyens! Elle ne se réclame pas encore de De Gaulle, critique la politique de collaboration engagée par l'État français, mais se montre respectueuse de la personne du Maréchal. « *Le Maréchal agit avec toute son honnêteté de soldat de France et ses sentiments d'estime et d'affection ne vont pas aux collaborateurs* », peut-on encore lire dans *Liberté* le 10 juillet 1941.

Cette première Résistance ne professe en outre aucune idéologie: elle accepte dans ses rangs les quelques communistes qui ont refusé le pacte germano-soviétique, les socialistes, les radicaux, les francs-maçons aussi bien que les hommes de toutes les droites. « *Petit, l'important, ce n'est pas d'où on vient mais où on va* », dira un jour le communiste Aragon à l'encore royaliste Claude Roy quittant Vichy pour la Résistance, en 1943. Un esprit qui résume bien ce premier mouvement clandestin.

À ce cercle d'études animé par le groupe de professeurs démocrates-chrétiens va bientôt se joindre un jeune homme qui est au cœur du livre de Fleutot: Jacques Renouvin. Ce colosse de près de 2 mètres, né en 1905, ancien camelot du roi, a participé à l'émeute du 6 février 1934 lui aussi, avant de devenir avocat et de rejoindre les "Avocats du Six-Février", une bande de juristes d'extrême droite qui traque Eugène Frot, le "fusilleur" de la Concorde (élu sur une liste Union socialiste républicaine, antifasciste, orateur du rassemblement du Front populaire du 14 juillet 1935, lui votera les pleins pouvoirs à Pétain et adhérera au RNP… *voir page 80*).

Renouvin a acquis une petite célébrité parmi les antimunichois en giflant publiquement Pierre-Étienne Flandin, en novembre 1938, pour le punir de son télégramme de félicitations à Hitler au lendemain de la signature des accords de Munich. Depuis 1940, il maudit Maurras et Daudet qu'il considère comme des traîtres. C'est un homme d'action qui aime la bagarre. Il propose à Teitgen de monter un commando de jeunes gens et de faire un peu de barouf pour réveiller la population. Teitgen accepte, à condition qu'il n'y ait ni mort ni blessé. Le premier groupe franc de la zone libre est créé.

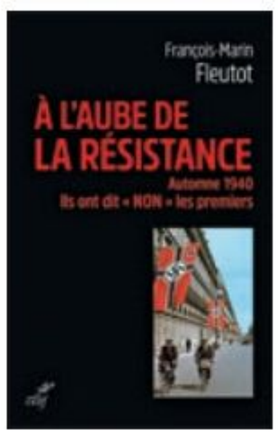
Renouvin, ancien camelot du roi, a participé à l'émeute du 6 février 1934, giflé Flandin pour son télégramme de félicitations à Hitler après Münich… et créé le premier corps franc de la "zone libre".

On est, bien sûr, encore très loin des maquis armés par les parachutages anglais! Les jeunes résistants écrivent « *Lui n'aurait pas collaboré* » sur une statue de Louis XIV; ils jettent des pierres sur les vitrines des magasins des collabos, interrompent les réunions ennemies à coups de boules puantes, lacèrent les journaux proallemands, menacent les kiosquiers qui les exposent, avant de faire sauter leur kiosque en cas de récidive, de nuit, quand ils auront de l'explosif…

Avec la naissance de Combat, les groupes francs monteront en puissance, faisant exploser le local de la Légion française antibolchevique de Nîmes et organisant à partir de juillet 1942 les fameuses "kermesses" chères à Renouvin: des explosions simultanées dans une dizaine de villes pour prouver aux collaborateurs qu'ils ont affaire à une force réelle et disciplinée…

Grâce à ce « *terroriste-né* », comme le qualifiera le compagnon de la Libération Jacques Baumel, Combat deviendra le seul mouvement non communiste à pouvoir aligner une force de frappe de pas moins de 300 corps francs sur tout le territoire.

Trahi, Renouvin est arrêté par la Gestapo, à Brive-la-Gaillarde, en janvier 1943 et envoyé en Allemagne en même temps qu'Edmond Michelet, qui racontera ses derniers jours. Michelet s'en sort en effet, mais non Renouvin, qui meurt à Mauthausen le 24 janvier 1944. Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1939-1945 (avec palmes), médaillé de la Résistance à titre posthume, il sera nommé compagnon de la Libération par décret du général de Gaulle du 20 janvier 1946. ●



À l'aube de la Résistance. Automne 1940, ils ont dit "non" les premiers,
de François-Marin Fleutot,
Les Éditions du Cerf, 300 pages, 24 euros.

Le rouge et le brun

Les années 1930 sont très éloignées du schéma manichéen que l'histoire officielle a pieusement conservé. Ce fut une période d'intense reclassement idéologique, tant à droite qu'à gauche. Écrivains et intellectuels n'échappèrent pas à cette valse des engagements.

Par François Bousquet

Années terribles. Pour les comprendre de l'intérieur, il faut délaisser les simplifications hâtives: les rouges et les bruns, les bons et les méchants, les antifascistes et les fascistes. Tout est ambigu en ce temps-là. Les têtes sont farcies d'idéologie, les esprits en ébullition et les peuples en état de siège. Qu'il est loin le temps où Stendhal disait d'une discussion politique dans un roman qu'elle est pareille à un coup de pistolet dans un concert! On n'entend alors que des coups de feu, la politique a tout envahi et le concert ressemble à une pétarade. C'est une *« mobilisation totale »*, pour parler comme Ernst Jünger. Aux deux extrêmes, on n'aspire qu'à une seule chose: renverser le libéralisme et le parlementarisme. Trahison des clercs, clame l'austère Julien Benda en 1927. Mais Benda est un anachronisme vivant, un *« chien de garde »*, selon le mot de Paul Nizan. Nizan le communiste apostrophant, dans son pamphlet, ces professeurs de vertu démissionnaires devant le réel, qui ne tolèrent l'engagement qu'à la condition qu'il s'exerce dans les nuées, pas dans la cité des hommes.

De part et d'autre du champ intellectuel, les frontières sont mal délimitées. Elles n'auront en tout cas jamais la netteté rétrospective que l'histoire leur conférera après 1945. C'est un âge d'errance politique et de reclassement idéologique, scandé par l'histoire qui s'emballe. L'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, les émeutes antiparlementaires du 6 février 1934 en France, les revirements de l'Internationale communiste, la crise de Munich, la signature du pacte germano-soviétique… C'est cette ambivalence partisane, ces va-et-vient de l'histoire et de l'idéologie, que le grand cadavre du fascisme, épouvantail sans cesse agité et réanimé par l'antifascisme militant — à l'origine, une construction idéologique du Komintern —, occulte depuis plus d'un demi-siècle.

Dans un livre qui démontre à l'envi l'urgence qu'il y a à oublier les lectures schématiques, *Un paradoxe*

Un pacte d'amitié Inimaginable aujourd'hui : le lien qui unissait Drieu la Rochelle (page de droite) à Malraux (ci-contre), mais aussi à Aragon, est la marque des années 1930.

PHOTOS : AKG-IMAGES / PICTURE-ALLIANCE / FRED STEIN ; WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

français (2008), l'historien Simon Epstein faisait ce constat troublant : nombre de philosémites se retrouveront, en 1940, à Vichy, alors que nombre d'antisémites gagneront Londres. Pourquoi ? Parce que, selon lui, l'élément décisif qui conditionnera alors les comportements sera moins le fascisme que le pacifisme. Celui-ci brouillera les clivages et conduira quantité d'"ex" (ex-dreyfusards, ex-philosémites, ex-socialistes) aux côtés du maréchal Pétain. Un glissement qui s'opérera tout au long des années 1930, avec pour point d'orgue la crise de Munich, en 1938.

Des noms ? Jacques Doriot, le "grand Jacques", fondateur, en juin 1936, du parti populaire français (PPF) d'inspiration fasciste, fut longtemps le grand rival de Maurice Thorez au sein du parti communiste français (PCF). Marcel Déat, qui créera, en février 1941, le Rassemblement national populaire (RNP), principal parti collaborationniste français, fut un brillant normalien, un député SFIO entré en dissidence en 1933 ; devenu le chef de file des néosocialistes, il adhéra en 1936 au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA). L'élégant député radical-socialiste Gaston Bergery, qui fascina un temps Drieu, jouera sa partition au début du régime de Vichy avant de devenir ambassadeur du nouvel État français à Moscou, d'avril à juin 1941, puis à Ankara de 1942 à 1944. L'inclassable Georges Valois, qui a lancé dans les années 1920 l'éphémère Faisceau, s'efforça, jusqu'à sa mort en déportation, à Bergen-Belsen, au début de 1945, de concilier le national et le social. Marc Augier, le futur Saint-Loup, pionnier des Auberges de jeunesse sous le Front populaire, rejoindra les rangs de la Légion des volontaires français (LVF) sur le front de l'Est. Jean Luchaire, ancien des Jeunesses radicales, favorable à Léon Blum, sera condamné à mort à la Libération. Pierre-Antoine Cousteau, l'une des plumes les plus mordantes de *Je suis partout*, se flattait quant à lui d'avoir été d'abord *« à l'extrême gauche de l'extrême gauche »*. Autre pacifiste engagé dans la Collaboration, Alphonse de Châteaubriant, ancien dreyfusard longtemps proche de Romain Rolland. Ou encore le grand Giono, qui chemina un temps avec les communistes avant d'opposer au monde son objection de conscience et de connaître par deux fois la prison, en 1939 et en 1944.

Qu'advint-il lorsque Doriot lança le PPF ? Il fut aussitôt rejoint par des hommes que, la veille, tout opposait : des anciens de *L'Humanité*, des gens classés jusque-là à droite comme Alfred Fabre-Luce, des tenants d'une troisième voie comme Bertrand de Jouvenel, ex-jeune-turc du parti radical. On y trouve même une tête aussi peu remplie de politique que celle de Ramon Fernandez, qui était deux ans plus tôt antifasciste. Sans oublier Drieu la Rochelle.

Nombre de philosémites se retrouveront, en 1940, à Vichy, alors que nombre d'antisémites gagneront Londres. Pourquoi ?

Lassés du conservatisme des élites, du culte de la victoire et de la corruption du régime

Jusqu'au seuil des années 1930, rappellent Pascal Ory et Jean-François Sirinelli dans *Les Intellectuels en France* (1986, 2004), le milieu intellectuel et le monde des lettres restaient placés *« comme avant 1914, sous le signe de l'Action française à droite et de la République des professeurs, socialisante et radicalisante, à gauche »*. Un monde où planaient encore l'ombre de Maurice Barrès, mort en 1923, et celle d'Anatole France, mort en 1924, où Albert Thibaudet, l'un des pères de la science politique française, donnait la réplique à ➤

Jean Giono et Louis Aragon (page de droite). Par pacifisme, le premier s'était rapproché du parti communiste que venait de rallier Aragon.

PHOTOS : AKG-IMAGES / DENISE BELLON ; PVDE / BRIDGEMAN IMAGES

Maurras et à l'Action française. C'est ce monde que la génération des années 1930 congédiera, lassée du provincialisme français, du conservatisme des élites, du culte de la victoire, du franc Poincaré et de la corruption du régime qui débouchera sur l'affaire Stavisky.

Si ces jeunes gens, de droite comme de gauche, ont quelque chose en commun, c'est *« un sentiment très fort de génération »*, souligne Michel Winock dans *Le Siècle des intellectuels* (1997). Ils veulent renouer avec l'histoire qui s'écrit ailleurs. Les frontières françaises leur semblent trop étriquées. La désillusion préside à leur engagement. Tous méprisent la démocratie et ne rêvent que d'incendie et de révolution, le grand mot de l'époque qui, hantant les discours, se décline indifféremment à Moscou, Rome ou Berlin. Des surréalistes aux non-conformistes, des communistes aux personnalistes chrétiens d'*Esprit*, des jeunes-turcs du parti radical à la Jeune Droite et aux dissidents d'Action française — comme Robert Brasillach, qui acclimatera dans *Je suis partout* le national-syndicalisme de la Phalange espagnole et le rexisme belge avant de succomber à l'envoûtement hitlérien. Les uns rêvent de grand large: Morand, Cendrars, sans oublier Bernanos, qui fuit la misère jusqu'à Palma de Majorque en 1934, d'où l'ancien camelot du roi dénoncera les exactions des troupes franquistes dans un livre retentissant, *Les Grands Cimetières sous la lune* (1938). Les autres d'insurrection: Malraux, Drieu, Nizan, dont *La Conspiration* (1938), âpre roman au titre significativement dostoïevskien, retrace ces années-là.

L'OPINION DEVANT LA GUERRE ET LA PAIX

Latente depuis les sanctions adoptées, à la fin de 1935, par la SDN contre l'Italie, devenue cruciale à la fin de l'été 1938 avec la crise tchécoslovaque, puis provisoirement écartée par les accords de Munich, l'hypothèse d'une nouvelle guerre européenne divisa profondément l'opinion. Au point de faire sauter et de brouiller tous les anciens clivages. Ces divisions traversent les partis, les syndicats, les journaux, les revues, les cercles intellectuels. Elles traversent la droite et la gauche. D'anciens pacifistes se muent en farouches bellicistes (c'est le cas, par exemple, du parti communiste), d'autres restent, au contraire, fidèles à leur pacifisme d'origine. Inversement, des nationalistes (comme Charles Maurras) sont opposés à la guerre, non par pacifisme mais parce qu'ils estiment que la France n'est pas prête. Aussi leur opposition se double-t-elle d'une vigoureuse campagne en faveur du réarmement. Du reste, c'est également le calcul du président du Conseil, Édouard Daladier. Plus profondément, un certain nombre d'opposants à la guerre redoutent qu'un nouveau conflit, vingt ans après la boucherie de 1914-1918, ne donne le coup de grâce au Vieux Continent. Ce n'est pas un hasard si, parmi eux, on compte un grand nombre d'anciens combattants dont le comportement au feu fut le plus souvent exemplaire. Il est difficile de les accuser de "lâcheté". C. B.

Les surréalistes choisiront l'embranchement moscovite

Tous courent, du moins ceux en quête d'une religion séculière, après le socialisme. Claude Roy (alors maurrassien et futur communiste — toujours la volatilité idéologique) écrit dans ses Mémoires: *« Le dénominateur commun de tous les intellectuels alors "engagés", c'est le socialisme. Le socialisme et sa réalisation à l'Est, Moscou. Le socialisme et son embranchement nationaliste: Rome, Berlin. »*

Après avoir largement épuré leurs rangs, les surréalistes choisiront l'embranchement moscovite, adhérant au PCF en 1927, où ils détonneront. Les relations deviendront rapidement orageuses, sauf chez Aragon. Il trouva dans le communisme la famille qui lui faisait défaut depuis l'enfance. Comme l'auteur de *Hourra l'Oural!* et *Vive le Guépéou!* ne faisait pas les choses à moitié, il mit dans sa nouvelle foi une ferveur voisine du fanatisme. Moscou put également compter sur deux poids lourds, Henri Barbusse et Romain Rolland, à l'origine du comité Amsterdam-Pleyel, pacifiste et antifasciste, créé en 1933.

Derrière toutes ces organisations on retrouve la signature de l'Internationale communiste et sa nouvelle stratégie du "front uni antifasciste". Ces années voient les Soviétiques rompre avec la ligne "classe contre classe" et œuvrer à la formation de "fronts populaires" aux côtés des socialistes, humanistes et autres pacifistes (la veille qualifiés de "sociaux-fascistes" et de "sociaux-traîtres"). Grâce à un génie de la propagande, Willi Münzenberg, le Komintern instillera dans les capitales européennes, et d'abord à Paris, la "pensée" du Petit Père des peuples. De toutes les prises de guerre — outre Malraux, Jean Guéhenno, Georges Duhamel et quantité d'autres —, André Gide sera l'une des plus prestigieuses, même si *Le Retour de l'URSS*, en 1936, viendra gâcher la fête antifasciste.

Dans le camp d'en face, le 6 février fera l'effet d'un déclic. C'est le point de départ de l'engagement de Drieu. Nul plus que l'auteur de *Socialisme fasciste* (1934) n'aura incarné les ambivalences du communisme et du nazisme. Il avait certes été très tôt fasciné par l'aventure du Cercle Proudhon, qui rassembla avant 1914 des personnalités venues de l'Action française et des adeptes du syndicalisme révolutionnaire. S'il y a un antécédent préfasciste chez lui, il est à chercher là. Pour autant, au début des années 1930 c'est plutôt un homme de gauche, alors qu'on le classe commodément, avec Céline ou Rebatet, à l'extrême droite. En vérité, tous trois expérimentent ce que l'on appellera après eux l'idéologie "rouge-brune" — l'expression "droite révolutionnaire" serait plus juste. Une droite qui n'est pas une extrapolation de la droite traditionnelle, mais *« une surenchère de certains principes de la gauche »*, comme l'a magistralement démontré Marc Crapez dans *La Gauche réactionnaire* (1997). C'est dans cet esprit que nombre de déçus du Front populaire rejoindront la gauche collaborationniste. Céline est un cas à part, mais jusqu'à la fin il prêcha un communisme tonitruant, non pas seulement le fameux "communisme Labiche", mais une idéologie foncièrement archaïque héritée du sans-culottisme et du *Père Duchesne*, mêlée d'hygiénisme et de racisme. Rien d'exceptionnel à cela. Sait-on qu'après Stalingrad, Drieu ne jurait plus que par la "barbarie" soviétique?

Les frontières intellectuelles sont mal délimitées. C'est un âge d'errance politique et de reclassement idéologique, scandé par l'histoire qui s'emballe.

Ce discours, c'est au fond celui que tenait le Collège de sociologie, animé de 1937 à 1939 par des personnalités antifascistes — Georges Bataille, Roger Caillois, Jules Monnerot — qui aspiraient à resacraliser le social, au besoin par la violence. Bataille aura beau reprocher au fascisme sa violence désérotisée, son antifascisme n'est souvent qu'un couper-coller de l'original honni. C'est à lui que songeait Walter Benjamin quand il a dit du fascisme qu'il est composé de deux éléments: le fascisme *stricto sensu* et l'antifascisme. ●

PHOTOS : BRIDGEMAN IMAGES ; PVDE / BRIDGEMAN IMAGES

La IIIe République sombre à Vichy

Réunie au Grand Casino de Vichy, l'Assemblée nationale vote à une écrasante majorité l'abrogation de la IIIe République.

Par Christian Brosio

Vive la République quand même! Noyée parmi les *« Vive la France! »* jaillis de la salle de théâtre du Grand Casino de Vichy, l'exclamation du sénateur de l'Ardèche Maurice Astier est, sur le moment, passée inaperçue. Il était environ 17h30 ce mercredi 10 juillet 1940, et les 666 députés et sénateurs réunis là en Assemblée nationale venaient de voter massivement en faveur du projet de loi constitutionnelle qui, en déléguant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, signait l'arrêt de mort de la IIIe République.

Paraphé par le président de la République, Albert Lebrun, et le président du Conseil, Philippe Pétain, défendu devant les parlementaires par le vice-président du Conseil Pierre Laval, ce texte avait été adopté par 569 voix contre 80 et 17 abstentions. Après que la proclamation du résultat du scrutin a été saluée par un tonnerre d'applaudissements, Laval, épuisé mais soulagé, s'était levé et tourné vers l'Assemblée: *« Un seul mot,* dit-il. *Au nom du maréchal Pétain, je vous remercie pour la France! »*

Membre du groupe sénatorial de la Gauche démocratique, Maurice Astier est l'un des 80 à avoir voté non. S'ils ne soulevèrent alors aucun écho, les cinq mots qu'il lâcha à l'issue de cette séance historique ont pris l'allure d'une audacieuse oraison funèbre. Ils

Députés et sénateurs en séance dans la salle de théâtre du Grand Casino (page de gauche). Ci-contre, Pétain et Laval.

constituent, notait l'avocat et historien Louis Guitard dans *Le Spectacle du monde* en septembre 2000, *« l'embryon de la légende »* qui entoure aujourd'hui le refus des 80. Une "légende" qui ne prendra corps qu'à partir de 1970, à la suite d'un article publié dans *Le Monde* par l'un d'eux, le socialiste Jules Moch (ministre de l'Intérieur à poigne de la IVe République), qui affirmait que le vote des 80 peut être considéré comme *« le premier acte de résistance sur le sol français »*...

En 1989, le nouveau maire UDF de Vichy, Claude Malhuret, donnait à cette affirmation un caractère officiel en inaugurant dans sa ville, aux côtés du Premier ministre de l'époque, Michel Rocard, une plaque à la mémoire de ces *« hommes de courage et de droiture »* qui, *« ne cédant pas,* (avaient fait) *progresser à la fois l'Histoire et l'Humanité »*. Désormais, la cause est entendue : les 80 furent *« les premiers résistants de France »*. La réalité fut infiniment plus complexe.

Ayant dû quitter Bordeaux le 29 juin (les Allemands y faisant leur entrée le lendemain), le gouvernement, après quelques heures passées à Clermont-Ferrand, arrive à Vichy le 1er juillet. L'article 3 de la convention d'armistice signée le 22 juin lui laissait la possibilité de rétablir son siège à Paris, mais Pétain l'estimait impossible tant que les conditions de ce retour n'auraient pas été négociées.

Pleine de "repliés" de la drôle de guerre (davantage que de réfugiés de l'exode) mêlés aux curistes, Vichy est ainsi subitement investie par les plus hautes autorités de la République, flanquées de hauts fonctionnaires, bientôt suivis par une nuée de journalistes, de quémandeurs, d'ambitieux et d'aventuriers.

"Tout donne une impression de désordre, d'improvisation, mais aussi de ratatiné"

Pourquoi avoir choisi Vichy plutôt que Clermont ? À cause de la capacité hôtelière de la station thermale ; c'est ainsi que les ministères se répartissent aussitôt dans les principaux hôtels : le chef du gouvernement, son vice-président du Conseil, les Affaires étrangères et l'Information logent à l'*Hôtel du Parc* ; la Guerre au *Thermal Palace*, etc. Les autres s'installent où ils peuvent : après avoir trouvé refuge dans une salle de jeu du Petit Casino, l'Intérieur a pris ses quartiers à l'*Hôtel des Célestins*... Albert Lebrun, qui conserve encore ses privilèges de chef de l'État, est accueilli au pavillon Sévigné, qu'on appellera "le petit Élysée", avec son grand jardin.

« Tout donne une impression de désordre, d'improvisation, mais aussi de ratatiné, écrit Henri Amouroux dans sa *Grande Histoire des Français sous l'Occupation. Les importants du jour s'efforcent cependant de compenser la médiocrité du décor, l'austérité des repas, l'incommodité du travail dans des chambres surpeuplées* (...) *, l'absence de luxe, par un extrême souci de la mise en scène et de la phraséologie. »*

Le gouvernement à peine installé, un communiqué diffusé le 2 juillet convoque pour le 9 les députés et les sénateurs à Vichy, en vue d'une réunion de l'Assemblée nationale. Certains, venus de Bordeaux en même temps que les ministres, sont déjà sur place. Malgré les difficultés de communication et de circulation, les autres les rejoignent les jours suivants. Une centaine le 6 juillet, ils seront 666 trois jours plus tard, sur un effectif total de 850 (sans compter les députés communistes, déchus de leur mandat par un vote de la Chambre le 16 janvier 1940).

L'idée d'une nouvelle Constitution qui garantisse le travail, la famille et la patrie s'impose à tous comme allant de soi.

PHOTOS : KEYSTONE / GAMMA-RAPHO ; WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM ; COLLECTION LEEMAGE ; ROGER-VIOLLET

10 juillet 1940. La presse guette les résultats du vote. Page de droite, les unes de la semaine suivante.

En trois jours, le Grand Casino, bâti en 1901 dans le style rococo, est aménagé pour accueillir les séances parlementaires: un bureau en acajou, légèrement surélevé, pour le président de l'Assemblée, Jules Jeanneney, flanqué de deux tables de brasserie pour les secrétaires, est placé sur la scène du théâtre. Devant le bureau, légèrement en contrebas, devant la niche obstruée du souffleur, une table destinée aux orateurs. La salle tiendra lieu d'hémicycle.

Pourquoi convoquer l'Assemblée nationale? Pour qu'elle soit *« saisie des modifications aux institutions que la situation impose, afin que le gouvernement jouisse de l'autorité indispensable à la reconstruction du pays, dans l'ordre et le travail »*. Dans l'air depuis une dizaine d'années mais toujours différée, la réforme des institutions s'impose, d'autant plus que celles-ci sont associées à la débâcle. Beaucoup, à droite comme à gauche, sont même prêts à aller très loin.

Dès le 25 juin, à Bordeaux, Pierre Laval, bientôt vice-président du Conseil, avait évoqué les grandes lignes d'un projet visant à attribuer au maréchal Pétain tous les pouvoirs, y compris celui de préparer et de proclamer une nouvelle Constitution.

Laval, "socialiste indépendant", pacifiste depuis toujours

Le 4 juillet, il soumet au Conseil des ministres un texte précis, comportant un seul article: *« L'Assemblée nationale donne tout pouvoir au gouvernement de la République, sous la signature et l'autorité du maréchal Pétain, président du Conseil, à l'effet de promulguer, par un ou plusieurs actes, la nouvelle Constitution de l'État français. Cette Constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie. Elle sera ratifiée par les Assemblées qu'elle aura créées. »*

Auvergnat natif de Châteldon, les yeux légèrement bridés, le teint olivâtre, le regard charbonneux, matois

LA LÉGENDE DES QUATRE-VINGTS, UN DOGME D'ÉTAT

La légende est née juste après la guerre. Dès 1945, Vincent Auriol essayait de l'accréditer, mais acteurs et témoins étaient alors trop nombreux pour qu'elle pût être prise au sérieux. Tant qu'ils ont vécu, ces parlementaires avaient coutume de se réunir chaque 10 juillet à Vichy, autour d'une bonne table, pour commémorer, disaient-ils et disait-on, *« leur refus de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain »*. D'abord leurs réunions, aux yeux du grand public et peut-être même aux leurs, n'avaient guère plus d'importance que des rencontres d'anciens élèves de collège.

Le temps passant, les retrouvailles du 10 juillet changèrent peu à peu de signification. En 1970, Jules Moch, dans un article du *Monde*, présentait le vote des quatre-vingts comme le *« premier acte de résistance sur le sol français »*. Désormais, les "intellectuels", les "historiens engagés" étaient alertés. Il y avait là une idée à exploiter. Elle le fut si bien que, lorsqu'il devint maire de Vichy, en 1989, Claude Malhuret, ancien secrétaire d'État aux Droits de l'homme de Jacques Chirac, pensa qu'il était temps de l'ériger en vérité officielle. C. B.

mais aussi brillant d'intelligence, voix chaude, presque rauque, portant une éternelle cravate blanche, Pierre Laval, qui vient d'avoir 57 ans, séduit autant qu'il rebute. Issu de la SFIO, se disant volontiers "socialiste indépendant", pacifiste depuis toujours — dans la lignée de Caillaux et de Briand —, avocat, maire d'Aubervilliers depuis 1923, sénateur de la Seine de 1927 à 1936 puis du Puy-de-Dôme, membre de quasi tous les gouvernements de 1925 à 1935 (ministre du Travail en 1930, il est le "père" des assurances sociales), président du Conseil et ministre des Affaires étrangères en 1935, il mit alors en œuvre une politique d'endiguement de l'Allemagne fondée sur l'alliance franco-italo-britannique et le rapprochement avec l'Union soviétique. Il ne pardonna pas à la Grande-Bretagne d'avoir brisé ce front en prétextant l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie, en 1935.

En ces premiers jours chaotiques de juillet 1940, au cours desquels au traumatisme de la débâcle s'ajoute le choc créé par l'attaque de l'allié britannique contre notre flotte à Mers el-Kébir, Laval se conduit en "grand sorcier" procédant à la transmutation d'un régime à bout de souffle. Allant des uns aux autres, multipliant les apartés et les tête-à-tête, charmeur et menaçant, bonhomme et grave, il se dépense sans compter pour convaincre du bien-fondé de son projet. Approuvé par la grande majorité des parlementaires, toutes tendances confondues, le texte en inquiète un certain nombre d'autres.

L'attribution des pleins pouvoirs — exécutif et législatif — au maréchal Pétain fait en réalité la quasi-unanimité ; ce qui gêne, en revanche, c'est la délégation qui lui est faite du pouvoir constituant. Les récalcitrants font remarquer — à commencer par Paul-Boncour, sénateur du Loir-et-Cher et ancien président du Conseil — que, attribut de la nation, le pouvoir constituant ne peut par essence faire l'objet d'aucune délégation.

Dans la foulée, Vincent Badie, député radical de l'Hérault, recueille vingt-sept signatures sur une motion similaire. Signée, notamment, par André Philip, député socialiste du Rhône et futur membre du Comité de Londres, ainsi que par… Marcel Astier, celle-ci n'en estime pas moins *« indispensable d'accorder au maréchal Pétain qui, en ces heures graves, incarne si parfaitement les vertus traditionnelles françaises, tous les pouvoirs »*. Reçu, le 6 juillet, par le Maréchal, Paul-Boncour lui déclare : *« Nous n'hésiterions pas à suspendre la Constitution pour vous donner à vous, et à vous seul, une dictature comme la loi romaine l'a plusieurs fois établie. »*

Pierre Laval préfère une majorité sur son texte à une unanimité sur celui des sénateurs anciens combattants.

Laval va consentir à amender, mais légèrement seulement, son projet. En effet, le dernier paragraphe ne prévoit plus que la nouvelle Constitution sera *« ratifiée par les Assemblées qu'elle aura créées »*, mais qu'elle sera *« ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées »*. Une concession qui, cependant, ne suffira pas : la plupart des partisans du contre-projet Taurines - Paul-Boncour et de la motion Badie vont finalement voter non ce 10 juillet-là. ●

La Grande Histoire des Français sous l'Occupation *(tome I), d'Henri Amouroux, Robert Laffont, coll. "Bouquins", 1050 pages, 29 euros.*
Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident, 10 mai-10 juillet 1940*, de Jacques Benoist-Méchin, Robert Laffont, coll. "Bouquins", 1056 pages, 30 euros.*

BRIDGEMAN IMAGES

24 octobre 1940. L'entrevue de Montoire.

La tragédie de la Collaboration

La Collaboration reste associée à la face la plus sombre des "années noires". Dans une étude magistrale et dérangeante, Dominique Venner en disséquait la tragique complexité.

Par Christian Brosio

Si les Allemands l'emportent, ce seront Pétain, Laval, Déat qui auront eu raison et j'aurai nui à la France. Prononcée à Londres, à l'automne 1941, auprès de son chef d'état-major, le futur général Billotte, cette confidence étonnante du général de Gaulle est rapportée par Dominique Venner dans sa monumentale *Histoire de la Collaboration* publiée en 2002. Elle souligne, à elle seule, l'extraordinaire complexité des "années noires". Et oppose un cinglant démenti aux raccourcis manichéens dont celles-ci font l'objet.

S'étant imposé, du milieu des années 1970 aux années 2000, comme l'un des historiens majeurs du XX^e^ siècle, Dominique Venner avait publié une stimulante et novatrice *Histoire critique de la Résistance* (Pygmalion-Gérard Watelet, 1995). Fruit d'années de recherches, d'enquêtes auprès des acteurs et des témoins survivants, servie par une hauteur de vue nourrie d'une culture encyclopédique, celle-ci apportait une contribution décisive à la connaissance de la période. Loin des clichés, elle offrait une remise en perspective passionnante, pleine d'inattendu, soulignant notamment le caractère perméable de frontières jusque-là réputées étanches. Son *Histoire de la Collaboration* en est, en quelque sorte, le pendant. Elle aussi fera date.

Complétée d'un dictionnaire des protagonistes (185 biographies), partis, mouvements, journaux et

agences de presse, enrichie de nombreuses annexes (dont la liste complète des 158 romanciers, dramaturges et poètes interdits de publication en 1944, ou encore les lettres d'adieu de 8 des 76 miliciens exécutés au Grand-Bornand le 24 août 1944), cette somme impressionnante replace son sujet dans le contexte, non seulement du formidable traumatisme né du désastre de 1940, de l'Occupation et de la guerre civile franco-française de 1943-1944, mais, plus largement, de la grande fracture européenne issue des carnages de 14-18 et de ses conséquences, les révolutions bolchevique en Russie, fasciste en Italie, nationale-socialiste en Allemagne.

Ainsi située, la Collaboration apparaît, en France, comme l'un des derniers épisodes tragiques (le dernier sera l'épuration, *lire page 94*) de la "guerre civile européenne" de 1914-1945, cette seconde "guerre de Trente Ans" qui scella l'effondrement d'une civilisation. Elle est enfin une illustration paroxystique de la célèbre formule d'Antoine de Rivarol: *« Le plus difficile en période troublée n'est pas de faire son devoir, c'est de le connaître. »*

"C'est moi seul que l'Histoire jugera"

Une photographie est restée gravée dans toutes les mémoires: celle du maréchal Pétain saisissant la main que lui tendait Adolf Hitler sur le quai de la petite gare de Montoire (Loir-et-Cher), le 24 octobre 1940. Soixante ans après, elle reste le symbole de la politique de "collaboration" engagée par le gouvernement "de Vichy" avec l'Allemagne hitlérienne victorieuse. Six jours plus tard, le 30 octobre, le Maréchal annonçait à la radio: *« C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française* (...) *dans le cadre d'une activité constructive d'un nouvel ordre européen que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration* (...). *Cette politique est la mienne.* (...) *C'est moi seul que l'Histoire jugera. »*

Lourdement condamnés, entre 1944 et 1948, par les tribunaux de l'épuration, les partisans de cette politique — ou supposés tels — n'ont cessé, depuis lors, d'être frappés d'opprobre.

Hormis les cas ignobles et méprisables, notamment des exécuteurs stipendiés des basses œuvres des différentes polices allemandes (tels que les sinistres Bonny et Lafont), qu'entend-on par Collaboration et collaborateurs?

Peu après la Libération, dans sa *Lettre aux directeurs de la Résistance*, l'écrivain et ancien résistant Jean Paulhan estimera entre 1,5 et 2 millions le nombre de Français ayant eu à répondre de cette étiquette. Pour beaucoup, la patrie était tout. Ils l'avaient montré par leur courage, parfois leur héroïsme, au feu, en 1914-1918 et (ou) en 1939-1940. Un certain nombre ne s'étaient même jamais considérés ni conduits en partisans de l'Allemagne. Caricatural, à cet égard, est l'exemple de Charles Maurras, condamné, le 27 janvier 1945, par la Cour de justice de Lyon, à la réclusion à perpétuité et à la dégradation nationale pour *« intelligences avec l'ennemi »*. Or, si quelqu'un pouvait être réputé paré de toutes les "intelligences", excepté, précisément, avec l'Allemagne, c'était bien le vieux maître de l'Action française.

Montoire: "Une manœuvre dans le jeu complexe et difficile que le maréchal Pétain mène face au vainqueur pour améliorer la situation de la France."

Un exemple contraire illustre cette difficulté: le 18 juin 1940, quatre jours après l'entrée de la Wehrmacht à Paris, deux émissaires du parti communiste clandestin, Denise Ginollin et Maurice Tréand, se présentaient au siège de la Kommandantur, rue de Rivoli, pour demander l'autorisation de faire reparaître *L'Humanité*. Celle-ci avait été interdite neuf mois plus tôt, en même temps que le PC, par un décret du gouvernement Daladier, à la suite des campagnes de sabotage contre l'armée et l'industrie de guerre françaises consécutives au pacte germano-soviétique du 23 août 1939. Seule une ferme intervention du gouvernement français fit capoter l'opération. Restés clandestins, le PC et son quotidien concentrèrent alors leurs attaques à la fois contre le gouvernement *« réactionnaire »* de Vichy et *« le général de Gaulle et autres agents de la finance qui voudraient faire se battre les Français pour la City »*.

Un an plus tard, retournement: rompant le pacte germano-soviétique, le Reich envahit l'URSS le 22 juin 1941. Le PC entre alors en Résistance. Encore trois ans, et les représentants de l'État français se retrouveraient dans le box des accusés tandis que, devenu une des principales composantes du gouvernement provisoire présidé par le Général, le PC peuplerait de ses mili-

Vichy, mars 1944. Cérémonie des couleurs au siège du secrétariat général de la Milice française.

tants les jurys des tribunaux d'épuration. Par un extraordinaire tour de passe-passe, celui-ci aurait réussi, avec la complicité de ses nouveaux partenaires, à faire oublier sa trahison de 1939 et son attitude collaborationniste entre juin 1940 et juin 1941.

Guidée par le souci exclusif de relayer les intérêts stratégiques d'une puissance étrangère — en l'occurrence l'URSS —, cette attitude ne fut quasiment jamais celle que suivirent ceux qui se réclamèrent de la Collaboration. Il convient de distinguer la Collaboration en zone Sud, "libre" jusqu'au 11 novembre 1942, de la Collaboration de la zone Nord, occupée dès juin 1940. Même après l'occupation de la zone Sud, le climat y restera très différent.

En zone Sud, la Collaboration est essentiellement l'affaire de l'État. Celle-ci, on l'a vu, date de Montoire. Elle revêt toutefois des réalités diverses, voire opposées. D'abord, il y a la position du maréchal Pétain. Avant tout soucieux d'alléger les sévères conditions de l'armistice (lesquelles ne cesseront au contraire de s'alourdir), ce dernier esquiva, à Montoire, l'offre de son interlocuteur d'associer la France à la lutte contre l'Angleterre, et le mit en garde contre une *« paix de représailles »*. Le même jour, son émissaire, le Pr Louis Rougier, était d'ailleurs reçu secrètement à Londres par Winston Churchill.

Mais il existe deux lectures contradictoires de Montoire. Celle du Maréchal — corroborée par la plupart des historiens de Vichy —, qui conçut la rencontre *« comme une manœuvre dans le jeu complexe et difficile qu'il mène face au vainqueur pour améliorer la situation de la France »*. Cette ligne de conduite, guidée exclusivement par le désir de protéger les Français, restera la sienne jusqu'à la fin de l'Occupation.

Elle lui permettra notamment d'obtenir la libération d'un demi-million de prisonniers (sur 1,85 million) en plus des libérations prévues par la Convention de Genève en faveur des malades et des membres du corps de santé.

Mais il y eut aussi l'interprétation de Pierre Laval: convaincu d'une victoire définitive de l'Allemagne, ce dernier vit dans l'entrevue le prélude à un renversement des alliances qui, selon lui, permettrait à la France d'effacer les conséquences de sa défaite et de retrouver sa liberté. Cette position lui valut alors l'hostilité de la garde rapprochée du Maréchal, notamment du Dr Bernard Ménétrel, chef de son secrétariat particulier jusqu'en 1943, et de la droite "résistante" de Vichy, composée en majorité d'anciens "cagoulards", tels que Gabriel Jeantet ou le colonel Groussard. Ceux-ci le feront évincer du pouvoir par le "coup d'État" du 13 décembre 1940.

À son retour, imposé par l'Allemagne le 18 avril 1942, et plus que jamais convaincu d'être l'homme de la situation, Pierre Laval reprit sa politique là où il l'avait laissée. Entre-temps, le retournement de l'Allemagne contre l'Union soviétique avait donné une orientation nouvelle à la guerre. Le 22 juin 1942, à l'occasion du premier anniversaire de l'événement, il lance à la radio la fameuse phrase qui lui sera tant reprochée: *« Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que, sans elle, le bolchevisme demain s'installera partout. »*

Si quelqu'un pouvait être réputé paré de toutes les "intelligences", excepté, précisément, avec l'Allemagne, c'était bien le vieux maître de l'Action française.

Condamné à manœuvrer au milieu de récifs de plus en plus dangereux, il maintint cependant jusqu'au bout le cap qu'il s'était fixé, tout en cultivant l'espoir, à partir de 1943, de pouvoir traiter avec les Américains.

Convaincu, jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis, le 7 décembre 1941, d'une victoire allemande, et, depuis le drame de Mers el-Kébir, en 1940, de l'inimitié foncière de l'Angleterre, l'amiral Darlan ne fut pas loin de partager le point de vue de la prise de position "pour" (et non pas "avec") son vainqueur, dans un premier temps, avant que d'y renoncer, devant le refus manifeste de l'Allemagne d'envisager un traité de paix. En novembre 1942, sept mois après son éviction et le retour de Laval, il proclamera, à Alger, le retour de la France dans la guerre aux côtés des Alliés, avant d'être assassiné le 24 décembre, victime d'une conspiration gaullo-monarchiste.

La Milice contre les communistes

Le cas de la Milice et de son chef, Joseph Darnand, est très particulier. Caractéristique du climat régnant en zone Sud, reflet tragique de la terrible guerre civile franco-française de 1943-1944, il cristallise toutes les ambiguïtés de l'époque.

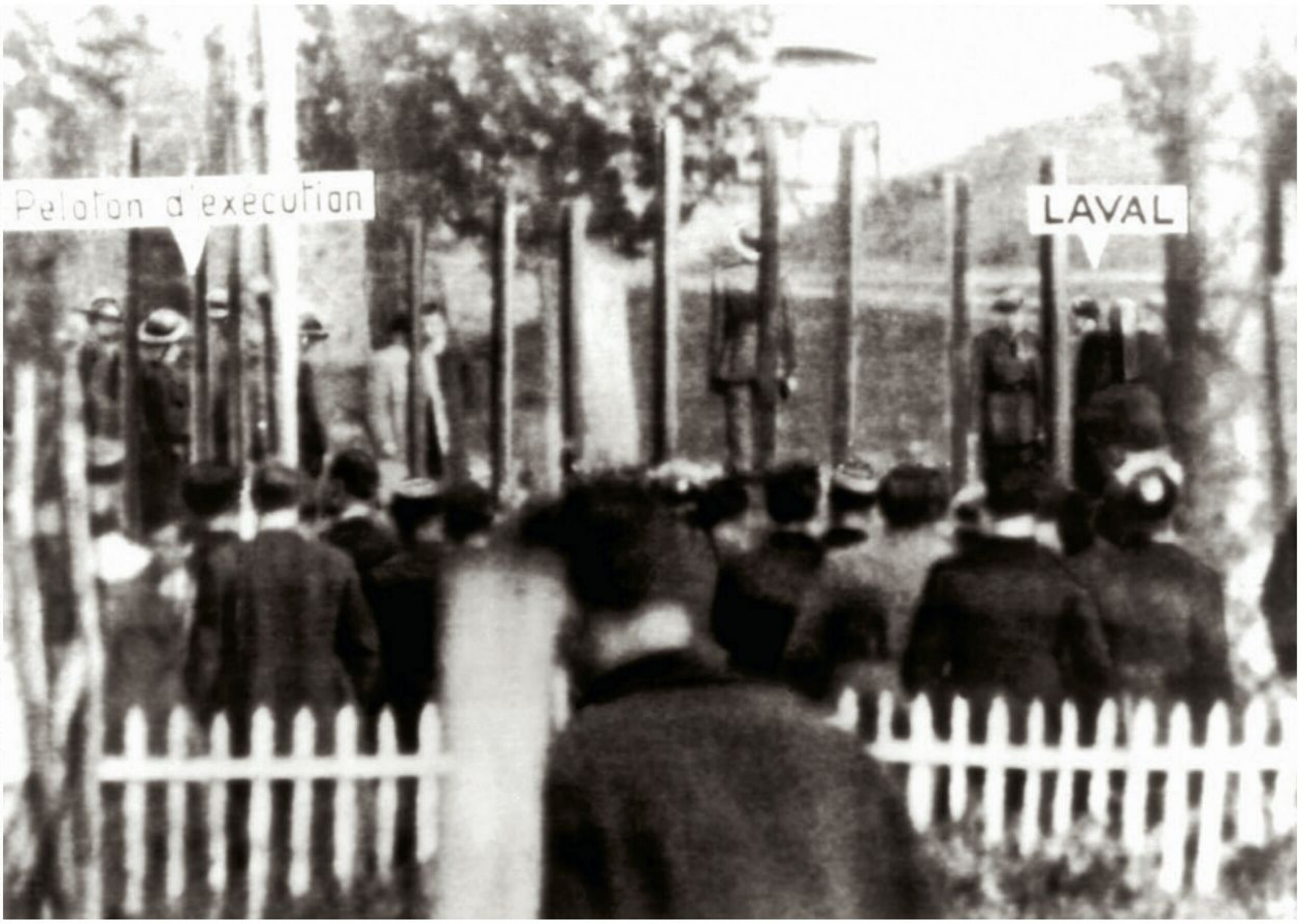
PHOTOS : MUSÉE CARNAVALET / ROGER-VIOLLET ; AKG-IMAGES / ULLSTEIN BILD

Mouvement civique d'anciens combattants présidé par le maréchal Pétain, à majorité catholique, très anti-allemande, celle-ci avait initialement pour vocation d'être le fer de lance de la Révolution nationale en zone Sud et en Afrique du Nord. La jugeant bientôt trop timorée, Darnand créa en son sein, en 1941, dans son département des Alpes-Maritimes, un Service d'ordre légionnaire (SOL) destiné à regrouper les militants les plus jeunes et les plus combatifs de la Révolution nationale. La Milice devait naître, deux ans plus tard, de la transformation du SOL, grâce au soutien de Pierre Laval, soucieux de pouvoir s'appuyer sur une force militante qui lui soit fidèle.

Créée par une loi du 31 janvier 1943, placée sous l'autorité directe de Pierre Laval, la Milice, d'abord circonscrite à la zone Sud, avait une triple vocation : vigilance, propagande et sécurité. Les Allemands refusèrent qu'elle soit armée. Recrutant surtout dans les milieux catholiques et maurrassiens, anticommuniste et antigaulliste, restée marquée, dans l'ensemble, par l'antigermanisme de la Légion et du SOL (Darnand parlait des *« Boches »*), elle évolua progressivement cependant vers la collaboration active, sous la pression des attentats de la Résistance communiste dont elle devint la cible privilégiée à partir du printemps 1943. Plusieurs dizaines de miliciens désarmés ayant été assassinés entre avril et

DARNAND, HÉROS DES DEUX GUERRES

Issu d'une famille catholique de l'Ain, combattant héroïque de la guerre de 1914-1918, qu'il termina avec le grade d'adjudant, sept citations et la médaille militaire, militant nationaliste, à Nice, entre les deux guerres (à l'Action française d'abord, puis au Comité secret d'action révolutionnaire d'Eugène Deloncle — la fameuse Cagoule), se couvrant à nouveau de gloire, en 1939-1940, à la tête d'un corps franc, décoré de la Légion d'honneur (sa photo fit la une de *Match* en février 1940), prisonnier en juin 1940, évadé deux mois plus tard, Darnand se vit alors confier la direction régionale de la Légion française des combattants.



PHOTOS : CSU ARCHIVES/EVERETT COLLECTION / BRIDGEMAN IMAGES ; AKG-IMAGES / TT NEWS AGENCY ; GASTON PARIS / ROGER-VIOLLET

novembre 1943, Darnand obtint des Allemands l'autorisation d'armer la Milice contre l'engagement que celle-ci favorise, au nom de la croisade contre le bolchevisme, les recrutements au sein de la Waffen SS sur le front de l'Est. C'est ainsi qu'un certain nombre de miliciens, issus de milieux traditionnellement antiallemands, se retrouvèrent à endosser l'uniforme *feldgrau*.

Parallèlement, le durcissement de la guerre civile en France devait conduire la Milice à multiplier les opérations de "maintien de l'ordre" aux côtés des Allemands. Non sans crises de conscience, à commencer par Joseph Darnand lui-même, dont Dominique Venner détaillait les hésitations et les prises de contact avec la Résistance non communiste, et même avec Londres. N'ayant pas reçu de réponse, nommé secrétaire général au Maintien de l'ordre à la fin de 1943, il assuma pleinement, jusqu'au poteau d'exécution, la suite de son destin.

La collaboration parisienne

À la fois plus jusqu'au-boutiste et plus révolutionnaire : telle apparaît la collaboration politique en zone Nord, à Paris. Elle est le fait de leaders politiques et syndicaux issus, dans leur grande majorité, de la gauche socialiste, radicale, pacifiste ou communiste (Déat, Albertini, Doriot, *lire ci-dessous et pages 91 et 93*), mais aussi de la droite activiste (l'ancien chef de la Cagoule, Eugène Deloncle), de journalistes issus de tous les horizons, également de la gauche socialiste, communiste (René Château, Claude Jamet) ou briandiste (Jean Luchaire), mais également de la droite nationaliste (Brasillach, Rebatet)… Fort différents les uns des autres, très divisés,

DÉAT, LE NORMALIEN DE COMBAT

Normalien, agrégé de philosophie, héros de la Première Guerre mondiale (qu'il termina avec le grade de capitaine, cinq citations et la Légion d'honneur), longtemps espoir de la SFIO, Marcel Déat s'opposa à Léon Blum en 1933, lui reprochant son inertie face au défi intellectuel, politique et social représenté par les fascismes. Exclu de la SFIO, il fonda le parti socialiste de France. Éphémère ministre de l'Air de janvier à mai 1936 dans le cabinet Sarraut, il rencontra alors à plusieurs reprises le colonel de Gaulle, qui lui témoigna de l'estime.

17 octobre 1945.
Exécution de Pierre Laval.

ils ont cependant pour points communs de s'être tous opposés à la marche vers la guerre entre 1936 et 1939 et, à des degrés divers, d'appeler de leurs vœux, après la défaite, l'instauration en France d'un régime plus ou moins inspiré des modèles fasciste ou national-socialiste.

Hormis de nombreuses formations plus ou moins folkloriques, deux grands partis rivaux tentèrent de s'imposer : le Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat et le Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot.

Chaud partisan des accords de Munich, en 1938, Déat fit sensation en publiant dans *L'Œuvre*, le 4 mai 1939, un article retentissant : *Faut-il mourir pour Dantzig ?* Il défendit l'idée d'une paix blanche. La défaite consommée, il se montra d'emblée partisan d'une entente avec le vainqueur. Ayant pris, avec la bénédiction de l'ambassadeur Otto Abetz, la direction de *L'Œuvre*, il y forgea le néologisme de *« collaborationnisme »* pour désigner la "vraie" collaboration, opposée à la "fausse", celle de Vichy.

Lors de la défaite de 1940, échappant de peu à la capture, Jacques Doriot se retrouva à Vichy dans la deuxième quinzaine de juillet. Son parti étant interdit en zone Nord par les Allemands, il dut se contenter, dans un premier temps, de le recréer en zone Sud, sous le nom de Mouvement populaire français (MPF). Contrairement à Déat, il choisit pendant cette période d'adopter une ligne réservée vis-à-vis de l'Allemagne et de ménager le Maréchal. Son slogan : "Derrière Pétain, avec Doriot". Il n'évolua vers la collaboration radicale qu'à partir d'avril 1941, date à laquelle le PPF fut toléré en zone Nord, avant d'être officiellement autorisé le 28 décembre de la même année.

Mais c'est surtout la nouvelle de l'attaque allemande contre l'URSS, le 22 juin suivant, qui fut décisive. L'apprenant, le jour même, en plein congrès du PPF à Villeurbanne, il se compara, devant ses militants, au *« navigateur qui, après une nuit de tempête, salue l'aube »*. Aussitôt, il lança l'idée d'une Légion de volontaires français contre le bolchevisme (LVF), suivi peu après par Eugène Deloncle, chef du Mouvement social-révolutionnaire (MSR), de Déat et d'autres. Créée le 5 août, la LVF, intégrée à un régiment de la Wehrmacht, recrutera plus de 6 000 volontaires jusqu'en juin 1944. Doriot y fera lui-même plusieurs séjours. À partir de 1943, plusieurs milliers d'autres volontaires s'enrôleront dans la Waffen SS. Une poignée de ces Français figureront, dans les derniers jours d'avril 1945, parmi les ultimes défenseurs de Berlin.

Pourtant sans volonté de collaborer de la part de l'Allemagne, la Collaboration était une illusion. La plupart des collaborateurs y cédèrent cependant jusqu'au bout, certains se livrant à une surenchère quasi nihiliste à mesure que les armées alliées progressaient. Démence ? Peut-être, sûrement même, pour quelques-uns. Mais aussi, pour d'autres, le sentiment de n'avoir plus rien à perdre face à des vainqueurs dont ils savaient qu'ils n'avaient rien à attendre. ●

Histoire de la Collaboration,
de Dominique Venner, Pygmalion-Gérard Watelet, 768 pages, 26,20 euros.

DORIOT, L'OUVRIER ANTICOMMUNISTE

Ancien ouvrier ajusteur à Saint-Denis, s'étant illustré, en 1917, à l'âge de 19 ans, au combat du chemin des Dames en ramenant le corps d'un camarade à travers les lignes, ancien espoir du parti communiste dont il fut exclu en 1934 pour avoir dénoncé l'alignement inconditionnel de Maurice Thorez sur Moscou, Jacques Doriot fonda le Parti populaire français le 28 juin 1936 avec l'idée d'en faire un grand rassemblement de forces ouvrières et nationales. Suscitant un grand enthousiasme, il subit des défections après ses prises de position favorables à Munich. Hostile à la guerre mais mobilisé en 1939, le sergent-chef mitrailleur Doriot se battit comme un lion au-delà de la date de demande d'armistice, jusqu'au 20 juin, du côté de Sully-sur-Loire, ce qui lui valut la croix de guerre.

La Milice évolua progressivement vers la collaboration active, sous la pression des attentats de la Résistance communiste dont elle devint la cible privilégiée.

Les drames de l'épuration

Dans le prolongement des drames de l'Occupation, la France a subi, de 1944 à 1947, une des épurations les plus sanglantes de son histoire. Point d'orgue de la guerre civile qui s'était superposée à la guerre contre les Allemands, elle demeure largement taboue.

Par Régis Constans

J'étais entré très jeune et dès le début dans la Résistance. Je détestais tout ce que faisait l'hitlérisme. Et, maintenant, je voyais qu'on tuait des innocents. Et moi-même je fus menacé d'être fusillé parce que je défendais des innocents. » Extrait de *L'Aventure du politique* (Critérion, 1991), ouvrage d'entretiens de Julien Freund avec Charles Blanchet, ce témoignage reflète le désarroi qu'avait inspiré à nombre d'authentiques résistants le climat de la Libération. Futur professeur à l'université de Strasbourg, resté comme l'un des plus éminents penseurs du politique, Julien Freund (1921-1993) s'était engagé dès 1940 au sein du mouvement Libération, puis avait participé aux activités de Combat dans la région de Clermont-Ferrand, ce qui lui valut d'être arrêté en 1942. Évadé le 8 juin 1944, il avait rejoint un maquis FTP (Francs-Tireurs et Partisans) dans les Basses-Alpes, puis dans la Drôme. Il raconte à Charles Blanchet: « *Le chef de notre groupe FTP avait comme maîtresse l'institutrice d'un village proche de notre camp, à côté de Lurs. Cette institutrice, une jolie fille de 23-24 ans, a rompu, et notre responsable a voulu se venger en l'accusant d'être passée du côté de la Gestapo.* [...] *On est allé arrêter cette jeune femme à six heures du soir et aussitôt on a institué un "tribunal du peuple".* [...] *Ce fut terrible. Elle était innocente et le tribunal la condamna à mort. Il y eut cette nuit d'épouvante où les partisans la violèrent dans une grange à foin. Et, à l'aube, elle fut exécutée sur une petite montagne appelée Stalingrad.* [...] *On avait demandé des volontaires. Tous furent volontaires. J'étais le seul à ne pas y être allé.* [...] *Après une telle expérience, vous ne pouvez plus porter le même regard sur l'humanité.* » Dans la France de l'été et de l'automne 1944 — et même au-delà —, la liesse se mêle à une explosion de haine et de vengeance, parfois jusqu'à l'orgie. Arrestations arbitraires, expéditions punitives, exécutions sommaires, tortures, lynchages, pillages, actes de vandalisme sont perpétrés au nom de la Résistance. Les auteurs de ces forfaits, chefs de maquis, chefs de bandes, la plupart des combattants de la onzième heure, agissent en dehors de toute légalité. Le territoire se couvre soudain de "tribunaux populaires" improvisés, de prisons plus ou moins clandestines et de camps d'internement provisoire où s'entassent toutes sortes de gens: des membres de mouvements collaborationnistes (PPF, RNP, etc.), des miliciens, des auxiliaires de la Gestapo (vrais ou supposés), des policiers, des gendarmes, des notables, des maires, des secrétaires de mairie, mais aussi de simples citoyens — paysans, commerçants, employés et ouvriers — qui, bien qu'anti- allemands, étaient restés maréchalistes, et, le plus souvent, des individus victimes de règlements de comptes étrangers à la guerre et à la politique — femmes ou maris trompés, voisin jaloux, employé mécontent, etc.

C'est le temps de l'épuration "sauvage" ou "insurrectionnelle". Géographiquement, sa carte épouse celle des tempéraments et des luttes politiques d'avant la guerre. Ainsi, les exécutions sommaires et autres sévices furent beaucoup plus nombreux au sud de la Loire qu'au nord. La situation est particulièrement

"Les braves sans-culottes et les bonnets phrygiens/ Ont livré sa crinière à un tondeur de chiens/ Mais je n'ai pas bougé du fond de ma torpeur/Les coupeurs de cheveux en quatre m'ont fait peur..."

Georges Brassens, La Tondue.

Une femme soupçonnée de s'être livrée à la "collaboration horizontale" est tondue. Sans autre forme de procès.

PRESSE / ALBIN MICHEL

explosive dans les régions à forte concentration de maquis FTP, d'obédience communiste : Massif Central (où sévit le célèbre Georges Guingouin), Savoie, Doubs, départements du Sud et du Sud-Ouest, qui comptaient de nombreux Espagnols "républicains" et d'anciens membres des Brigades internationales.

Entre août et octobre 1944, cette épuration "sauvage" a procédé, au total, à l'arrestation de près d'un million de personnes. On s'interroge toujours sur le nombre d'exécutions sommaires dont elle est responsable. En 1951, le ministre de l'Intérieur socialiste Adrien Tixier avançait le chiffre de 105 000. Dans son *Histoire de l'épuration* (Fayard, 1967-1970), Robert Aron a ramené ce chiffre à une fourchette de 30 000 à 40 000. D'autres, comme l'Américain Herbert R. Lottman, en 1986, ont évoqué une fourchette de 8 000 à 10 000. Les auteurs non manichéens, comme Henri Amouroux, dans le tome VIII de sa *Grande Histoire des Français sous l'Occupation* (Robert Laffont, 1988), ou Philippe Bourdrel, dans *L'Épuration sauvage* (Perrin, 1988-1990), ont confirmé l'estimation d'Aron.

Milice contre PC, maquis blancs contre rouges

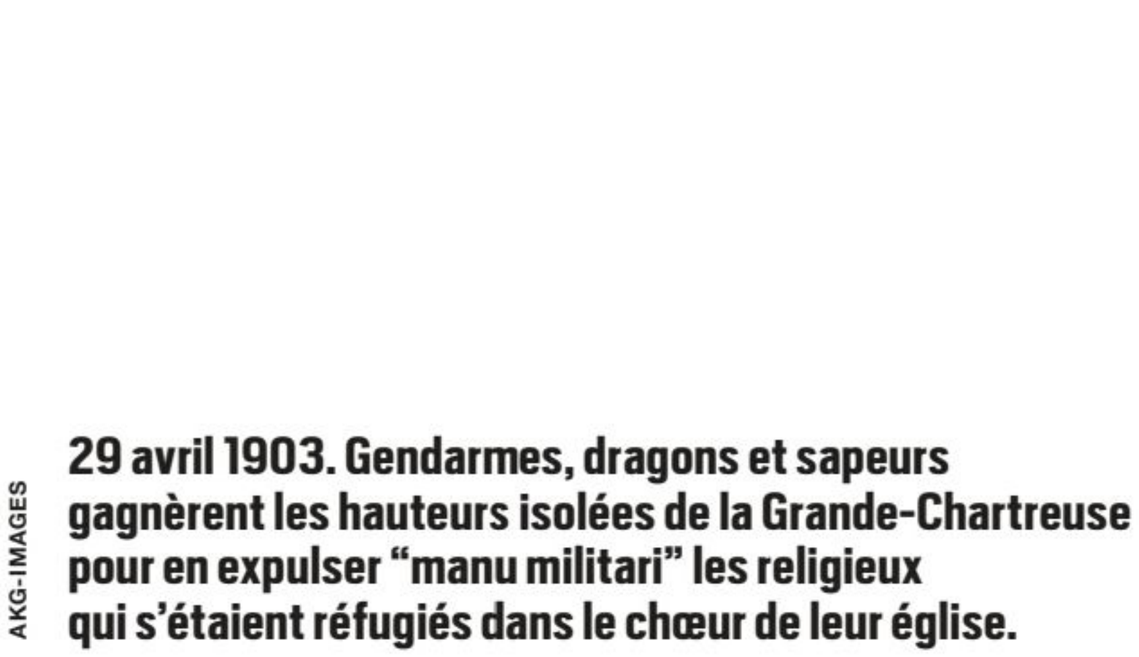
Cette violence épuratrice est le prolongement d'une inexpiable guerre civile qui, au moins depuis 1943, s'est superposée à la guerre et à l'Occupation. Les prémices en remontent au 21 août 1941, lorsque le parti communiste clandestin est entré en résistance en abattant d'un coup de pistolet dans le dos un officier allemand. Son objectif obéissait à une stratégie précise : provoquer des représailles, afin d'opposer l'occupant et, plus encore, les autorités de Vichy à la population, afin de sortir celle-ci de son attentisme. De fait, la mécanique provocation-répression se mit en branle avec une efficacité redoutable, les atrocités des uns répondant bientôt aux atrocités des autres. La Milice *(voir page 90)* va se trouver de plus en plus impliquée dans les expéditions punitives contre les "terroristes", autrement dit les résistants, surtout les communistes : règlements de comptes, assassinats, enlèvements, tortures se multiplient. S'y ajoute une lutte sans merci, parfois tout aussi sauvage, entre maquis "blancs" — non communistes ou anticommunistes — et "rouges".

En août 1941, depuis Londres, le général de Gaulle avait condamné la stratégie du PC. Puis le 1er mars 1942, il définissait ainsi son programme : *« La libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale. »* Et le 15 octobre 1943, la direction des Mouvements unis de résistance (MUR) indiquait que la libération du territoire devait s'accompagner de *« la répression révolutionnaire (…) de la trahison, conforme aux aspirations de représailles des militants de la Résistance »*. Cet appel a été pris par certains, à commencer par le parti communiste, comme un blanc-seing. Le 14 octobre 1944, le général de Gaulle, devenu chef du gouvernement provisoire, demandait que *« cessent absolument toutes improvisations d'autorité (…) qui, désormais, ne seraient plus qu'abus inadmissibles »*. Le 22 octobre, les milices "patriotiques" du PC étaient dissoutes, en échange du retour en France et de l'amnistie de Maurice Thorez — qui avait fui à Moscou en septembre 1939.

À l'épuration "sauvage" allait succéder l'épuration "légale". Organisée, pour l'essentiel, par les ordonnances des 26 et 27 juin, 26 août et 28 novembre 1944, elle repose sur le postulat, posé par René Cassin, de l'*« illégalité »* de l'État français du maréchal Pétain, investi le 10 juillet 1940 par 569 députés et sénateurs, et reconnu par la plupart des puissances étrangères, y compris l'URSS. Jusqu'au début de 1947, elle s'est soldée par 300 000 arrestations, 95 000 procès, 50 000 jugements rendus, 7 037 peines de mort prononcées, 791 exécutées, 13 211 peines de travaux forcés, 23 800 peines d'emprisonnement, plus de 46 000 peines de dégradation ou d'indignité nationale, 11 400 fonctionnaires sanctionnés… ●

L'Eglise catholique, un coupable idéal

Des "terreurs de l'an mil" à la "compromission" du Vatican dans la déportation des juifs en passant par la croisade contre les albigeois ou les guerres de Religion, le Corps du Christ se voit taxé d'oppression, de massacres et de nombreuses lâchetés. Une réécriture de l'histoire sans rapport avec la réalité.

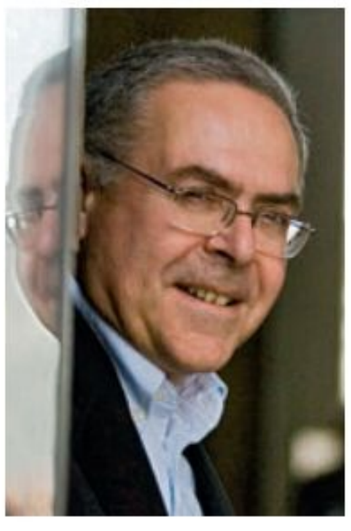


AKG-IMAGES

29 avril 1903. Gendarmes, dragons et sapeurs gagnèrent les hauteurs isolées de la Grande-Chartreuse pour en expulser "manu militari" les religieux qui s'étaient réfugiés dans le chœur de leur église.

L'ÉGLISE CATHOLIQUE, UN COUPABLE IDÉAL

Jean Sévillia : "Écarter les perspectives manichéennes"



À toutes les époques, la nôtre comprise, l'Église catholique a fait l'objet d'un réquisitoire sévère, avec des accusations parfois infondées ou outrancières. Sous la direction de Jean Sévillia, une quinzaine d'historiens se sont penchés sur le sujet…

Propos recueillis par Anne-Laure Debaecker

La première croisade, celle des pauvres gens. Pierre l'Ermite harangue les croisés (enluminure du "Chevalier au cygne", XIII[e] siècle, bibliothèque de l'Arsenal, Paris). L'expression d'une foi populaire et enracinée.

Les chrétiens sont des misogynes, les papes des débauchés avides de pouvoir, les croisades des conquêtes guerrières contre les musulmans, les protestants des victimes des catholiques ou encore le clergé des hommes contre la science et la modernité : nombreuses sont les incriminations de l'Église catholique au fil des siècles. Dans un ouvrage collectif réunissant une quinzaine de spécialistes, l'historien, essayiste et journaliste Jean Sévillia s'attaque à la légende noire de l'Église, entretenue par *« des idées fausses ou préconçues se transformant en mythes tenaces »*, légende qui *« n'a fait que s'aggraver, et ne fera que s'amplifier du fait de la déchristianisation de l'Europe »*. Ce livre cherche à apporter une analyse précise et scientifique des faits incriminés pour dépasser toute lecture manichéenne et aboutir à une version juste et véridique. Une enquête équilibrée et éclairante.

À quelle urgence répondait ce livre?

Dans un contexte de déchristianisation et d'indifférence religieuse croissante, les critiques et les attaques contre l'Église, contre l'Église catholique plus précisément, sont aujourd'hui monnaie courante. Elles tirent argument, très souvent, d'épisodes du passé qui sont matière à controverse. Des croisades à l'Inquisition, de l'affaire Galilée aux guerres de Religion, et de la position de l'Église vis-à-vis de la colonisation à l'attitude de Pie XII pendant la Seconde Guerre mondiale, le champ est large. Les procès à charge contre l'Église, concernant ces sujets, sont-ils fondés ou non? Les actes d'accusation sont-ils objectifs? La défense a-t-elle le droit à la parole? Sur chaque question qui est matière à polémique, il existe certes une abondante documentation historique, mais celle-ci est le plus souvent consultée par les seuls spécialistes. D'où ➤

PHOTOS : JOHN FOLEY/OPALE/LEEMAGE ; JOSSE / BRIDGEMAN IMAGES

L'ÉGLISE CATHOLIQUE, UN COUPABLE IDÉAL

"Mission", de Roland Joffé (1986). L'utopie des Jésuites qui se brisera sur l'avidité des colons.

l'idée de publier, à l'intention du grand public cultivé, un livre de synthèse qui expose les tenants et aboutissants de ces controverses. Dans chaque domaine, les dix-huit chapitres de l'ouvrage, confiés à des historiens dont les travaux font référence, apportent des réponses fondées sur les acquis les plus récents de la recherche.

Les quinze historiens qui ont participé à l'ouvrage sont-ils chrétiens?

Je ne leur ai pas posé la question! Ce livre est un livre d'histoire, pas un manuel d'apologétique religieuse. Les contributeurs de l'ouvrage ont été choisis en fonction de leurs compétences d'historien, et non en fonction de leur rapport personnel à la foi chrétienne et au catholicisme. Le principe du livre est simple: refuser les procès à charge systématiques contre l'Église, comme la défense aveugle de celle-ci. Notre entreprise correspond à une volonté de discernement historique.

Comment s'est développée la légende noire de l'Église?

Elle a sa propre histoire. Dès le XVI^e^ siècle, par exemple, la colonisation de l'Amérique du Sud par les Espagnols et les Portugais fait l'objet de violentes critiques de la part des théologiens protestants. Pour vilipender l'Église catholique, ceux-ci prennent de même pour cible la cour pontificale, dont ils dénoncent le faste, ou les pratiques de l'Inquisition, occultant au passage que Michel Servet fut brûlé vif pour hérésie à Genève, dans le fief de Calvin. Au siècle des Lumières, les philosophes reprennent le même argumentaire en l'actualisant. Au XIX^e^ siècle, les courants rationalistes et scientistes partagent un discours anticlérical qui met en exergue, à travers l'histoire, des épisodes censés ôter toute crédibilité à la religion catholique. Au XX^e^ siècle, l'anticléricalisme et l'athéisme militants, notamment les différentes tendances marxistes, poursuivent le même objectif. Cette accumulation de discours hostiles a en effet produit une légende noire de l'Église dans laquelle il faut distinguer le mythe de la réalité.

Quels sont les principaux obstacles à une juste interprétation du passé de l'Église?

"Une légende noire de l'Église dans laquelle il faut distinguer le mythe de la réalité."

En premier lieu l'anachronisme, qui est, on le sait, le péché majeur pour l'historien. On ne comprend rien à l'histoire en général, et donc également à l'histoire de l'Église, si on applique aux hommes et aux sociétés du passé les critères intellectuels, politiques, mentaux, moraux et culturels qui ont cours aujourd'hui. Prenons l'exemple du Moyen Âge. À cette époque, non seulement l'athéisme est impensé et donc jamais exprimé, mais l'hérésie religieuse est considérée comme un mal public puisqu'elle porte ➤

PICTORIAL PRESS LTD / ALAMY STOCK PHOTO

CRISE DES PRÊTRES PÉDOPHILES, UNE TRAHISON

Pourquoi avoir voulu clore le livre par un chapitre sur la crise des prêtres pédophiles ? On voit que le futur Benoît XVI a beaucoup œuvré pour lutter contre ce fléau…

Nous avons voulu aborder le problème car il faut regarder la réalité en face. Même s'il s'agit d'une minorité au sein du clergé, même s'il faut refuser tout amalgame, car des milliers et des milliers de prêtres et de religieux se dévouent sans faillir pour la jeunesse, un nombre de clercs malgré tout important, à l'échelle de l'Église universelle, ont commis des crimes abominables à l'égard d'enfants, trahissant leur mission de prêtres et d'éducateurs, et abusant de la confiance qui leur était accordée par les parents. Avec le recul du temps, cela sera analysé comme une des graves crises de l'Église contemporaine, qui en dira sans doute autant sur notre époque que sur l'Église elle-même. Dans un essai d'histoire immédiate, notre livre fait la lumière sur cette douloureuse question à propos de laquelle la vérité se fait tardivement, ce qu'il faut déplorer, mais se fait quand même, et avec le concours de l'Église, effort de clarification et de purification qui avait été exigé par Joseph Ratzinger alors qu'il n'était pas encore le pape Benoît XVI.

Loin d'une autoculpabilisation occidentale, la repentance affichée par Jean-Paul II pour les fautes passées de l'Église prenait la forme d'un examen de conscience s'en tenant à la vérité historique.

LIVIO ANTICOLI/GAMMA-RAPHO

JEAN-PAUL II, LA REPENTANCE, UN MESSAGE DÉFORMÉ

La repentance que Jean-Paul II avait exprimée à propos des fautes passées de l'Église était-elle légitime ?
Oui, mais encore faut-il rappeler la signification véritable de l'initiative prise par ce pape. En 1994, dans sa lettre *Tertio millennio adveniente*, il avait annoncé un grand jubilé pour l'an 2000, appelant l'Église catholique à procéder, à cette occasion, à un examen de conscience afin de se repentir et se purifier *« des erreurs, des infidélités, des incohérences »* qui, dans le passé, avaient donné un contre-témoignage affaiblissant la crédibilité du message chrétien. Cependant l'examen de conscience que demandait le pape concernait chaque fidèle individuellement, et non l'Église en tant qu'institution. La demande de pardon, par ailleurs, devait s'adresser non pas aux hommes d'aujourd'hui, qui n'ont pas souffert des fautes commises hier par des gens d'Église, mais à Dieu, le "Père éternel" selon la théologie catholique. Cet examen de conscience, d'après Jean-Paul II, devait être accompli de façon équitable, en s'en tenant à la vérité historique, sans majorer ni minimiser les fautes commises. Cette reconnaissance de fautes passées, enfin, ne devait pas masquer les témoignages de sainteté qui s'étaient manifestés au sein de l'Église dans le même temps. Les écrits et discours ultérieurs de Jean-Paul II sur le même thème allaient tous dans le même sens. Or ce n'est pas du tout ce sens qui a été retenu à l'époque par les médias et les leaders d'opinion, qui ont fait de la repentance selon Jean-Paul II une opération d'autoculpabilisation des Occidentaux. Nous avons assisté, alors, à une manipulation politico-idéologique de l'opinion publique.

atteinte à l'unité de l'*ekklesia*, la communauté sociale se confondant avec la communauté des croyants. Si on juge le monde médiéval, qui est un univers holiste et sacral, à partir de nos valeurs contemporaines de libre arbitre, de liberté individuelle, de liberté religieuse et de liberté de pensée, on ne comprend rien à cette période, qui devient alors un temps d'oppression et d'obscurantisme. La France de Saint Louis ne peut donc être évaluée sur la base d'une comparaison avec une démocratie laïque où l'Église et l'État sont séparés, où règnent la liberté religieuse et même la non-appartenance religieuse.

En second lieu, une juste interprétation du passé écarte les perspectives manichéennes car, dans l'histoire de l'Église, rien n'a jamais été totalement positif ni totalement négatif. Souvent la force de l'institution a compensé les faiblesses de ses membres, et la sainteté des uns a racheté le péché des autres.

À lire les différents chapitres de votre livre, on constate que, souvent, les réquisitoires dressés contre l'Église ont pour origine des faits liés à des conflits politiques ou des querelles d'intérêts…

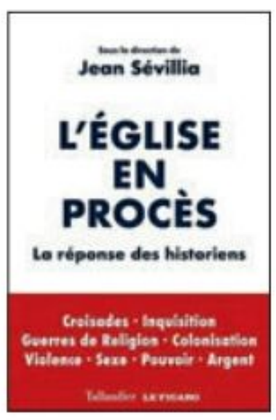
N'oublions pas, d'abord, les longs siècles de l'histoire européenne où l'Église a été une puissance temporelle. N'oublions pas que l'Europe a communié dans la même foi, en un temps où l'Église ne se confondait pas avec l'État puisque la distinction entre Dieu et César n'a jamais été oubliée, mais où le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel étaient étroitement associés. Ces conditions historiques ont provoqué, plusieurs siècles durant, une forte proximité entre le politique et le religieux, si bien qu'il est souvent difficile de démêler ce qui relève de l'Église, et donc de sa responsabilité, et ce qui relève des pouvoirs des empereurs, des rois et des princes. D'où une certaine ambivalence, qu'il appartient à l'historien d'éclairer.

La première croisade est un phénomène indubitablement religieux, puisqu'il s'agissait de rétablir la liberté d'effectuer des pèlerinages sur les lieux où avait vécu le Christ, mais elle a entraîné et mis en cause des intérêts temporels, et parfois bassement humains. La croisade des albigeois, dans le sud de la France, a été une entreprise politique, mais sur fond religieux de lutte contre l'hérésie cathare. L'Inquisition d'Espagne était une institution politique, voulue par les Rois Catholiques, mais qui recourait à l'Église. Les missions chrétiennes outre-mer, projet d'Église, ont précédé les entreprises coloniales, projet d'État, mais sur place il y a eu convergence et parfois complicité, coupable ou non, entre missionnaires et administrateurs coloniaux. Il faut par conséquent opérer les distinctions nécessaires. Et poser la question de savoir s'il n'est pas arrivé à des hommes d'Église d'être impliqués dans des luttes d'intérêts qui n'avaient rien d'évangélique…

"Toutes les accusations contre l'Église sont injustes dès lors qu'elles ne sont pas étayées par des faits objectivement établis, mais sur des idées toutes faites."

De tous les procès intentés à l'Église, lequel vous paraît le plus injuste?

Aucun plus qu'un autre. Toutes les accusations contre l'Église sont injustes dès lors qu'elles ne sont pas étayées par des faits objectivement établis, mais sur des idées toutes faites, des préjugés, des présupposés idéologiques et politiques. D'une manière générale, les verdicts lapidaires, surtout s'ils sont prononcés dans le style du café du Commerce — du type: "Les papes de la Renaissance étaient tous dévoyés"; "L'Église s'est toujours opposée à la science"; "L'Église a toujours réduit les femmes à une place mineure" —, sont des non-sens sur le plan historique. Car toute analyse du passé doit contextualiser, tenir compte de la chronologie et des multiples preuves et contre-preuves que dégage l'étude de la réalité. L'histoire de l'Église, comme toute l'histoire, est faite de diversité, de nuances, de complexités: rien qui se prête aux jugements simplificateurs lancés à l'emporte-pièce. ●



L'Église en procès,
sous la direction de Jean Sévillia, coédition Tallandier-Le Figaro Magazine, *368 pages, 21,50 euros.*

L’éclat de l’an mil

Le premier millénaire de l’Incarnation et de la Passion ne fut pas vécu dans les “terreurs” d’une fin du monde imminente. En revanche, il jeta durablement les bases du splendide essor de l’Europe au cours du millénaire qui allait suivre.

Par Christian Brosio

Le jour de la Pentecôte de l’an mil de l’Incarnation, se produisit un événement dont la portée symbolique n’échappa pas aux contemporains. Ce jour-là, rentrant à Rome après un pèlerinage en Pologne sur la tombe de son ami Adalbert de Prague, l’évangélisateur des peuples de la Baltique, mort en martyr quatre ans plus tôt, le jeune empereur Otton III s’arrêta à Aix-la-Chapelle. Il se rendit à la cathédrale, fit exhumer et ouvrir le sarcophage où, depuis près de deux siècles, reposait Charlemagne. Devant la dépouille impériale en parfait état de conservation, il s’agenouilla et pria longuement. Soudain, saisi d’une étrange inspiration, il retira le manteau et la croix en or portés par son illustre pré-

PHOTOS : JOSSE / BRIDGEMAN IMAGES ; JOSSE/LEEMAGE

Épisode de l'Apocalypse dans un manuscrit du XIIIe siècle (bibliothèque municipale de Cambrai). Ci-dessous, l'empereur Otton III recevant l'hommage des nations (musée Condé, Chantilly). Rien d'apocalyptique, mais une présence féconde de l'espérance.

décesseur pour se les passer à lui-même. Puis il fit pieusement replacer le sarcophage en terre, au côté duquel il déposa le bras relique d'Adalbert ramené de Pologne, en attendant de faire édifier un somptueux tombeau.

Par ce geste, Otton III entendait affirmer qu'il était bien le successeur de Charlemagne, maître du royaume d'Allemagne et restaurateur de l'empire romain d'Occident. Sous son sceptre, la chrétienté allait marcher dans la voie de la réconciliation et de l'unité. C'est ainsi que, sur le moment du moins, le comprirent ses peuples, à en juger par la liesse qu'ils lui réservèrent tout au long du chemin le ramenant en Italie. Des manifestations marquées du sceau de l'espérance, bien loin de témoigner de cette fameuse "grande peur de l'an mil", liée à l'imminence du Jugement dernier, ancrée dans les esprits depuis Michelet.

En un chapitre célèbre de son *Histoire de France* (1833), le grand historien romantique a brossé, en effet, un très sombre tableau des dernières années du Xe siècle: *« Malheur sur malheur, ruine sur ruine,* écrivait-il. *Il fallait bien qu'il vînt autre chose, et l'on attendait. Le captif attendait dans le noir donjon, dans le sépulcral* in pace*; le serf attendait sur son sillon, à l'ombre de l'odieuse tour; le moine attendait, dans les abstinences du cloître, dans les tumultes solitaires du cœur, au milieu des tentations et des chutes, des remords et des visions étranges, misérable jouet du diable qui folâtrait autour de lui, et qui le soir, tirant sa couverture, lui disait gaiement à l'oreille: "Tu es damné."* Il précisait: *C'était une croyance universelle* (…) *que le monde devait finir avec l'an mil de l'Incarnation. »*

Reprise après Michelet, cette thèse finira par s'imposer jusque dans les manuels scolaires. Pourtant, à la suite d'un solide article du bénédictin François Plaine publié en 1873 dans la *Revue des questions historiques*, les travaux d'importants historiens en ont souligné le caractère excessif, voire erroné. Dans la foulée du renouvellement des études médiévales entrepris, dans les années 1960, par Georges Duby, la question n'a cessé d'être approfondie. Après les troubles du Xe siècle, consécutifs au démantèlement de l'empire carolingien et à la reprise des invasions, l'an mil est dépeint par Duby comme une époque charnière avant le grand renouveau de la fin du XIe siècle et du début du suivant. *« Que signifie en vérité l'an mil* (…) *?* demandait-il. *L'amorce d'un tournant majeur, le passage d'une religion rituelle et liturgique* (…) *à une religion d'action et qui s'incarne, celle des pèlerins de Rome, de Saint-Jacques et du Saint Sépulcre, celle bientôt des croisés. »*

"L'an mil amorce un tournant majeur, le passage d'une religion rituelle et liturgique (…) à une religion d'action et qui s'incarne."

Une stabilité et une prospérité remontant aux décennies précédentes

Des travaux plus récents remettaient en partie en question la priorité accordée par Duby aux mutations, ils montraient que le décollage préparé par l'an mil plongeait ses racines dans une stabilité et une prospérité remontant aux décennies précédentes. L'an mil y voyait développées ses grandeurs, et l'on opposait aux supposées "terreurs" la réalité des institutions de la "paix", puis de la "trêve de Dieu", lesquelles, héritées de l'ère carolingienne, montraient que les hommes du temps éprouvaient moins *« l'effroyable espoir d'en finir avec une terre maudite »* que la *« saine espérance de l'améliorer »*.

Le mythe de la "grande peur" de l'an mil est en réalité bien antérieur à Michelet. On en trouve la première mention écrite dans les *Annales ecclésiastiques* du cardinal italien Cesare Baronius — le confesseur du pape Clément VIII —, publiées vers 1590. On le retrouve, un siècle plus tard, ajouté par une main anonyme à la seconde édition des *Annales* du couvent d'Hirschau, en Allemagne, avant d'être mis en forme par l'Anglais Robertson, en 1769, pour cheminer enfin jusqu'à Michelet.

Il procède essentiellement d'une interprétation abusive par Baronius et ses successeurs des constantes références des chroniques du temps à l'Apocalypse ➤

PHOTOS : AKG-IMAGES / ERICH LESSING ; AKG-IMAGES / BRITISH LIBRARY

Robert le Pieux et son épouse Berthe. Excommuniés. En bas, “La Moisson” (enluminure, 1340).

selon saint Jean. Dernier livre du Nouveau Testament, rédigée vers 95, sous Domitien, celle-ci indique, en son chapitre XX (versets 7-9): *« Quand les mille ans seront accomplis, Satan sera relâché de sa prison. Et il sortira pour séduire les nations qui sont aux quatre coins de la terre, Gog et Magog, afin de les rassembler pour la guerre. »* Abondamment citée, l’Apocalypse est, depuis le IVe siècle, lue et commentée selon la méthode récapitulative du moine Tyconius — adoptée par saint Augustin —, consistant à appliquer à n’importe quel présent l’ensemble de la prédiction. Dans cette optique, explique Dominique Barthélemy, *« chaque âge porte en lui la forme entière de l’Apocalypse! Ou plutôt, tout le livre peut servir à commenter, à considérer comme signe venant de Dieu ou du diable n’importe quel événement s’y prêtant en quelque manière ».* C’est pourquoi, conclut-il, *« les moines de l’an mil ne lisent pas spécialement l’Apocalypse johannique dans l’attente de la fin des fins ».*

Le mythe s’est nourri aussi des calamités, désordres et prodiges de toutes sortes relatés dans les textes des années 980-1040: pluies diluviennes et inondations, sécheresses, invasions de sauterelles, famines, épidémies, comètes et éclipses de Soleil ou de Lune. À quoi il faut ajouter la destruction du Saint-Sépulcre de Jérusalem par le sultan Al-Hakim, en 1009, à la suite d’une manœuvre d’intoxication de juifs qui avaient persuadé celui-ci que s’il ne se hâtait pas de *« jeter à bas la vénérable maison des chrétiens »* il devait s’attendre à voir ceux-ci envahir son royaume et le renverser.

ROBERT LE PIEUX, LE ROI DE L’AN MIL

Fils unique d’Hugues Capet et de son épouse Adélaïde d’Aquitaine, sacré dès 987, quelques mois après son père, régnant seul depuis 996, Robert le Pieux fut le roi de France de l’an mil. Il avait été préparé à sa tâche par Gerbert, dont il fut l’élève à Reims. Il conserva de son enseignement un goût prononcé pour les lettres. Savant, d’une grande piété comme l’indique son surnom, multipliant les actes de dévotion, ami des clercs et généreux pour les pauvres, soucieux du bien public, il incarne parfaitement pour son biographe Laurent Theis l’idéal mis en œuvre par la “paix de Dieu”. *« Cet homme cultivé, actif, opiniâtre,* (...) *battit la mesure de sa rude époque. Dans une très belle image, le moine André de Fleury le montre, à la façon d’un chantre qui de son bâton dirige à l’église les chants de l’assemblée, scander de son sceptre d’or, pour son peuple, les préceptes de la justice. »* Selon Jacques Le Goff, il fournit *« la première et la meilleure esquisse du modèle qu’incarnera parfaitement Saint Louis ».* À ceci près, toutefois, que ses déboires matrimoniaux — conséquences de son remariage avec sa cousine Berthe — lui vaudront l’excommunication de Rome. Premier des Capétiens à s’aventurer loin du domaine royal, au sud de la Loire, Robert sera aussi le dernier, jusqu’à Louis VI, au siècle suivant, à entretenir des contacts avec toutes les parties de son royaume. Survenue le 20 juillet 1031, deux ans avant le millénaire de la passion du Christ, sa mort n’en signe pas moins la fin d’une époque: celle qui a vu l’Europe prendre son spectaculaire envol. C. B.

De tous les chroniqueurs qui ont rapporté ces faits, l'un d'eux a retenu particulièrement l'attention. Il s'agit du moine bourguignon Raoul Glaber. Michelet et ses émules se sont volontiers appuyés sur lui. Il est l'un des rares, en effet, à avoir explicitement accordé de l'importance à l'échéance de l'an mil. Ou, plus exactement à celle des "deux" an mil, le millénaire de l'Incarnation, et, trente-trois ans plus tard, celui de la Passion. Mais là encore, il a été mal lu. Auteur d'une *Histoire du monde* couvrant les années 900-1045, il ne pouvait être question, à ses yeux, de fin des temps pour l'an mil ou pour l'an 1033 puisque lui-même n'écrivait qu'après ces deux dates. D'ailleurs, il ne signale aucune "peur" ou phénomène terrifiant à leur propos. En réalité, conçue comme une commémoration parallèle de la vie du Christ, son *Histoire* s'inscrit parfaitement dans le dessein pédagogique clunisien d'instruire ses contemporains des actions divines dans le monde, afin de les engager à la prudence et de les aider *« à se soucier de remèdes salutaires »*. Pour lui, *« l'an mil est un passé tout proche, dont il faut tirer les leçons et les encouragements »*. Un passé qu'il décrit aussi comme une nouvelle aurore, pleine de promesses pour la chrétienté : *« Comme approchait la troisième année qui suivit l'an mil, on vit dans presque toute la terre, mais surtout en Italie et en Gaule, réédifier les bâtiments des églises. Bien que la plupart, fort bien construites, n'en eussent nul besoin. On eût dit que le monde lui-même se secouait pour dépouiller sa vétusté et revêtait de toutes parts un blanc manteau d'églises. »*

Et c'est vrai : l'an mil, ce fut d'abord la formidable éclosion d'une civilisation préservée, au cours des siècles précédents, à l'ombre des monastères qui devinrent alors le fer de lance de la réforme ecclésiastique en même temps que celui de la renaissance des arts, des lettres et des sciences esquissée à l'époque carolingienne.

Ce mouvement est dominé tout entier par l'abbaye de Cluny, fondée en 910, relevant exclusivement du Saint-Siège et foyer rayonnant de la spiritualité bénédictine en Europe. Sous la conduite de ses abbés elle mena à bien la restauration de la règle de saint Benoît en réorganisant la vie monastique autour de la célébration chorale de l'office divin.

La troisième renaissance carolingienne

Le mouvement allait être à l'origine de la réforme grégorienne. Une réforme visant à la fois à soustraire l'Église de l'influence des princes laïcs, à restaurer l'indépendance du pouvoir de Rome et à lutter contre les pratiques d'un certain clergé, telles que la simonie — le trafic des choses saintes — ou le nicolaïsme — le mariage des prêtres —, et qui allait être un facteur décisif du renouveau de la vie intellectuelle et artistique.

L'an mil fut d'abord la formidable éclosion d'une civilisation préservée, au cours des siècles précédents, à l'ombre des monastères.

Restaurées, les bibliothèques des monastères ne cessent de s'enrichir de nouveaux trésors des lettres grecques et latines, ainsi que d'ouvrages de mathématiques, de géométrie ou d'astronomie venus de Byzance.

Se manifestait une prodigieuse floraison artistique, tant en ce qui concerne l'architecture que les enluminures de manuscrits, le travail de l'ivoire, de l'orfèvrerie et des tissus utilisés pour les vêtements des aristocrates et pour les chasubles des évêques.

Elle est favorisée par la reprise de l'essor économique. Essor marqué par une renaissance urbaine ➤

“Le Triomphe de la Mort”, fresque du XVe siècle (Galleria nazionale della Sicilia, Palerme).

LUISA RICCIARINI/LEEMAGE

trop souvent négligée. Dans les pays méditerranéens, les villes ont conservé leur allure antique et commencent à s’étendre au-delà de leurs enceintes, dans les faubourgs. C’est le cas en Italie, mais aussi à Barcelone et à León, en Espagne, ainsi que dans le sud-est de la Gaule. Dans l’Europe du Nord, Bruges, Rouen, York, Londres, Winchester, en Angleterre, sont célébrées par de nombreux voyageurs. En Rhénanie et en Bavière, Cologne, Mayence, Trèves, Spire, Worms, Salzbourg, Augsbourg sont florissantes. De même que Magdebourg et Hildesheim, en Saxe. En Pologne, Georges Duby a recensé *« plusieurs dizaines d’agglomérations véritablement urbaines »*. Cracovie a été érigée en évêché en l’an mil.

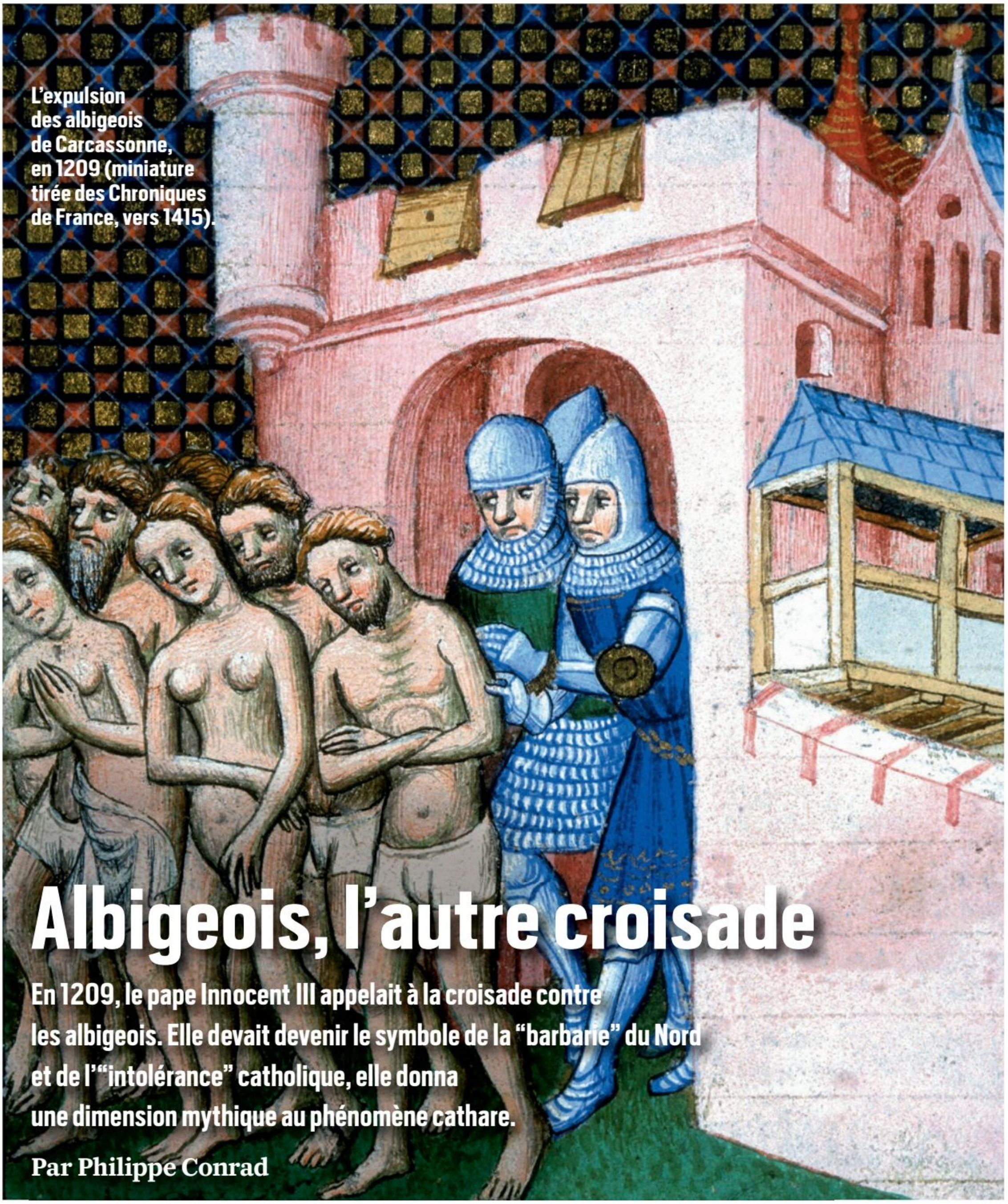
La population rurale augmente et les friches reculent

Dans les campagnes, la situation est toujours rude, précaire ; l’outillage reste rudimentaire, le moindre dérèglement climatique y est facteur de famine et d’épidémie. Les chroniques sont à cet égard sans équivoque. Cependant c’est autour de l’an mil que la population rurale augmente et que les friches reculent, au nord comme au sud de l’Europe. *« Les progrès du défrichement permettent d’assouplir le système des redevances et d’améliorer les conditions de vie des paysans. Des travaux récents ont montré que les alleutiers, c’est-à-dire des paysans libres, sont plus nombreux qu’on ne le pensait. Ces paysans forment des communautés, se rendent en pèlerinage avec leur prêtre, participent aux assemblées judiciaires et aux expéditions militaires. »*

Dans le même temps, la tendance au morcellement des États régionaux en autant de fiefs de moindre importance fera cependant tomber nombre de ces alleutiers sous la dépendance d’un seigneur, et favorisera le développement des “guerres privées”.

Contre elles, l’Église suscita le mouvement de la “paix de Dieu”. Succédant aux capitulaires de protection des souverains carolingiens, les conciles de paix firent leur apparition à la fin du Xe siècle (le premier se tint en 989 à Charroux, dans le Poitou) et se répandirent tout au long de la première moitié du XIe. Les chevaliers présents s’engageaient à respecter les clercs et les églises en raison de leur “sauveté” (immunité sacrée), les pauvres, les veuves, les marchands et les pèlerins. La “paix de Dieu” proprement dite déboucha naturellement sur la “trêve de Dieu” bannissant la guerre pendant le Carême, puis pendant les temps liturgiques les plus importants.

Ainsi en pleine renaissance, l’Europe avait bien autre chose à faire que redouter la fin du monde. ●



L'expulsion des albigeois de Carcassonne, en 1209 (miniature tirée des Chroniques de France, vers 1415).

HERITAGE IMAGES/LEEMAGE

Albigeois, l'autre croisade

En 1209, le pape Innocent III appelait à la croisade contre les albigeois. Elle devait devenir le symbole de la "barbarie" du Nord et de l'"intolérance" catholique, elle donna une dimension mythique au phénomène cathare.

Par Philippe Conrad

Le sac de Béziers et le massacre de sa population, les martyrs cathares de Minerve et de Montségur, le régime de terreur imposé au Midi toulousain par une Inquisition omniprésente : telles sont les images qui se sont imposées, dans l'imaginaire collectif, pour symboliser la croisade contre les albigeois — ou cathares. Cet épisode, associé à la conquête du Languedoc puis à son annexion au royaume de France, a suscité dès le XVIe siècle diverses relectures. Les protestants virent dans les cathares les victimes d'une Église qu'eux-mêmes dénonçaient. Au XVIIIe, les philosophes des Lumières leur emboîtèrent le pas au nom de la liberté de conscience et de leur propre lutte contre le "fana- ➤

L'Inquisition ne prononça, au total, qu'un nombre limité de condamnations. Ci-dessous, supplice d'un cathare (la "Chronique du monde", de Hartmann Schedel, 1493, Nuremberg).

tisme". Au XIX[e], les romantiques prirent le relais en établissant une relation plus que douteuse entre le mythe du Graal des romans arthuriens et l'impressionnant *pog* de Montségur. Puis les champions de l'anticléricalisme républicain instrumentalisèrent ce passé douloureux pour solliciter les suffrages d'un "Midi rouge" fidèle à sa tradition rebelle.

"Une hérésie parée de toutes les vertus et brutalement écrasée"

Plus tard encore, les cathares furent récupérés par certains nationaux-socialistes comme Otto Rahn, auteur de *Croisade contre le Graal*. Plus sérieusement, mais sans toutefois se démarquer clairement d'approches ésotériques parfois fumeuses, des personnalités telles que le pasteur Napoléon Peyrat, Déodat Roché ou l'écrivain René Nelli, ressuscitèrent non sans talent l'histoire d'une hérésie parée de toutes les vertus et brutalement écrasée.

Les années 1960, qui coïncidèrent avec l'essor du mouvement occitan, donnèrent une dimension nouvelle au mythe cathare. L'immense écho rencontré par une émission de la série télévisée *La caméra explore le temps* consacrée à l'épisode de Montségur en témoigne. Intérêt qui ne s'est pas démenti depuis, ainsi que le confirme l'importance touristique acquise par le "pays cathare", riche des ruines de ses "citadelles du vertige" et de ses hauts lieux, de Carcassonne à Peyrepertuse et de Lavaur à Quéribus. Intérêt dont témoignent également les travaux des historiens, notamment ceux de Jean Duvernoy, Michel Roquebert, Anne Brenon ou Jean-Louis Biget. Ceux-ci ont naguère renouvelé l'approche du phénomène cathare.

SELVA/LEEMAGE

En ce début du XIII[e] siècle, le Languedoc est dominé par la puissante maison des comtes de Toulouse, dont les territoires s'étendaient du Massif central aux Pyrénées et de la Guyenne des Plantagenêts à la Provence. C'est Raymond VI, devenu comte en 1194, qui exerce alors son autorité de suzerain sur ce vaste espace au sein duquel s'affirment quelques puissantes seigneuries. Par ailleurs, de nombreuses cités, attachées à leur autonomie municipale, bénéficient d'une belle prospérité due à la renaissance du grand commerce méditerranéen.

C'est également à cette époque que la poésie lyrique des troubadours connaît son apogée, animant une brillante vie culturelle qui, outre les vers de ses poètes, s'exprime aussi dans l'essor que connaissent alors l'architecture et la sculpture romanes.

Or, ce Midi prospère et raffiné a vu se développer une hérésie tout au long du siècle précédent, et les cris d'alarme lancés par Bernard de Clairvaux n'ont rien empêché. C'est en vain que le pape Alexandre III a cherché à mobiliser Raymond V contre ses sujets dissidents. Conduite par le cardinal Henri d'Albano contre Roger II, vicomte de Carcassonne et de Béziers, une première expédition n'a obtenu aucun résultat.

Tout change avec l'accès au trône pontifical, en 1198, de Lothaire de Segni, qui prend le nom d'Innocent III. Pape de combat, il nomme un légat à poigne, Pierre de Castelnau, un moine de Fontfroide. Doté des pleins pouvoirs, ce dernier finit par excommunier Raymond VI, coupable à ses yeux de ne pas réagir de façon suffisamment énergique contre l'hérésie.

Le 15 janvier 1208, survient le drame qui va tout déclencher : s'apprêtant à franchir le Rhône, près de Saint-Gilles, pour rendre compte au souverain pontife, Pierre de Castelnau est assassiné. La réaction ne se fait pas attendre : Innocent III appelle à la croisade contre le Midi hérétique.

Considéré comme l'inspirateur direct des assassins, Raymond VI est invité à se joindre à l'expédition. Mais avant cela, cité à comparaître à Valence par le nouveau légat, Arnaud Amaury, il devra accepter d'être fouetté publiquement sur les lieux du crime.

Des milliers de chevaliers et de barons, ainsi que le duc de Bourgogne, les comtes de Nevers, de Bar et de Saint-Pol, ont répondu à l'appel du pape. Après avoir franchi le Rhône, au début de juillet 1209, l'armée des croisés s'empare de Béziers. La ville est pillée et incendiée, sa population massacrée.

La prise de Béziers entraîne la reddition de nombreuses places, dont celle de Carcassonne. Un seigneur d'Ile-de-France se saisit de l'occasion pour devenir "vicomte de Carcassonne et de Béziers". Il s'agit du célèbre Simon de Montfort.

Entendant profiter de la lutte contre l'hérésie pour se tailler une vaste principauté dans le Midi, il se dresse contre les comtes de Toulouse et de Foix. Ses ambitions ne tardent pas à inquiéter le roi Pierre II d'Aragon, qui entre bientôt dans le conflit, allié à Raymond VI. Mais Pierre II est battu et tué à Muret, le 12 septembre 1213 ; sa mort entraîne la soumission en chaîne de Toulouse, Narbonne, Foix et du Comminges. En janvier 1215, les croisés entrent en vainqueurs dans la capitale occitane, contraignant Raymond VI et son fils à aller chercher refuge auprès du roi d'Angleterre.

Simon de Montfort entend profiter de la lutte contre l'hérésie pour se tailler une vaste principauté.

Toutefois, la mort d'Innocent III, l'année suivante, redonne espoir à ces derniers. Débarqués en Provence, ils reprennent Toulouse, dont les habitants, révoltés, leur ont ouvert les portes. Et, en juin 1218, leur principal ennemi, Simon de Montfort, est tué en essayant de leur ravir à nouveau la ville, tandis que, cinq ans plus tard, le fils de celui-ci, Amaury, est contraint de renoncer à Carcassonne. Le Midi semble alors revenu à la situation d'avant la croisade.

Répit de courte durée. Dès 1225, un concile réuni à Bourges déclare le nouveau comte de Toulouse, Raymond VII — qui a succédé à son père deux ans plus tôt —, "ennemi du roi et de l'Église". Entraînant, ainsi, un nouvel appel à la croisade.

Mais, contrairement à la précédente campagne, la croisade va impliquer directement le royaume de France. Alors que Philippe Auguste s'en était tenu à l'écart, son fils, Louis VIII, en prend la tête. Très vite emporté par la maladie (celle-ci l'ayant contraint à rebrousser chemin, il meurt à Montpensier, en Auvergne), il n'aura certes pas le temps de la mener à bien, mais son engagement aura permis de mettre en œuvre le processus qui, à la faveur du combat contre l'hérésie, permettra la réunion du Midi languedocien à la France.

PHOTO JOSSE/LEEMAGE

Saint Louis (registre des ordonnances de l'hôtel du Roi, Archives nationales, Paris). Page de droite, les remparts de Carcassonne, haut lieu du catharisme.

Quelques années plus tard, le conflit recommence. Une résistance farouche s'organise à partir de places jugées imprenables, telles que le château de Montségur ou ceux de la chaîne des Corbières, frontalière du Roussillon. En mai 1242, un groupe de chevaliers venus de Montségur assassine, à Avignonet, plusieurs inquisiteurs.

Encouragé par cette résistance, Raymond VII entreprend de reconquérir les territoires abandonnés lors du traité de Meaux. Pour cela, il s'allie au roi d'Angleterre, Henri III. La réaction de Louis IX est foudroyante. Les Anglais sont vaincus à Taillebourg et à Saintes, le comte de la Marche doit faire sa soumission et Raymond VII est contraint de signer, en janvier 1243, la paix de Lorris par laquelle il abandonne nombre de forteresses aux représentants du souverain capétien.

L'hérésie ne parviendra plus à remettre en question la mainmise royale sur la région

La mort, en 1248, de Raymond VII, demeuré sans descendance mâle, fait passer tous ses domaines à sa fille, mariée à Alphonse de Poitiers. Annonçant, du même coup, la réunion prochaine du Languedoc au domaine capétien. Celle-ci sera effective en 1271. Entre-temps, la prise de Montségur, en 1244, et celle de Quéribus, en 1255, auront achevé la pacification des périphéries méridionales du Midi toulousain. En dépit de quelques persistances locales, l'hérésie ne parviendra plus à remettre en question la mainmise de l'administration royale sur la région.

En dépit de son grand succès mémoriel, l'hérésie cathare demeure largement méconnue. Nous ne disposons que de très peu de sources directes. Ce que nous en savons provient le plus souvent des informations transmises par ses adversaires, des manuels élaborés par les inquisiteurs ou d'actes des procès qu'ils ont instruits. Toutefois, la recherche de ces dernières années a permis de progresser et de mettre en cause certaines certitudes.

D'abord, le terme de "cathare" (du grec *katharos*, "pur") paraît discutable en ce qu'il est censé définir des dissidences religieuses apparues en des régions très diverses, mais réunies en un ensemble unique par des clercs soucieux de désigner un ennemi supposé organisé et doté d'une doctrine conçue sur le modèle ecclésial.

On a longtemps admis que le catharisme, apparu en Italie puis dans le midi de la France, était l'héritier du manichéisme antique *via* le paulicianisme oriental et le bogomilisme balkanique. Une telle

GUSMAN/LEEMAGE

généalogie présentait l'avantage, pour les adversaires de la dissidence, de l'inscrire dans une continuité qui confirmait son caractère "hérétique". Aujourd'hui, il apparaît plutôt que cette dissidence doit être réinterprétée dans le contexte de la réforme grégorienne du XIe siècle.

Ayant affirmé le pouvoir centralisateur de Rome, et réorganisé le clergé en lui imposant une discipline plus rigoureuse et en le distinguant davantage des fidèles, celle-ci a en effet suscité diverses critiques contre l'appareil ecclésiastique. S'appuyant sur une lecture fondamentaliste du Nouveau Testament, certaines de ces critiques furent formulées au nom d'un souci de pureté et d'ascèse s'inscrivant lui-même dans l'horizon d'une spiritualité monastique fondée sur le rejet du monde. C'est ainsi que se construisit, au XIIe siècle, le "dualisme" des hérétiques méridionaux, trop rapidement assimilé au manichéisme des premiers siècles de notre ère.

Défini par le rejet qu'il inspire à l'Église née de la réforme grégorienne, le catharisme est bien un christianisme, mais un christianisme qui insiste davantage sur la Pentecôte que sur la Passion, et qui rejette le Jugement dernier et l'Enfer: l'au-delà n'étant que perfection, quiconque a reçu le *consolamentum*, le sacrement donné par les "bons hommes", doit être sauvé.

À l'encontre d'une idée reçue, le catharisme ne fut nullement une hérésie populaire. Au contraire, il recruta surtout parmi les notables: marchands, hommes de loi, notaires ou petits nobles ne bénéficiant pas de la reconnaissance sociale à laquelle ils estimaient avoir droit, ou se sentant menacés de déclassement. On ne relève que très peu de paysans et aucun représentant du petit peuple des villes dans les quarante mille noms figurant dans les registres des inquisiteurs.

Parce que la lutte engagée contre lui a créé les conditions du rattachement du Languedoc à la France, on s'est imaginé que le catharisme se confondit avec le Midi, qu'il en incarna le génie. En réalité, il y fut toujours très minoritaire: 2 à 5 % de la population selon les estimations de Jean-Louis Biget.

Recrutant surtout parmi les notables, l'hérésie cathare ne fut pas un phénomène populaire.

C'est d'ailleurs cette faiblesse numérique et cette absence d'éléments populaires parmi ses fidèles qui expliquent, bien davantage que l'action de l'Inquisition, sa disparition rapide. L'action des Dominicains n'a pas débouché sur de très nombreuses condamnations.

En offrant à la petite noblesse la possibilité de s'engager au service du roi, et en en recrutant dans le patriciat urbain les spécialistes du droit ou de la finance dont elle avait besoin, la dynastie capétienne coupa l'hérésie de sa base sociale, accélérant ainsi son déclin. La prédication des ordres mendiants fit le reste: leur pratique de l'ascèse et la nouvelle spiritualité qu'ils introduisirent furent en mesure de satisfaire les attentes auxquelles répondaient auparavant les "bons hommes". ●

Fanatisme de l'Inquisition ?

Tribunal de la foi, l'Inquisition est devenue le symbole de l'"obscurantisme" de l'Église. Quitte à passer à côté de l'essentiel.

Par Pierre-Alexandre Bouclay

PHOTOS12/HERITAGE IMAGES/FINE ART IMAGES

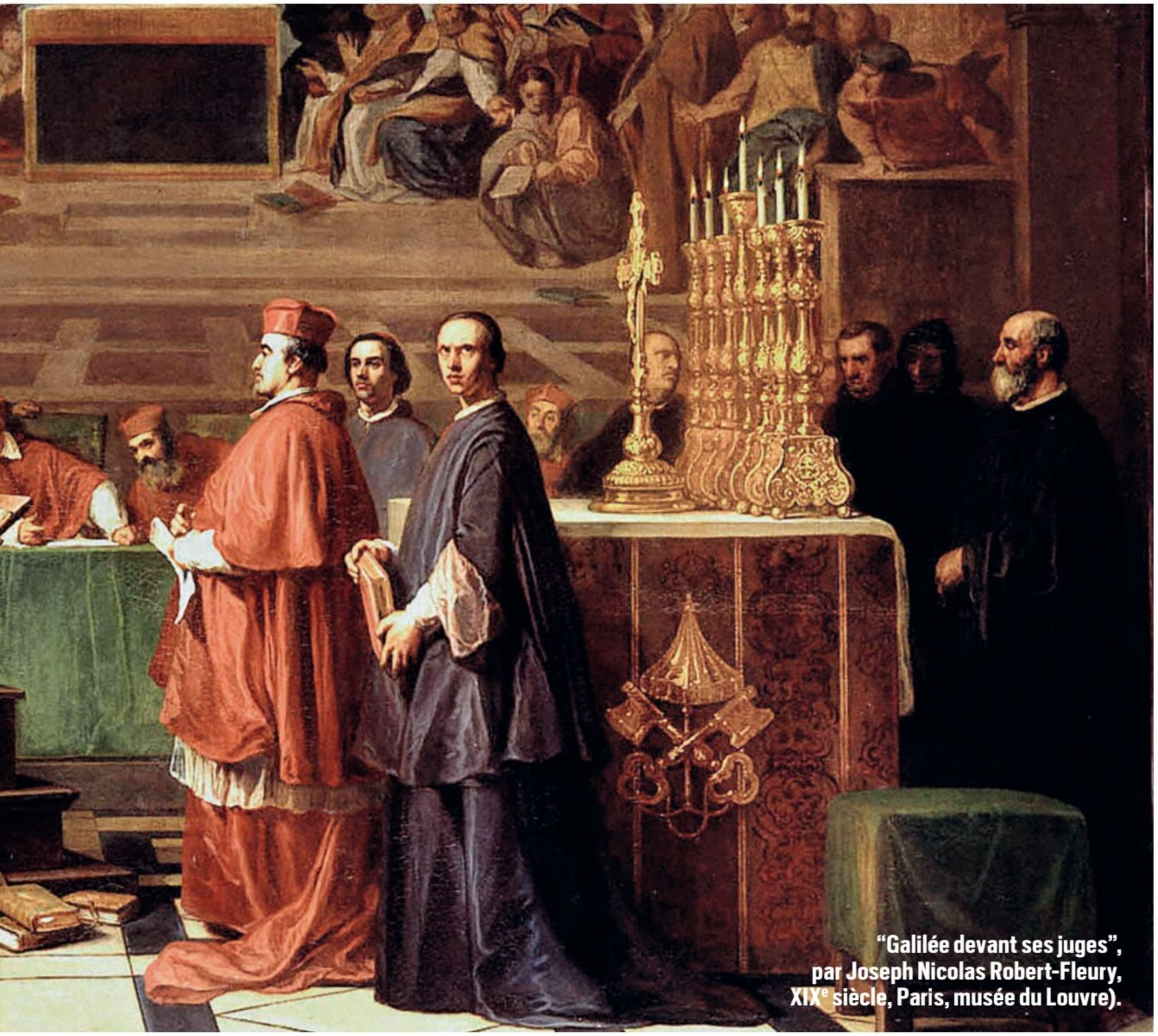
La légende noire de l'Inquisition est depuis longtemps entrée dans toutes les têtes, avec Voltaire, Hugo, Michelet… Et sans doute le plus fervent catholique ne fut-il jamais pressé de dîner en tête à tête avec un inquisiteur. On peut en effet juger étrange, et finalement assez peu chrétienne, la volonté du Saint-Office d'imposer par tous les moyens la grâce à des fidèles qui n'en demandaient peut-être pas tant.

Pour autant, lorsque, en mars 2000, le pape Jean-Paul II fit repentance pour les excès du Saint-Office, il ne donnait pas gain de cause aux fantasmes anticléricaux… L'Inquisition fut en réalité à la fois bien plus et bien moins que sa légende ne le suggère. Il faut d'ailleurs parler "des inquisitions" et non de "l'Inquisition". Différente selon les époques et les lieux, elle ne peut être séparée de son contexte historique et géographique.

Créée officiellement en 1231 par le pape Grégoire IX, l'Inquisition était en gestation depuis la bulle *Vergentis in senium* édictée le 25 mars 1199 par son prédécesseur Innocent III, qui n'appréciait pas de voir les villes vassales du patrimoine de Saint-Pierre devenir des communes indépendantes où se développait une vitalité religieuse parfois éloignée du dogme. Pour vaincre les séparatistes sur le plan temporel, il s'est attaqué à eux sur le plan spirituel, en les poursuivant — eux et leurs protecteurs — comme hérétiques.

Déléguer des juges du Saint-Siège afin d'y combattre l'hérésie.

La création de l'Inquisition proprement dite intervient dans le contexte du conflit qui oppose le pape à l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen. Selon ce dernier, l'Église est incluse dans le Saint Empire



“Galilée devant ses juges”, par Joseph Nicolas Robert-Fleury, XIXe siècle, Paris, musée du Louvre).

romain germanique, dont il assume la protection et la responsabilité. Selon la théocratie pontificale, théorisée depuis la fin du XIe siècle, le chef de l’Église exerce au contraire sa primauté sur l’empereur. Celui-ci s’étant attaqué aux hérétiques de Lombardie, Grégoire IX décide de déléguer des juges du Saint-Siège — dépendant du Saint-Office — dans toute la chrétienté afin d’y combattre l’hérésie. La seule prérogative du pouvoir séculier en matière d’hérésie résidera dans l’application des peines.

L’un des tout premiers — et l’un des principaux — “chantiers” de cette première inquisition est la lutte, dans le midi de la France, contre l’hérésie cathare, un dualisme religieux en partie inspiré de l’ancien manichéisme perse ayant cheminé à travers les Balkans puis l’Italie du Nord avant de s’implanter en Languedoc. En avril 1233, les Frères prêcheurs (dominicains), établis comme inquisiteurs, commencent leur mission. Elle se poursuivra bien au-delà de la reddition cathare de Montségur, en 1244, jusqu’au XIVe siècle.

“La légende noire de l’Inquisition est depuis longtemps, entrée dans toutes les têtes avec Voltaire, Hugo, Michelet…”

L’un des plus célèbres agents du Saint-Office en Languedoc fut le dominicain Bernard Gui (1261-1331), dont le célèbre roman d’Umberto Eco *Le Nom de la rose* (1980) a fait l’incarnation maléfique de l’inquisiteur. Loin de l’image caricaturale qu’en a donnée le romancier, son *Livre* ➤

Bulle de Sixte IV nommant Tomás de Torquemada (1420-1498) grand inquisiteur général d'Espagne (1483, archives de Simancas). Ci-dessous, reconstitution d'une chaise de torture. La légende noire de l'Inquisition, machine à fantasmes.

des sentences — recension de 940 décisions de justice rendues à Toulouse entre 1308 et 1323 —, étudié par l'historienne Annette Pales-Gobilliard, révèle au contraire « *un juge compréhensif, imperméable aux dénonciations calomnieuses.* [...] *Il généralise l'idée que la sorcellerie est un problème de bonnes femmes* ».

En réaction aux abus dans l'usage de la torture, pratiquée dès les années 1250, le pape Innocent IV, élu au Saint-Siège en 1243, en réglemente l'usage dès 1252 afin qu'elle demeure exceptionnelle. L'inquisiteur Nicolas Eymerich (1320-1399) la juge d'ailleurs inefficace car « *les hommes faibles, à la première douleur, avouent même les crimes qu'ils n'ont pas commis* », quand d'autres « *supportent les plus grands tourments* ». À son tour, Bernard Gui en définit si minutieusement la pratique que cela équivaut à une quasi-suppression.

Loin des fantasmes gothiques et anticléricaux du XIXe siècle, le tribunal de l'Inquisition cherche avant tout à établir la vérité. Le mot vient du latin *inquisitio*, "enquête". Pour l'historien Bartolomé Bennassar, « *l'Inquisition, par ses méthodes d'investigation et le fonctionnement de son tribunal, a contribué à inventer les règles d'une procédure nouvelle* », annonçant le système juridique contemporain. Les enquêtes scrupuleuses offrent en effet des garanties aux prévenus, même s'ils sont présumés coupables. L'accusé peut réfuter les accusations et récuser les témoins.

Selon l'historien Jean-Louis Biget, en un siècle l'Inquisition a touché 20 000 personnes en Languedoc, soit 1 % de la population totale, et a absous les repentants à tour de bras. À Albi, précise-t-il, on ne

PHOTOS : AKG-IMAGES / RIA NOWOSTI ; PRISMA/ARCHIVO/LEEMAGE

compte que 58 condamnations sur 1000 inculpations entre 1286 et 1329. Dans la majorité des cas, les "coupables" ne sont condamnés qu'au port de croix cousues sur leurs vêtements et à divers pèlerinages. Le bûcher vise essentiellement les relaps, autrement dit les repentis retournés à l'hérésie, et ne s'applique, souvent que symboliquement.

Aussi étrange que cela puisse paraître, non seulement la majorité de la population n'est pas hostile à l'Inquisition, mais elle s'enthousiasme pour les cérémonies de pénitence, qui à ses yeux montrent la miséricorde de l'Église qui ramène les pécheurs vers la grâce.

Espagne, le Saint-Office se soumet également au pouvoir royal

Toutefois, à partir du XIVe siècle, la lutte contre l'hérésie fut également liée à des enjeux politiques. À la première inquisition va succéder subrepticement une seconde qui, entre les mains du pouvoir politique, va se détourner progressivement de la défense de la foi proprement dite. Beaucoup plus féroce que la première, elle présente un visage plus conforme à celui perpétué par l'histoire. Au début du XIVe siècle, la persécution et l'éradication des Templiers — dont la puissance militaire, politique et financière avait fini par faire obstacle au pouvoir du roi de France Philippe le Bel — sont parmi les premières illustrations de cette évolution.

À partir de 1478, installé dans une Espagne qui achève la Reconquista, le Saint-Office se soumet également au pouvoir royal et non au pape. Premier inquisiteur général, Tomás de Torquemada (1420-1498) — qui deviendra la figure emblématique de la fonction — est nommé en octobre 1483 et restera tout-puissant jusqu'à sa mort. Au XVIe siècle, le Saint-Office s'attaquera surtout aux relaps marranes (juifs convertis) et morisques (musulmans convertis).

En Italie, selon Agostino Borromeo, professeur à l'université La Sapienza de Rome, c'est pour lutter contre la Réforme, lancée en Allemagne en 1517 par Luther, que les hommes du Saint-Office reprennent du service alors que leur action avait cessé au XIVe siècle, après l'extinction des hérésies. Loin d'une épuration générale, seuls les ecclésiastiques — qui disposent d'une formation théologique suffisante pour être séduits par le luthéranisme — sont dans la ligne de mire. Dès la fin du XVIe siècle, le protestantisme italien est vaincu dans l'indifférence.

Au XVIIe, le Saint-Office écrit le dernier chapitre de sa sombre histoire avec le procès de Galilée. L'astronome, familier du pape Urbain VIII (1568-1644), est condamné en 1633 pour avoir pris position à deux reprises en faveur de l'héliocentrisme *(lire* Le Spectacle du Monde, *n° 574, janvier 2011)*. L'Inquisition ne lui reproche ni d'être hérétique, ni de chercher la vérité, mais d'avoir présenté le système copernicien comme une vérité établie et non comme une simple hypothèse. Le pape, qui demeure son ami, commue sa condamnation à la prison perpétuelle en assignation à résidence. Galilée doit en outre au souverain pontife de ne pas avoir été attaqué sur sa remise en question de la transsubstantiation, parue dans son *Dialogo* (1632). De manière générale, pour Emmanuel Le Roy Ladurie, *« l'Inquisition italienne a souvent relâché les coupables avec un simple coup de pied dans le derrière »*. Comme son homologue espagnole, elle s'efface dès le XVIIIe siècle, se contentant au jugement de la publication des livres. À partir du XIXe siècle, son activité se réduit à la congrégation du Saint-Office, qui deviendra la Congrégation pour la doctrine de la foi en 1965.

Aussi étrange que cela puisse paraître, non seulement la majorité de la population n'est pas hostile à l'Inquisition, mais elle s'enthousiasme pour les cérémonies de pénitence.

D'abord forgée par les réformés du XVIe siècle — surtout les calvinistes — puis par les Lumières et les tenants d'une modernité opposée à l'"obscurantisme" de l'Église, la légende noire passe en réalité à côté du problème posé par l'Inquisition, considérée dans son essence et non dans son application. À rebours de la mentalité antique, comme du libre arbitre chrétien, celle-ci n'annoncerait-elle pas plutôt les contemporaines polices de la pensée — voire des arrière-pensées — qui, sur un mode sécularisé, transforment certaines opinions en délits passibles des tribunaux? La médiéviste Régine Pernoud demandait: *« Quelle époque peut mieux que la nôtre comprendre l'Inquisition médiévale, à condition que nous transposions le délit d'opinion du domaine religieux au domaine politique? »* ●

“Scène du massacre de la Saint-Barthélemy”, par Évariste Fragonard (1836, musée du Louvre, Paris).

JOSSE/LEEMAGE

Bourreaux catholiques, victimes protestantes ?

Durant les guerres de Religion, le fanatisme ne fut pas l’exclusivité des catholiques. De même, la volonté d’apaisement ne fut pas le monopole d’un seul camp.

Par Philippe Conrad

Dirons-nous qu’il faut permettre la liberté de conscience ? Pas le moins du monde, s’il s’agit de la liberté d’adorer Dieu chacun à sa guise. C’est là un dogme diabolique. Datant de 1570, deux ans avant la Saint-Barthélemy, cette déclaration n’émane ni d’un théologien, ni d’un chef du parti catholique, mais de Théodore de Bèze, le successeur de Jean Calvin, le “pape” du courant de la Réforme suivi par la majorité des huguenots français. Elle ne correspond pas à la lecture, imposée au XIXe siècle

par Michelet et ses héritiers, de guerres de Religion mettant aux prises le "fanatisme" catholique et la "tolérance" réformée, les "bourreaux" papistes et les victimes protestantes. Largement prédominante encore aujourd'hui dans la mémoire collective, cette vision a pourtant été sérieusement remise en question, au cours des dernières décennies, par les historiens de la période. Parmi eux, l'on peut citer Bernard Cottret à propos de l'édit de Nantes, Arlette Jouanna qui, historienne du "devoir de révolte", a mis en lumière l'importance de la dimension nobiliaire des conflits de l'époque, Ivan Cloulas, le biographe de Catherine de Médicis, Jean-Marie Constant, spécialiste de la Ligue, ou encore Denis Crouzet, dont les travaux ont permis de réaliser une véritable anthropologie culturelle des camps en présence.

Les protestants d'abord, les catholiques ensuite, s'érigent en État dans l'État

Après des années de tensions entre protestants et catholiques, l'affaiblissement du pouvoir royal consécutif à la mort accidentelle d'Henri II, en juillet 1559, mit le feu aux poudres. Dès mars 1560, les protestants essaient de capturer, à Amboise, le jeune et fragile François II afin de le soustraire à l'influence des Guise, chefs du parti catholique. Leur échec se solde par l'exécution de 1200 huguenots. Deux ans plus tard, le massacre de quelques dizaines de réformés rassemblés dans une grange, à Wassy, en Champagne, entraîne une série d'atrocités commises contre les catholiques. Cette fois, le cycle des violences est bien enclenché. C'est le début des guerres de Religion. On en comptera huit jusqu'en 1598.

Chacun des deux camps a ses champions: du côté catholique, ce sont les Guise, prestigieuse lignée lorraine illustrée par le duc François, puis, après son assassinat, en 1563, par ses fils, Henri — dit "le Balafré" —, Charles, duc de Mayenne, et Louis, cardinal de Lorraine; du côté protestant, ce sont l'amiral de Coligny et Louis de Bourbon, prince de Condé, puis le fils de ce dernier, Henri, et son neveu, Henri de Navarre, le futur… Henri IV. Chacun d'eux a ses accointances étrangères: les protestants ont commencé en livrant, contre subsides et troupes, Le Havre aux Anglais, avant de s'appuyer également sur les Pays-Bas insurgés contre l'Espagne et les princes huguenots d'Allemagne; en réaction, les catholiques se tournent vers l'Espagne et, dans une moindre mesure, le Saint-Siège. Les protestants d'abord, les catholiques ensuite, s'érigent en État dans l'État, chacun avec son armée, ses places fortes et son organisation politique.

Aucun de ces deux camps n'a le monopole du fanatisme. Dans la "mémoire" des guerres de Religion, la Saint-Barthélemy (1572) est devenue emblématique du fanatisme catholique et de la turpitude des Valois. Cette mémoire ne tient cependant aucun compte de l'extrême complexité du processus qui, de l'élimination programmée de Coligny, puis des principaux chefs huguenots, a conduit à une tuerie à grande échelle (entre 2000 et 3000 morts à Paris, entre 8000 et 10000 en province). Surtout, elle oublie volontiers les tueries protestantes, telle que la Michelade de Nîmes qui, en 1567, vit tous les notables catholiques, ainsi que tous les prêtres et religieux de la ville, égorgés puis précipités dans des puits, le jour de la Saint-Michel. La liste de ces tueries serait fastidieuse. Parmi les plus emblématiques, citons le sac de Lyon par les troupes du baron des Adrets, les crimes commis à Bayeux par le sire de Colombières (dont les hommes arboraient à leur chapeau, *« en guise de bouquets »*, les oreilles coupées des moines et des prêtres qu'ils avaient trucidés), les carnages commis dans le Limousin et dans le Périgord, ou encore ceux commis en Auvergne par le capitaine Merle.

Pour le calviniste Théodore de Bèze, la liberté de conscience est un "dogme diabolique".

Dans *Les Guerriers de Dieu* (Champ Vallon, 1990), Denis Crouzet a analysé les ressorts de la violence huguenote. Celle-ci paraît plus pensée, plus machiavélique — et en cela déjà très "moderne" — que celle, plus réactive et désordonnée, des catholiques. Elle est indissociable des objectifs politiques et militaires visés. Les massacres ont pour but de terroriser les populations adverses, de décourager chez elles toute velléité de résistance. Ils interviennent même quand les défenseurs d'une ville se sont vu promettre la vie sauve — comme à Caylus, Mornas ou Montbrison.

Parmi les principales cibles de la violence protestante, les hommes d'Église figurent au premier rang. *« Il faut expulser la vermine de prêtrailles, en finir avec cette malicieuse race du diable, nettoyer les renards et les cafards »*, recommande un libelle anonyme huguenot. Ces malheureux sont systématiquement exécutés, après avoir subi les pires tortures. On peut également noter que, lorsqu'ils mettent en œuvre cette guerre d'extermination visant à délivrer le monde ➤

DE AGOSTINI/LEEMAGE

“La Michelade de Nîmes” (gravure en couleurs, XVIe siècle). Cinq ans avant la Saint-Barthélemy, à la Saint-Michel 1567, la ville fut le cadre d’un important massacre de catholiques.

« de la prêtraille et de la superstition », les réformés n’en oublient pas pour autant de prélever la dîme pour leur compte…

De même, l’histoire convenue de la période a longtemps fait silence sur l’ampleur des destructions dues à l’iconoclasme protestant. Justifié par la lutte contre la “superstition”, ce *« vandalisme »* — le terme sera inventé, pendant la Révolution, par l’abbé Grégoire — a été infiniment plus dévastateur que celui organisé par les “grands ancêtres” de 1793. S’inscrivant dans une stratégie psychologique visant à provoquer, il a largement contribué, en réaction, à l’explosion de la violence catholique. Pour les catholiques, en effet, l’univers des images qui les entoure est porteur de signes qui témoignent de la présence de Dieu au monde. Détruire les statues et autres représentations du Christ, de la Vierge et des saints équivaut, à leurs yeux, à s’attaquer au caractère immanent de cette présence. Un sacrilège qui ne pouvait que dresser contre les tenants du protestantisme la majorité d’une population demeurée attachée à la foi traditionnelle.

“Et quoy ? Brûler maisons, piller et brigander, appelez-vous cela Églises réformées ?”

Le jurisconsulte Étienne Pasquier témoigne: *« Là où le huguenot est maître, il ruine toutes les images, démolit les sépulcres, enlève tous les biens sacrés voués aux églises. »* Inégal selon les régions, le bilan est accablant et c’est un désert que laissent derrière eux les démolisseurs, ce dont témoigne une comptine chantée alors par les pèlerins de Saint-Jacques: *« Quand nous fûmes dans la Saintonge, hélas, mon Dieu, nous ne trouvâmes point d’église pour y prier Dieu, les huguenots les ont rompues par grande malice. »* Vingt mille églises ou monastères ont été ainsi gravement endommagés ou détruits…

Horrifié par le fanatisme huguenot, Ronsard s’écrie, en 1563: *« Et quoy? Brûler maisons, piller et brigander, appelez-vous cela Églises réformées? »* Proche du chancelier Michel de L’Hospital, le poète surmontera, bien plus tard, ses appréhensions anti-huguenotes en se rapprochant des “politiques” — dits aussi “pacificateurs” —, représentants du “tiers parti”. Qui sont-ils? Des écrivains, des juristes, des législateurs, des magistrats, des diplomates qui s’opposent au démantèlement de l’État au nom de logiques confessionnelles. Tous catholiques, les initiateurs de ce courant ne visent pas une pacification religieuse fondée sur un compromis dogmatique, mais une intégration des réformés dans le corps politique en distinguant, en eux, la qualité de sujet de celle d’hérétique.

Théorisant l’autonomie du politique et du religieux, ils s’appellent Jean Bodin — le célèbre auteur de *La République* (1576) —, Guy Coquille, Charles Loyseau, Pierre du Belloy… Rejoints, à partir des années 1580, par des protestants — François de La Noue, Duplessis-Mornay, André Maillard, Michel Hurault, Sully, entre autres —, ils ont largement inspiré les différents traités de paix qui, depuis 1562, avaient tenté, en vain, de mettre un terme au conflit, jusqu’à l’édit de Nantes qui, lui, y mit fin en 1598. ●

"Le Rire", caricature sur la loi de séparation.

Le divorce de l'Église et de l'État

La loi de séparation de 1905 ne fut pas un simple épisode de l'histoire de l'anticléricalisme mais le choix réfléchi d'une République qui ne se reconnaissait liée à aucune religion. Votée dans un climat tendu, elle n'a pas pour autant mis un terme aux conflits entre l'Église et l'État.

Par Yves Chiron

À l'interpellation de Jean-Paul II, en 1980, *« France, qu'as-tu fait des promesses de ton baptême? »*, répondaient, en 1995, année du XV^e^ centenaire du baptême de Clovis, les virulentes exhortations au respect des principes fondateurs de la République des ultras de la laïcité. Parmi ces principes, il en est un qui les résume: la séparation de l'Église et de l'État.

Mise au point par les républicains radicaux à la fin du XIX^e^ siècle, votée en 1905 après une longue bataille parlementaire, celle-ci n'a cessé, depuis lors, d'être considérée par ses thuriféraires comme une des marques les plus indiscutables du génie constitutionnel français.

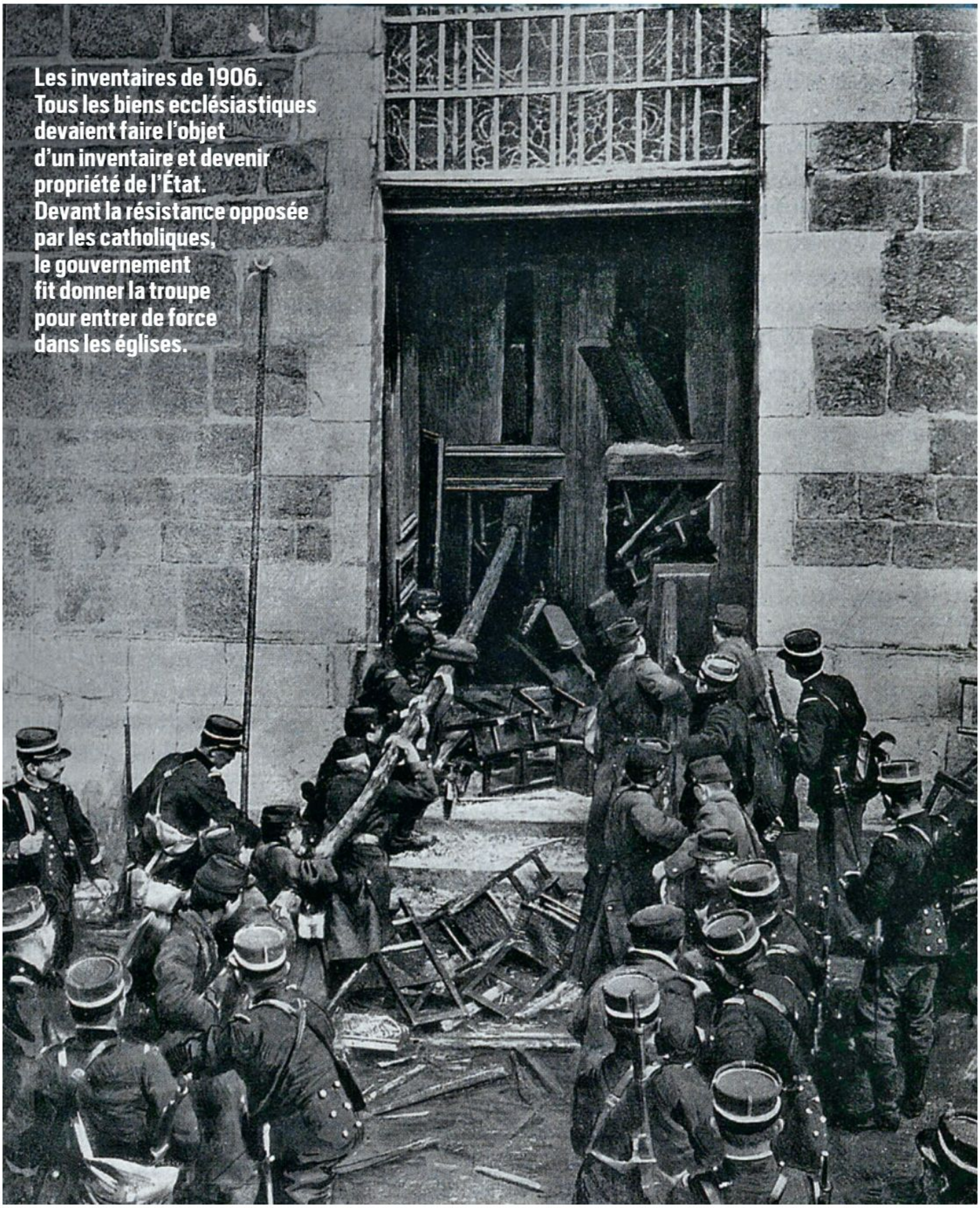
Tout remonte à la fin du second Empire, lorsque Léon Gambetta, candidat républicain aux élections du corps législatif, énonçait dans le célèbre Programme de Belleville (1869) ce que l'on peut considérer comme la première charte de ceux qui allaient fonder, peu de temps après, la III^e^ République. Il y réclamait notamment *« l'application la plus radicale du suffrage universel »*, l'instruction primaire gratuite et obligatoire, et la séparation de l'Église et de l'État. Ce n'est que trente-six ans plus tard que la séparation intervint, rompant le concordat de 1801 entre Napoléon Bonaparte et Pie VII.

Le Concordat était devenu ensuite la cible des républicains anticléricaux comme symbole de l'emprise de l'Église sur la société. Arrivés au pouvoir après Mac-Mahon, ceux-ci avaient commencé par multiplier les lois visant à soustraire la société à cette emprise. Ce furent, tour à tour, des décrets contre les congrégations religieuses non autorisées (29 mars 1880), la loi supprimant l'obligation du repos dominical (12 juillet 1880), la loi sur l'enseignement obligatoire et la laïcité de l'enseignement (28 mars 1882), la loi autorisant le divorce (juillet 1884), la loi laïcisant le personnel des écoles publiques (30 octobre 1886), la loi sur les associations qui soumettait les congrégations à un régime particulier (1^er^ juillet 1901), la loi interdisant l'enseignement à toutes les congrégations (5 juillet 1904).

Cette politique des radicaux était soutenue par les francs-maçons du Grand Orient de France et par les publications anticléricales populaires, où l'on pouvait lire, par exemple: *« Contre le prêtre, tout est permis… C'est le chien enragé que tout passant a le droit d'abattre de peur qu'il ne morde les hommes et n'infecte le troupeau. »*

Des fidèles souvent s'opposèrent ou manifestèrent leur désapprobation aux lois anticléricales, notamment à l'occasion de l'expulsion des religieux de leurs monastères. Comme le 29 avril 1903, où des gendarmes, des dragons et des sapeurs gagnèrent les hauteurs isolées de la Grande-Chartreuse pour en expulser *manu militari* les religieux qui s'étaient réfugiés dans le chœur de leur église.

WIKICOMMONS



Les inventaires de 1906. Tous les biens ecclésiastiques devaient faire l'objet d'un inventaire et devenir propriété de l'État. Devant la résistance opposée par les catholiques, le gouvernement fit donner la troupe pour entrer de force dans les églises.

DR

Mais ces lois n'étaient que le prélude à la rupture définitive que les radicaux entendaient obtenir. Entre 1881 et 1897, six propositions de loi avaient été présentées à l'Assemblée pour obtenir la fin du concordat napoléonien et la proclamation de la séparation officielle de l'Église et de l'État. Comme le disait un de leurs défenseurs, le député puis sénateur franc-maçon Arthur Ranc: *« Ce qu'il faut qu'on sache, c'est que la séparation n'a jamais été pour nous qu'un moyen, et que le but, c'est la sécularisation complète de l'État, c'est la fin du pouvoir de l'Église. »* Ou, comme l'affirmait Ferdinand Buisson, qui fut directeur de l'enseignement primaire de 1879 à 1896, puis, à partir de 1902, député radical-socialiste du XIII[e] arrondissement: *« Détacher de l'Église la nation, les familles, les individus. »*

Émile Combes, qui fut président du Conseil, ministre de l'Intérieur et ministre des Cultes de 1902 à 1905, avait rompu les relations diplomatiques avec le Vatican. C'est sous son successeur, Maurice Rouvier, que le projet de loi sera discuté et voté.

La question divisait l'opinion publique, mais les pressions étaient vives de la part de l'Association

nationale des libres-penseurs, créée trois ans plus tôt et qui s'était répandue jusque dans les petits villages, de la part aussi des organes de presse anticléricaux et des journaux de gauche.

Jean Jaurès, dans *L'Humanité*, apportera un soutien sans faille au projet de loi présenté par Aristide Briand. Les débats furent longs et les échanges vifs, non seulement entre la droite catholique, menée par l'abbé Lemire et le professeur de droit Groussau, et les défenseurs du projet, mais aussi dans les rangs de la gauche où, s'il y avait accord sur la nécessité d'une séparation, les avis divergeaient sur la méthode. Finalement, le 3 juillet 1905 le texte fut adopté à la Chambre par 341 voix contre 233 et, après avoir été adopté par le Sénat le 9 décembre par 179 voix contre 103, il fut promulgué au *Journal officiel*.

Le risque de voir l'État désaffecter les églises

La loi de séparation de l'Église et de l'État proclame la liberté de conscience et de culte mais prévoit que la République *« ne reconnaît »* ni *« ne salarie aucun culte »* (art. 2). Les biens ecclésiastiques devaient faire l'objet d'un inventaire et devenaient la propriété de l'État. Ils seraient confiés à des associations cultuelles élues dans la commune.

Refuser de les former, c'était, pour l'Église, et comme le note Adrien Dansette, risquer de *« perdre sa fortune, estimée à 331 millions de francs, la disposition des évêchés, des grands séminaires, des presbytères et même des églises que l'État aura le droit de désaffecter »*. Inversement, accepter la constitution de ces associations cultuelles, indépendantes de la hiérarchie ecclésiastique, présentait le risque de les voir contrôlées par des laïcs hostiles au clergé.

Albert de Mun, pourtant rallié à la République, publia à la une de *La Croix* un grand article pour stigmatiser la séparation : *« L'événement d'hier est le plus grave qui se soit, depuis un siècle, accompli dans notre histoire… Depuis hier, il y a encore une France catholique, il y a encore des catholiques français. Mais la nation française est, par ses représentants, rayée du nombre des États catholiques…* Consummatum est*! La sentence portée par le Sanhédrin maçonnique est exécutée. Le Christ a cessé d'être en France officiellement reconnu. »*

Pie X, qui n'avait pas été consulté lors de la préparation de la loi, la refusa par deux actes solennels. Ce fut d'abord l'encyclique *Vehementer nos*, qui rappelait un principe traditionnel de l'Église : *« Qu'il faille séparer l'État de l'Église, c'est une thèse absolument fausse, une très pernicieuse erreur.* (…) *Cette thèse inflige de graves dommages à la société civile elle-même, car elle ne peut prospérer ni durer longtemps lorsqu'on n'y fait point sa place à la religion, règle suprême et souveraine maîtresse quand il s'agit des droits de l'homme et de ses devoirs. »*

Le contenu de la loi lui-même était, affirmait-il, contraire à la constitution de l'Église : *« La loi de séparation attribue l'administration et la tutelle du culte public non pas au corps hiérarchique divinement institué par le Sauveur, mais à une association de personnes laïques. »*

Le 10 août 1906, par l'encyclique *Gravissimi officii*, Pie X dénonçait à nouveau *« une loi non de séparation mais d'oppression »* et s'opposait à la constitution des associations cultuelles. Il demandait aux fidèles de lutter pour les droits de l'Église *« avec persévérance et énergie, sans agir toutefois d'une façon séditieuse et violente »*.

“Contre le prêtre, tout est permis… C'est le chien enragé que tout passant a le droit d'abattre de peur qu'il ne morde les hommes et n'infecte le troupeau.”

Lorsque l'État effectuera les inventaires des biens ecclésiastiques, la résistance des catholiques sera victime de violences, jusqu'à la mort de plusieurs manifestants. La fermeté de Pie X eut raison aussi des associations cultuelles. Le gouvernement dut régulariser l'occupation des églises par les curés, mais nombre de biens ecclésiastiques qui y étaient attachés furent affectés aux communes.

La loi de séparation marqua la naissance d'un État laïque, qui ne se reconnaît lié en aucune manière avec une religion. Parachevant l'œuvre de la Révolution, elle répudiait l'identité catholique de la France qui s'était affirmée depuis le baptême de Clovis pour cantonner la foi au seul secret des âmes. Le catholicisme libéral voulut y voir une chance. Le prix à payer était pourtant non négligeable pour l'Église : il se mesure à la chute vertigineuse de son influence sociale dans les soixante-dix ans qui ont suivi. ●

Pie XII : une injustice qui a la vie dure

La légende noire de Pie XII ne résiste pas à l'examen des faits. Mais à travers lui, c'est la papauté qui est visée.

Par Laurent Dandrieu

C'est le type même du débat désespérant, où les mêmes sempiternelles calomnies, mille fois réfutées par les historiens, sont ressorties *ad libitum* comme autant de faits indiscutables. Du dossier à charge où les médias ne veulent entendre qu'un son de cloche. De la polémique anachronique où, douillettement installé dans un confort moral sans risque, on réclame d'un acteur du passé une attitude prophétique quand il ne pouvait se soucier que d'efficacité; où les jugements abrupts des publicistes d'aujourd'hui prennent le pas sur les témoignages des acteurs de l'époque, et où la louange de survivants de la Shoah assurant Pie XII de leur gratitude éternelle ne pèse rien face à la condamnation pressée des nouveaux juges.

De quelque côté qu'on le prenne, le dossier instruit contre Pie XII apparaît singulièrement vide, malgré les quarante ans où, comme nonce en Allemagne (1917-1929), puis comme secrétaire d'État du Vatican (1930-1939), enfin comme pape (1939-1958), Eugenio Pacelli fut au cœur de la vie de l'Église.

Défiance vis-à-vis du judaïsme, voire antisémitisme?

Aucun fait, aucune citation ne vient jamais appuyer cette accusation à l'encontre de celui qui fut le principal rédacteur de l'encyclique de Pie XI *Mit brennender Sorge* (1937), qui condamnait le nazisme et ses délires racistes, et l'organisateur de sa distribution clandestine dans toute l'Allemagne, au nez et à la barbe des nazis. On accuse régulièrement Pie XII d'avoir enterré une nouvelle condamnation préparée par son prédécesseur, qui en réalité ne dépassa jamais le stade du projet. Or, Pie XII, dès sa première encyclique, *Summi Pontificatus* (1939), a émis une nouvelle condamnation du racisme, dont 88 000 exemplaires furent largués au-dessus de l'Allemagne par l'aviation française pour y affaiblir le nazisme.

Dans son livre *Pie XII et les Juifs*, le rabbin David Dalin note que les détracteurs de Pie XII ne parlent jamais des nombreuses amitiés juives nouées par Eugenio Pacelli, en Allemagne ou à Rome. Pie XII qui fut, note-t-il encore, « *le premier pape qui, dans sa jeunesse, a participé à des repas de sabbat chez des juifs* », dans la famille d'un grand ami de sa jeunesse romaine, Guido Mendes, qu'il aidera à se réfugier en Suisse après les mesures antisémites de 1938. À cette époque, nombre d'intellectuels juifs furent chassés de l'université italienne; Pie XII procura des postes à plusieurs d'entre eux à la Bibliothèque vaticane ou à Radio Vatican, où pour la première fois un juif fut invité à tenir une chronique régulière.

Sympathie pour le régime nazi?

Cette thèse ne résiste pas aux innombrables condamnations du régime, protestations officielles contre ses exactions, propos publics ou privés condamnant la perversité du régime nazi. L'argument souvent utilisé est le concordat de 1933 entre le Vatican et l'Allemagne, négocié et signé par Pacelli, dans lequel ses détracteurs veulent voir un quitus idéologique accordé au régime hitlérien. Or, Pie XI avait envisagé de négocier un pareil concordat avec la Russie soviétique, lui qui a défini le communisme comme « *intrinsèquement pervers* ». Pareil concordat visait seulement à donner aux catholiques un statut qui les protège, surtout quand se profilaient des persécutions, qui étaient inévitables en Allemagne nazie. Même John Cornwell, dans son livre à charge *Hitler's Pope* (devenu en français *Le Pape et Hitler*), est obligé de reconnaître que, pendant la négociation du concordat, Pacelli « *ne fait aucun effort pour dissimuler la répugnance que lui inspirent les agissements de Herr Hitler. (...) Il déplore la persécution des juifs, (...) le règne de terreur auquel la nation est soumise* ».

> ***Eugenio Pacelli "ne fait aucun effort pour dissimuler la répugnance que lui inspirent les agissements de Herr Hitler. (...) Il déplore la persécution des juifs, (...) le règne de terreur auquel la nation est soumise."***
>
> *John Cornwell dans son livre à charge* Hitler's Pope.

Les nazis, eux, n'ont d'ailleurs jamais confondu l'affection indéniable de Pie XII pour l'Allemagne avec une quelconque sympathie pour leur régime. Comment l'auraient-ils pu alors que — exemple entre cent —, inaugurant la basilique de Lisieux en 1937, Pacelli parlait de l'Allemagne comme « *cette grande et noble nation que de mauvais bergers égarent sur les chemins dévoyés de l'idéologie de la race* » ? En 1939, la presse allemande s'affligera de l'accession au pontificat de celui qu'elle a constamment dénoncé comme un « *ami des juifs* » s'étant « *toujours opposé au nazisme* ».

BRIDGEMAN IMAGES

SEM/UNIVERSAL IMAGES GROUP / BRIDGEMAN IMAGES

Parachutiste allemand, à Rome en 1944, au moment où les déportations de juifs se multiplient… et où Pie XII fait tout ce qui est possible pour les sauver.

Le pape d'Hitler?

Une édition du livre de John Cornwell, mettant en couverture une photo du nonce Pacelli en 1927, salué par deux soldats allemands de la République de Weimar, la présente comme une photo prise en 1939, à l'issue d'une entrevue avec les dirigeants nazis qui n'eut jamais lieu! Lors du couronnement de Pie XII, Hitler fut le seul chef d'État à ne pas envoyer de représentant. Le "pape d'Hitler" ne l'a en réalité jamais rencontré, Pie XI et Pacelli ayant même ostensiblement choisi de quitter Rome pour Castel Gandolfo lors de la visite du Führer à Rome, en 1938. De récentes découvertes ont confirmé l'existence d'un projet d'Hitler, aux alentours de juillet 1943, pour faire assassiner Pie XII. Il ne faisait d'ailleurs que lui rendre la politesse car, en 1939, Pie XII avait accepté de servir d'intermédiaire entre le général allemand Ludwig Beck et les Britanniques en vue de faire assassiner Hitler, que Pie XII qualifia un jour de *« possédé »*.

Obsession anticommuniste?

Obsession anticommuniste, qui aurait poussé Pie XII à voir dans le nazisme un utile rempart contre le bolchevisme? Pur fantasme: en janvier 1940, dénonçant la *« barbarie »* nazie en Pologne, Radio Vatican affirme que *« les Allemands usent des mêmes moyens, et peut-être encore pires, que les Soviétiques eux-mêmes »*. Le 6 mai 1940, alerté par des Allemands antinazis, Pie XII fait prévenir les Alliés de l'imminence de l'offensive allemande sur le front occidental. À l'ambassadeur de France Léon Bérard, nommé par Vichy, Pie XII confia: *« Je redoute Hitler plus que Staline. »*

Le silence du pape?

« Pendant les dix années de la terreur nazie, quand notre peuple a souffert un martyre effroyable, la voix du pape s'est élevée pour condamner les bourreaux et pour exprimer sa compassion envers les victimes »: ainsi, pour Golda Meir, ministre des Affaires étrangères d'Israël lors de la mort de Pie XII, le 9 octobre 1958, *« la voix du pape s'est élevée »*! Le thème du "silence" de Pie XII est presque inexistant jusqu'aux années 1960. C'est le retentissement mondial, en 1963, de la pièce de l'Allemand Rolf Hochhuth *Le Vicaire* (adaptée au cinéma par Costa-Gavras en 2001 sous le

DES VOIX DISCORDANTES

ROLAND HUREAUX, Marianne 2: ***« Quel criminel aurait-il été s'il avait, pour forger son image devant l'Histoire ou même préserver l'honneur de l'institution, sacrifié la vie ne serait-ce que d'un des milliers d'enfants juifs réfugiés dans les jardins de Castel Gandolfo et de multiples couvents! (…) De fait, le vrai mystère de Pie XII n'est pas tant son comportement pendant la guerre que la lecture qui en est faite soixante ans après. Comment ce pape, qui fut de son vivant l'objet d'éloges unanimes du monde juif (Ben Gourion, Golda Meir, Albert Einstein…) et non juif, peut être aujourd'hui ainsi vilipendé? »***

GILLES-WILLIAM GOLDNADEL, président de l'association France-Israël, sur www. urgencecomcatho.com: ***« La perspective de la béatification est une décision catholique. Je m'étonne que les décisions qui regardent l'Église, que ce soit sur ce sujet, sur la contraception ou encore l'avortement, soient si commentées par des non-catholiques et semblent les intéresser davantage que les catholiques eux-mêmes. »***

SERGE KLARSFELD, dans *Le Point*: lors des rafles de Rome, ***« Pie XII n'a pas protesté à voix haute, mais il a demandé aux établissements religieux d'ouvrir leurs portes. Résultat: des milliers de juifs ont pu être sauvés. Alors que si Pie XII avait élevé la voix, quelles auraient été les conséquences? Est-ce que cela aurait changé les choses pour les juifs? Probablement pas. (…) Néanmoins, une prise de parole publique aurait sûrement amélioré la propre réputation de Pie XII aujourd'hui ».***

titre *Amen*), qui va lui donner vigueur. On sait depuis 2007, par les révélations d'un ancien chef des services secrets roumains, le général Pacepa, que ce retentissement avait été orchestré par la désinformation du KGB. Dans *Amen*, Costa-Gavras va jusqu'à tronquer le message du pape de Noël 1942 du passage où il évoque les *« centaines de milliers de personnes qui, sans aucune faute de leur part, mais seulement pour des raisons de nationalité ou de race, sont destinées à la mort ou à un progressif dépérissement »*. Feindre de croire qu'une formulation plus vigoureuse aurait pu freiner en quoi que ce soit les persécutions relève de l'infantilisme. La forte protestation des évêques des Pays-Bas contre les persécutions antisémites, en juillet 1942, avait eu pour seul effet d'étendre ces persécutions, notamment aux juifs convertis, dont la carmélite Edith Stein. Aux grandes déclarations solennelles, Pie XII préfère donc les interventions au cas par cas. En 1943, sa menace d'une intervention publique suffit à arrêter la rafle de Rome, permettant à l'Église de sauver 80 % des juifs romains. En Hongrie, un message public de Pie XII au régent Horthy, en 1944, parvint à faire cesser les déportations, jusqu'à l'arrestation de Horthy par les nazis. En Pologne, en revanche, l'archevêque de Cracovie avait supplié le pape de cesser ses protestations, qui ne faisaient qu'aggraver la situation.

HEBDOMADAIRE

COURRIER FRANÇAIS DU

Témoignage Chrétien

3 Francs

Lien du Front de Résistance Spirituelle

N° 25. — SAMEDI 18 NOVEMBRE 1944

Rédacteur en chef : André MANDOUZE

"VIVE LA LAÏQUE"

A M. Georges COGNIOT

LE VATICAN CONTRE LE NAZISME

Ce que fut à Rome la Résistance française

LE SAINT-SIEGE a pris nettement position

PIE XI

PIE XII

ROGER VIOLLET

L'indifférence au sort des juifs ?

D'après ses détracteurs, Pie XII ne s'intéressait qu'au sort des catholiques. Or, les témoignages abondent en instructions données par Pie XII, oralement ou par écrit, de tout risquer pour sauver le maximum de juifs — soit en les cachant, soit en leur donnant des faux papiers, certificats de baptême ou passeports (plus de 20000 distribués rien qu'en Hongrie, selon Raul Hilberg). En outre, le pape s'impliquait personnellement : membre d'un réseau clandestin ecclésiastique destiné à aider les juifs pourchassés, le père Giancarlo Centioni souligne que les fonds utilisés venaient de Pie XII. Quand commencèrent les déportations des juifs romains, Pie XII leur fit ouvrir toutes grandes ses portes. Plusieurs centaines trouvèrent refuge au Vatican, et plus de 3000 dans la résidence d'été du pape, à Castel Gandolfo. La modération des protestations de Pie XII visait aussi à ne pas attirer l'attention sur les innombrables institutions catholiques qui cachaient des juifs dans toute l'Europe. Le bilan de ces actions menées sur ordre de Pie XII fut considérable : historien israélien, Pinchas Lapide écrit que son rôle *« a été déterminant pour sauver au minimum 700000, si ce n'est jusqu'à 860000 juifs, d'une mort certaine »*. Le *Dictionnaire historique de la papauté* (Fayard) évalue à un million le nombre de juifs sauvés par l'Église.

"La controverse sur Pie XII est typique de cette lutte du progressisme contre la tradition, qu'il faut bien reconnaître pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une agression contre l'Église catholique, en tant qu'institution"

Le rabbin Dalin.

Alors, pourquoi cet acharnement sur Pie XII, qui a plus parlé et agi contre l'antisémitisme que n'importe quel leader de l'époque ? Ni Roosevelt ni Churchill n'ont condamné la Shoah, et nul ne le leur reproche. De Gaulle, s'étonne Serge Klarsfeld, *« est considéré comme un saint en France »* alors qu' *« après la rafle du Vél d'Hiv,* (il) *n'a pas élevé la voix »*. Le rabbin Dalin a une explication : à travers Pie XII, c'est une certaine conception du catholicisme que visent ses détracteurs, qui *« utilisent purement et simplement la Shoah comme une énorme matraque contre* (…) *l'enseignement catholique traditionnel.* (…) *La controverse sur Pie XII est typique de cette lutte du progressisme contre la tradition, qu'il faut bien reconnaître pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une agression contre l'Église catholique, en tant qu'institution, et contre la religion traditionnelle ». « Utilisation abusive de la Shoah à laquelle les juifs doivent s'opposer »*, écrit-il — à quoi l'on ajoutera : et plus largement tous ceux qui ne peuvent se résoudre à ce que les relations judéo-chrétiennes fassent les frais de cette manipulation de l'Histoire à des fins partisanes. ●

De la guerre des Gaules à la guerre froide

Une sélection de dates que l'histoire officielle gagnerait à souligner pour mieux comprendre ce qui fit la France.

Par Mickaël Fonton

Si vous deviez retenir une date de l'histoire française ou européenne, dans la gloire ou dans les épreuves, laquelle choisiriez-vous, et pourquoi? La rédaction de *Valeurs actuelles* s'est livrée à cet exercice forcément lacunaire et… partial! Nous vous en soumettons le résultat. Vous pouvez vous aussi nous signaler les dates qui vous paraissent importantes sur notre site *www.valeursactuelles.com*

52 avant J.-C. En janvier, le massacre d'un groupe de Romains par les Carnutes de Genabum (Orléans) marque le début de l'insurrection générale des tribus gauloises. Le prince arverne Vercingétorix (dont le nom celtique signifie "grand roi des guerriers") en prend le commandement militaire suprême. « *L'épopée dont il a été le héros dura l'espace de dix mois.* (…) *Sa courte vie de combattant eut cette élégante beauté qui charmait les Anciens et qui était une faveur des dieux* », a écrit Camille Jullian.

397 Le 11 novembre, saint Martin *(ci-contre)* est inhumé à Tours. Ce fils d'un tribun de l'armée romaine, lui-même soldat, avait donné la moitié de son manteau à un pauvre, rencontré lors d'un hiver rigoureux à Amiens, où il se trouvait en garnison. Le Christ lui était alors apparu en rêve. Converti au christianisme, il évangélisa la Gaule romaine, fondant notamment le premier monastère à Ligugé, près de Poitiers. Cette filiation chrétienne sera confirmée, un siècle plus tard, par le baptême de Clovis (496). Lors de l'armistice de 1918, c'est en référence à saint Martin, devenu l'un des saints patrons de la France, que la date du 11 novembre a été choisie.

843 Le 10 août, l'œuvre de Charlemagne a vécu. Le traité de Verdun partage l'empire d'Occident entre les trois fils de Louis le Pieux. À Charles le Chauve les terres de l'Ouest, à Louis le Germanique l'espace situé à l'est du Rhin, à Lothaire, enfin, les pays compris entre la mer du Nord et le golfe de Tarente. Ce traité, préfigurant la naissance des premières grandes nations médiévales, notamment française et allemande, aura des conséquences majeures sur le destin européen.

1214 Le 27 juillet, sur le plateau de Bouvines, dans le nord de son royaume, Philippe Auguste affronte une troupe emmenée par l'empereur romain germanique, Otton IV, et plusieurs comtes de province, nouvel épisode de la guerre qui oppose la France à l'Angleterre. Incontestable, la victoire de Philippe Auguste constituera un tournant dans son affrontement avec le souverain anglais, Jean sans Terre, et, plus que du destin du pouvoir royal, décidera du sort du royaume lui-même. Les historiens feront de Bouvines et du soutien apporté au roi par les milices communales la première manifestation de l'idée d'union nationale.

1248 Le 26 avril, Louis IX inaugure la Sainte-Chapelle sur l'île de la Cité. Parachèvement du style gothique, elle a été édifiée quelques années

LUISA RICCIARINI / BRIDGEMAN IMAGES

plus tôt pour accueillir les reliques christiques ramenées de Constantinople, notamment la sainte Couronne d'épines ou la sainte Croix *(ci-dessus)*. Célèbre pour sa chapelle haute aux mille panneaux de vitrail, elle constitue, avec Notre-Dame de Paris, l'un des lieux les plus symboliques de la chrétienté française.

1360 Le 8 mai, à Brétigny, ce fut "grande pitié au royaume de France", amputé du tiers de sa superficie (Aquitaine, Guyenne, Limousin, Poitou, Calais) au profit des Anglais. Brétigny est le traité dont il faut se souvenir quand on parle du déclin de la France. Il y eut en plus la guerre civile et l'effondrement de la monnaie. Du Guesclin *(à droite)* reprit tout cela, avant que la France ne retombe plus bas encore, au traité de Troyes (1420).

1429 Un 8 mai, encore, qui voit cette fois Jeanne d'Arc pénétrer dans Orléans libérée. Après sept mois de siège, la ville était au bord de la rupture et sa chute aurait considérablement fragilisé Charles VII et la dynastie des Valois. "Portant l'espérance dans les plis de sa bannière", Jeanne, épaulée par ses capitaines, renverse la situation et force les troupes du général anglais Talbot à lever le camp. La légende est en marche. Aujourd'hui encore, le 8 mai marque la fin des fêtes johanniques, qui, depuis 1429 et sans interruption (sauf durant la guerre), célèbrent cette libération.

1539 Le 6 septembre, le parlement de Paris enregistre l'ordonnance de Villers-Cotterêts, un texte législatif édicté un mois plus tôt, dans ce petit village de Picardie, par François Ier *(à droite)*. Plus ancien texte législatif encore appliqué en France, il est connu pour être l'acte fondateur de la primauté et de l'exclusivité du français dans les documents relatifs à la vie publique du royaume. Le français devient ainsi la langue officielle du droit et de l'administration, en lieu et place du latin.

1571 Le 7 octobre, dans le golfe de Patras, non loin du port grec de Lépante, les navires vénitiens et espagnols de la Sainte Ligue écrasent la flotte d'Ali Pacha. Cette bataille, qui marque la fin de l'expansionnisme ottoman, a été interprétée comme une victoire de la chrétienté face à l'islam et, par le biais des alliances au sein de la Sainte Ligue, comme l'une des premières manifestations de la conscience européenne.

1673 Le 25 juin au soir, depuis Maastricht où il affronte les troupes espagnoles, Louis XIV écrit à la reine : *« Madame, j'ai perdu d'Artagnan, en qui j'avais la plus grande confiance et qui m'était bon en tout. D'Artagnan et la gloire ont le même cercueil. »* Né Charles de Batz-Castelmore *(ci-contre)* à Lupiac, en Gascogne, devenu capitaine-lieutenant des mousquetaires du roi, héros de cape et d'épée immortalisé par Alexandre Dumas, d'Artagnan incarne à lui seul le panache, le courage et le dévouement, dans une France épuisée par les guerres européennes.

1790 Le 14 juillet, sur le Champ-de-Mars, Louis XVI prête serment : *« Moi, roi des Français, je jure d'employer le pouvoir qui m'est délégué par la loi constitutionnelle de l'État, à maintenir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par moi et à faire exécuter les lois. »* C'est la fête de la Fédération, l'union de tout un peuple autour de son roi, devenu ce jour-là monarque constitutionnel, roi des Français. La paix civile n'aura qu'un temps, mais c'est de ce temps

PHOTOS : JOSSE/LEEMAGE ; HERITAGE IMAGES / FINE ART IMAGES / AKG-IMAGES ; CNP COLLECTION / ALAMY STOCK PHOTO ; AKG-IMAGES / FRANÇOIS GUÉNET

VALEURS ACTUELLES

Fondateur Raymond Bourgine
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris
Pour obtenir votre correspondant, composer directement le 01.40.54 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.
Abonnements : 09.69.39.66.46.
www.valeursactuelles.com

GROUPE VALMONDE
Président Erik Monjalous

COMMISSION ÉDITORIALE
Président Charles Villeneuve
Catherine Nay, Jean-Claude Dassier, François d'Orcival, Erik Monjalous, Geoffroy Lejeune, Tugdual Denis, Pascal Laroche.

RÉDACTION
Directeur de la rédaction Geoffroy Lejeune
Directeur adjoint de la rédaction Tugdual Denis (1150)
Directeurs délégués de la rédaction
Arnaud Folch (1151), Cyril de Beketch (1207)
Rédacteurs en chef France: Raphaël Stainville (1160), Mickaël Fonton (1157).
Grandes enquêtes: Bastien Lejeune (1163).
Monde: Antoine Colonna (1149).
Économie-Finance: Frédéric Paya (1155).
Culture: Laurent Dandrieu (1136).
Art de vivre: Virginie Jacoberger-Lavoué (1134).

CHRONIQUEURS
Catherine Nay, Franck Ferrand, Philippe Barthelet, Michel Gurfinkiel.

France Grand reporter: Charlotte d'Ornellas (1139).
Reporter: Patricia de Sagazan (1182).
Économie et Entreprises Rédacteur en chef adjoint: Marie de Greef-Madelin (1152).
Chef de service politique économique: Josée Pochat (1166).
Culture Reporter: Olivier Maulin (1206).
Histoire François d'Orcival (1169).
L'incorrect Anne-Laure Debaecker (1165).
Hors-séries Rédacteur en chef: Yves Le Bescond (1168).
Web Chefs de service: Amaury Brelet (1198), Thomas Morel (1194).
Rédacteurs: Amaury Bucco (1197), Éloi Roche-Bruyn, Nicolas Clément (1109), Victor-Isaac Anne (1142), Jules Torres (1147).
Vidéo Baudouin Wisselmann (1138), Raphaël de Berlhe (1138), Georges Matharan (1138).
Iconographie Chef de service: Patrick Iafrate (1192).
Adjoints: Élisabeth Ham (1211), Romain Rouger (1167).
Documentation Chef de service et responsable de la diffusion numérique: Marie Vercelletto (1196).

RÉALISATION ET FABRICATION
Rédacteur en chef technique Nicolas Gigaud (1187).
Secrétaires de rédaction Diane Manière (1208), Patrick Mané (1188), Emmanuelle Barbou des Places (1199), Josiane Ruiz (1189).
Premier rédacteur-graphiste, conception graphique Yves Le Bescond (1168).
Rédacteurs-graphistes Fabrice Fournier (1183), Nicolas Lemay (1184).
Responsable de la photogravure, rédacteur infographe Olivier Aujean (1148).

ADMINISTRATION – GESTION – DÉVELOPPEMENT
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris. Fax: 01.40.54.11.81.
Président du Directoire, directeur de la publication Erik Monjalous
Directeur administratif et financier Éric Baracassa (1130)
Comptabilité Corinne Brice (1116), Chantal Kientzy (1118), Nathalie Locart (1119), Bérangère Blanchard (1108).
Services généraux Corinne Landry (1113), Joseph Agius (1110), Armelle de la Vergne (1298).

PUBLICITÉ
Directeur de la publicité Christophe Petitjean (1153).
Directeur de clientèle Thierry Lambert (1259).
Planning medias.figaro 01.56.52.20.60.

DIFFUSION – ABONNEMENTS – LIBRAIRIE
Directeur marketing clients abonnés Sébastien Loison (1161).
Chargé du marketing digital Charles Bonnet (1193).
Service diffusion Valérie Dubuy (1159), Sophie Roland (1135).
Service abonnements : 09.69.39.66.46.
Ventes kiosques
Gilles Marti (1219) — e-mail: gilles.marti@valmonde.fr

SERVICE ABONNEMENT
CS 20011, 59895 Lille Cedex 9
Tél.: 09.69.39.66.46.
France: 1 an, 4 n°s, 29,90 € - 2 ans, 8 n°s, 55,90 €
Tarif étranger: nous consulter

Copyright 2021 - Valeurs actuelles - Le Spectacle du Monde. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus. Sauf dans les cas où elle est autorisée expressément par la loi et les conventions internationales, toute reproduction totale ou partielle du présent numéro est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal.
ADAGP, Paris 2021, pour les œuvres de ses membres.

Impression Roto France
N° de commission paritaire 0925 C 79794
N° ISSN 0049-5794
Valmonde et Cie,
SAS au capital de 1 410 497 €
Associé unique PIDEVMEDIAS FRANCE.
RCS Paris B 775 658 412 **Siret** 775 658 412 00 165

Origine du papier: Allemagne
Taux de fibres recyclées: 0 %
Certification: PEFC
"Eutrophisation" Ptot: 0,016 kg/tonne

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefc-france.org

de réconciliation, et non de la prise de la Bastille, que procédera le choix du 14 juillet comme fête nationale.

1793 Le 17 juillet, Marie-Anne-Charlotte de Corday d'Armont, dite Charlotte Corday *(à gauche)*, est guillotinée en place de Grève. Quatre jours plus tôt, cette jeune révolutionnaire de sensibilité girondine, lointaine descendante de Pierre Corneille, avait assassiné Marat, qui incarnait à ses yeux une révolution devenue sanguinaire. L'année 1793 aura vu l'exécution du roi Louis XVI, le 21 janvier, de la reine Marie-Antoinette, le 16 octobre, mais aussi celles d'Olympe de Gouges et de Madame Roland.

1917 Le 11 septembre, le pilote français Georges Guynemer est porté disparu sur le front belge, à proximité d'Ypres. Son Spad XIII jaune baptisé *Vieux Charles* n'est jamais revenu à la base de Saint-Pol-sur-Mer. Âgé de 22 ans, engagé dans l'aviation après avoir été réformé de l'infanterie, Guynemer était déjà un héros, crédité d'une cinquantaine de victoires, plusieurs fois blessé et vingt fois cité. Dès le mois d'octobre, il fera son entrée au Panthéon, "dont seule la coupole avait assez d'envergure pour abriter de telles ailes".

1940 Le 22 décembre, le lieutenant de vaisseau Honoré d'Estienne d'Orves *(à gauche)* débarque clandestinement à Plogoff. Il est l'un des premiers agents de renseignement de la France libre envoyés en zone occupée pour y monter un réseau. Dénoncé par son radio, il sera arrêté et condamné à mort par les Allemands, puis fusillé le 29 août 1941 au Mont-Valérien. Gaulliste, mais resté fidèle au maréchal Pétain, il écrit à sa famille, avant de mourir: *« N'ayez, à cause de moi, de haine pour personne. Chacun a fait son devoir pour sa patrie. »* Monarchiste de vieille tradition, il descendait des chefs vendéens d'Autichamp et Suzannet.

1960 Le 13 février, la première bombe atomique française explose à Reggane, dans le Sahara algérien. C'est l'acte fondateur de la dissuasion nucléaire, préalable à la sortie de la France de l'Otan, effective en 1966. Le plutonium de la bombe a été produit à Marcoule dans les réacteurs prototypes des futures centrales électriques EDF de la filière graphite-gaz. Avec l'atome, le général de Gaulle a désormais les moyens de sa politique d'indépendance. ●

PHOTOS : NEURDEIN / ROGER-VIOLLET ; JOSSE / BRIDGEMAN IMAGES

Découvrez notre nouvelle application liseuse

Valeurs actuelles Le Kiosque

Un mode article pour un confort de lecture comme vous ne l'aviez jamais vu

Une navigation entièrement repensée pour une expérience plus intuitive

Accès aux archives de Valeurs actuelles : les anciens numéros et les Hors-Série

Disponible en téléchargement sur l'App Store et le Play Store

WWW.BRIMONCOURT.COM

BRIMONCOURT

CHAMPAGNE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION